

Maroc 3,50 DH • Tunisie 400 M • Suisse 2 F.S. • Canada CDN \$ 1.95 •

ISS 0223 - 076X - M 2782 - 37 - 5,00 FF

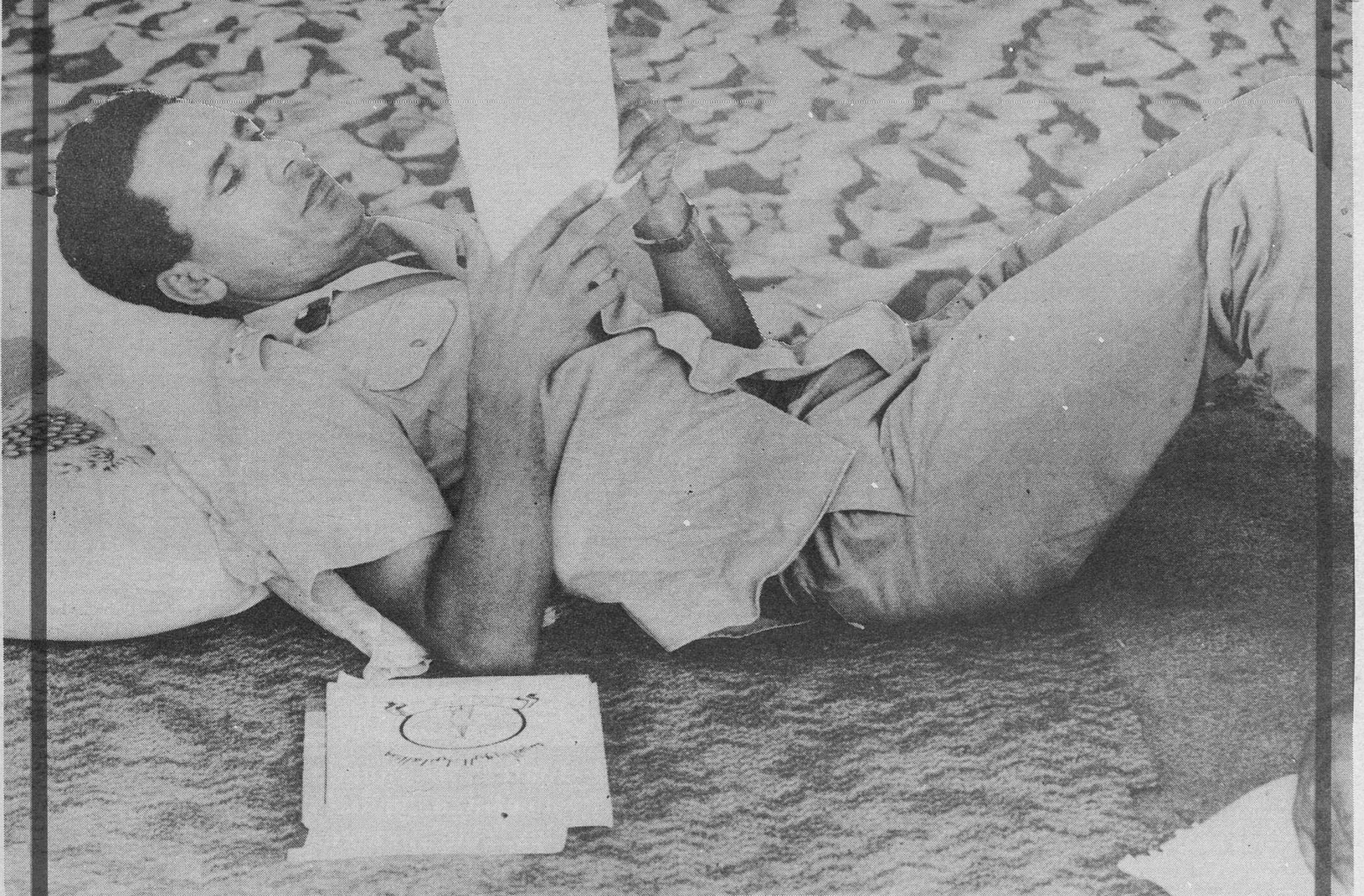
n° 37 • 5,00 FF.

Semaine du 20 au 26 novembre

# SANS FRONTIÈRE

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde

## KADHAFI: QUI VEUT SA PEAU?



**DEUX OU TROIS CHOSES SUR LA 2ème GENERATION**

**ANTILLES : ILS VEULENT FAIRE NOTRE BONHEUR A NOTRE PLACE**

**BIDALOU AGAINST SONACOTRA**

## A LA UNE :

- Nostalgie : l'Afrique au cœur  
Plaidoyer pour un continent  
blessé** Page 4

## ICI ET LA :

- Bidalou against Sonacotra** Page 5
- Opinion : Deux ou trois choses  
sur la « 2<sup>e</sup> génération »** Pages 6 et 7
- Sans papiers à Montpellier :  
Rompre l'isolement** Page 8
- Valence : au gulchet des  
étrangers** Page 9
- Autogestion immigrée ?** Page 9
- Peugeot : un mouvement à  
majorité immigrée** Page 10



## SUD SUD :

- Au delà de l'affaire : Ben Barka  
toujours vivant** Page 11
- Martinique : les luttes  
sociales dans le marécage  
politique** Pages 12 et 13
- Femmes sans papiers :  
« renvoyables à merci ! »** page 14

## CULTURE :

- Antillais : « Ils veulent faire  
notre bonheur à notre place »** P. 18-19

## Sans Frontière

Nidham ABDI  
Farid AICHOUNE  
Catherine Alexandri  
Ana Maria ARAUJO  
Khadidja BACHIRI  
Kamal BELARBI  
Fatima BELHADI  
Joël BOULARD  
Saïd BOUZIRI  
Marianne Cantau  
Peïra CAVA  
Amadou GAYE  
André HARTMANN  
Maria KALALOBÉ  
Joëlle LASSISSI PINTO  
Mustapha MOHAMMEDI  
Driss MOURAD  
Fabienne MESSICA  
Mohamed NEMMICHE  
Blaise N'DJEHOYA  
Mac Odou N'DYAE  
Aline N'GOALA  
PACO

Mustapha SAAD  
Osanje Silou  
Marc WEITZMANN  
Fowzia ZOUAOUI



**ABONNEMENTS**  
Ali MAJRI  
NOURREDINE  
**PUBLICITE**  
Leïla HADAD  
Habib ARFAOUI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78  
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.  
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.  
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »  
Directeur de publication : Khali Hammoud.  
C.C.P. : 420900 F Paris  
Commission paritaire n° 61715  
Diffusion N.M.P.P.  
Imprimerie Voltaire-Impression. 93. Montreuil.

## Lettre du pays...

Cet article ne vise pas à rendre compte de la complexité des problèmes qui se posent aux travailleurs immigrés une fois de retour à leur petite ville Al Hoceïma. Il a pour simple ambition de focaliser l'attention sur quelques faits que nous jugeons plus ou moins importants. Mais avant de parler de ces faits, il est nécessaire de rappeler que le Rif est l'une des régions qui a connu un taux élevé d'im-

ils doivent verser des centaines de dirhams, pour se procurer quelques papiers administratifs. Les services publics sont payants ! Ceux qui désirent renouveler leurs passeports ou acquérir un passeport pour leurs femmes et leurs enfants, sont contraints d'aller et venir et d'attendre à la porte des administrations.

Pour se procurer un permis de conduire ou une autorisation de construire, les frais de Corruption varient de 200 à 1 500 dh de plus, quelques immigrés sont obligés de céder leur voiture (surtout des mercédès) à des fonctionnaires à des prix dérisoires pour se voir ren-

services culturels, des espaces verts, des jardins d'enfants. Il n'est plus besoin également de rappeler qu'à la place de l'intérêt général, si intérêt général il y a règne la spéculation foncière. Ce qu'on peut inscrire à l'actif du Conseil Communal, c'est d'avoir organisé une opération de main basse sur les terres communales. Simple appareil manipulable à gré par une minorité de possédants, le conseil Communal s'est transformé en un fief du Président du Conseil Communal. C'est ainsi que les terres relevant de la Compétence du Conseil ont été distribuées en lots de

distribution des lots de terrains aux immigrés a vu le jour. Tout celui qui désire avoir une maison propre à lui, est dans l'obligation de payer 600 à 1 500 Dh le mètre carré. Ajoutez à cela les autres frais (matériaux de construction, plans et croquis et les frais de corruption). Devant ces problèmes que nous venons de citer et qui d'ailleurs ne sont pas les moindres, beaucoup d'immigrés préfèrent ramener leurs familles en France ou en Hollande, bien que la vie là-bas ne soit plus « en rose ».

Taïb Alami. Je vous embrasse  
Taïb Alami

## Etat de grâce ou illusion

La victoire du 10 mai, qui a permis à Monsieur F. Mitterrand d'accéder au trône de la République Française a enthousiasmé plus d'un.

Nous étions des milliers dans les rues de Paris pour manifester notre joie et que celle-ci était porteuse d'espoirs ; fin des contrôles dans le émtro, respect des étrangers, etc, quoi ! ... Chute d'une politique inhumaine la technocratie giscardienne dont les étrangers étaient les plus touchés. Cet espoir n'était guère qu'une illusion, mais nous avons pensé que ça pouvait changer. Dans une société et un Etat fortement centralisés, les autres n'ont pas leur mot à dire. Ah ! la politique qui gère les hommes n'arrive pas à régler ce problème, et plus, les gouvernants ne sont pas les seuls responsables de cet état mais aussi la majorité silencieuse.

### TARATATA



L'absurdité politique fait que presque tous les discours peuvent opérer, malencontreusement le notre n'a pas marché ; nous scandions dans la foule : « un ministre immigré pour les immigrés ». Les gens qui étaient présents ne comprenaient plus rien ; ces extra-terrestres les envahissaient, ils se croyaient délogés de leur demeure.

Vrai dilemme, les uns attachent beaucoup d'intérêt à la sacro-sainte France, les Autres nagent dans la mare.

Pourquoi toutes ces lignes ? Je ne sais pas, mais juste une chose qui est en même temps une question, que peuvent être nos droits dans une société qui n'admet pas l'Autre, le différent ?

Il faut dire tout haut que tout humanisme crée son indésirable.

Rachid



migration surtout à la suite des événements sanglants de 1959 et du fait du faible rendement des terres. Les pouvoirs publics ont encouragé, au début des années 60, ce mouvement d'immigration dans le but de désamorcer la tension et de diluer les liens tribaux assez tenaces. C'est ainsi que toute

dre un service. Ce n'est plus étonnant de voir circuler beaucoup de Mercédès et des R 12 à Al Hoceïma ! Les immigrés originaires d'Al Hoceïma, en contrepartie de devises qu'ils rapportent, ne trouvent aucune structure d'accueil à leur retour. Ils ont le plein droit de s'interroger sur les réalisations du Conseil Communal et les promesses électorales renvoyées aux Calendes grecques. Au cours de ses cinq années d'exercice, le Conseil Communal s'est trouvé dans l'incapacité quasi-totale de répondre aux besoins vitaux de la ville, à savoir l'eau potable dans les quartiers populaires (Barrio Haddou, Tarik, Hay Afazar) où il y a une forte concentration des familles des immigrés. Cela tout en sachant bien que la piscine de l'hôtel Quémado est bien pourvue en eau fraîche ! Il n'est plus besoin de parler des

terrains à quelques fonctionnaires et notables de la ville. Quelques-uns ont pu bénéficier de 2 à 4 lots de terrain. Bien sûr, il faut passer maître dans l'art de détourner et d'abuser, la loi aidant. Tout cela, au su et au vu des autorités légales. Nous laissons aux habitants et aux immigrés le soin de révéler les noms de ces bénéficiaires. Favoritisme et népotisme sont devenus une pratique quotidienne. Et Monsieur le Président du Conseil Communal outrepassant les compétences qui lui sont éolues par le textes légaux, agit comme bon lui semble. On a beau parler des facilités accordées aux immigrés dans leur pays une fois de retour, il n'en demeure pas moins que ceux-ci sont les moins favorisés et les moins aimés. Ils ne sont bons qu'à faire rentrer les devises et les mercédès. Jusqu'ici aucun projet de



une partie de la population s'est trouvée dispensée à travers les pays d'Europe. Sans attaches, et déracinée, cette partie de la population se trouve bloquée entre d'une part le désir de retourner au pays natal avec toutes les conséquences et les implications qui en découlent et d'autre part la nécessité de rester travailler dans les pays d'accueil, tout en étant exploitée et méprisée. Après ce bref aperçu, il convient de voir les problèmes qui se posent aux immigrés dans leur ville d'Al Hoceïma. Tout d'abord, dès leur premier jour de retour, ils sont soumis à des tracasseries quotidiennes (douanes ...). Considérés comme des vaches à traire,

**Pour toutes vos annonces : meetings, débats, spectacles, cours, stages, offres d'emploi ou toute autre « agitation », envoyer vos lettres à  
Sans-Frontière  
33, Bld St-Martin  
75003 - Paris**

# QUI VEUT LA PEAU DE KADHAFI?

**Kadhafi dérange. On veut sa peau, et ce, parce qu'il a osé intervenir dans une zone stratégique pour le monde « libre ». Et comme toujours, il ne s'agit que d'intérêts économiques « stratégiques » pour l'Occident. Et on se battra encore au Tchad au profit de ces compagnies, par africains interposés.**



## Une sorte d'écran

Que Kadhafi dérange, cela on le savait depuis longtemps. Car il dérange à plusieurs niveaux.

Il dérange l'Occident, en s'attaquant à ses « chasses gardées ».

Il dérange le Tiers-Monde, par toutes les initiatives qu'il a pu prendre ici ou là.

Mais il est un fait qu'il est difficile d'occulter, c'est l'apparente sincérité de ses actes, et son engagement pour que l'Afrique balkanisée s'unisse ou que le Monde Arabe morcelé se réunisse de nouveau.

Nul, parmi nous gens du « Sud » de ce monde ne peut être insensible à ses principes. Même si on peut être en désaccord avec ses méthodes.

Et c'est ce qui nous distingue des autres journaux, qui ne tarissent pas sur Kadhafi : « Kadhafi est mort ». « Kadhafi a frappé à Paris ».

« Coup d'état pro-libyen au Tchad ».

A force de nous « informer » de cette manière, la Presse Occidentale nous oblige à nous reposer la question de Kadhafi et de nous la poser à travers eux.

Car force est de constater aujourd'hui, que Kadhafi est bien encerclé dans la région, et qu'on veut sa disparition.

Tant par les manoeuvres de Bright Star, que par les déclarations de certains officiels américains, et les révélations du « Times », il est clair qu'on fera tout pour y arriver. On y mettra le temps et les moyens qu'il faut.

En se retirant du Tchad à temps, Kadhafi marque un point. C'est assurément intelligent.

Tout dépendra maintenant des rap-

ports qu'il établira avec la France de Mitterrand. Même s'ils ne s'apprécient pas, les deux chefs d'état seront obligés de composer.

Car Kadhafi n'a fait que servir de sorte d'écran dans cette affaire du Tchad. Un écran qui a masqué les jeux d'ombres et les rivalités des grandes puissances. Il faut en effet savoir et le dire que le Tchad est riche en pétrole, et que les compagnies françaises (Elf en l'occurrence) avaient des concessions sur le territoire.

Dès 1965, un relevé géologique du Tchad, établi par le B.R.G.M. (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), qui est un organisme officiel français, estimait les ressources en pétrole à la moitié des ressources d'Arabie Saoudite. En 1969, cette concession a été vendue à une compagnie américaine, la SONOCO, qui exploite déjà le pétrole au Nigéria et qui avait entre autres la concession du Kouzistan avant Khomeiny.

Et tout se passe comme si on considérait ce pétrole comme une sorte de réserve stratégique, au cas où le Moyen Orient arrive à leur échapper des mains...

Un exemple significatif : la carte minière du Tchad n'est pas en vente libre en France, alors que les cartes des autres pays d'Afrique sont disponibles...

Et il ne sera pas du tout étonnant de voir le Nigéria ou même le Sénégal (dont les troupes arrivent au sein des forces armées de l'OUA), arbitrer les conflits des différentes factions et pour le profit de ces sociétés pétrolières. La paix au Tchad ? Mais à quel prix !

Majid Daboussi Amar

## KADHAFI ENTRE BRIGHT STAR ET LE TCHAD

La force interafricaine s'installe peu à peu au Tchad au moment où le Colonel Salah Radouane achève l'évacuation de ses troupes. Jusque là, tout baigne dans l'huile : l'acheminement des troupes, leurs effectifs, leur commandement ainsi que le coût financier de l'opération ont fait l'objet de discussions lors de la réunion des ministres des affaires étrangères à Lagos. Arap Moi, au vu du processus mis en place, a décidé de remettre la Conférence de Kinshasa sur la force interafricaine. Les pays qui feront partie de cette force sont le Zaïre, le Nigéria, le Togo, le Bénin, le Sénégal et la Guinée. La France qui expédiait déjà des armes au GUNT, devra s'occuper du soutien logistique (transports et équipements) et revient en force dans cette partie du continent et compte même rouvrir une Ambassade. Les Etats-Unis ont sans doute été consultés par Mitterrand depuis Cancun, et même s'ils démentent une participation logistique, ils sont assurément satisfaits de voir Kadhafi hors du Tchad et, selon le mot de Haig, « en parfait accord » avec Paris sur le problème Tchadien. Manifestement, la Libye ne considère pas encore la fameuse « bande d'Aouzou » comme partie intégrante du Tchad et y conteste

la souveraineté du GUNT. Comme il y a dix ans, on revient à la case de départ. Kadhafi a rempli son contrat beaucoup plus vite que prévu, la demande officielle de Goukouni Weddaye du 3 novembre 1981, laissait aux armées libyennes, assez de temps puisqu'il leur était demandé d'étaler leur retrait jusqu'au 31 décembre. La rapidité avec laquelle les troupes libyennes se sont exécutées a fait craindre une machination qui consistait à laisser Goukouni devant le vide. En l'absence de la force neutre interafricaine, Kamou gué, vice-président du GUNT dut prêcher haut et fort la réconciliation des tendances. Goukouni lui-même n'a pas hésité à manifester son inquiétude, redoutant un coup de force à N'Djamena qui viendrait remettre en cause le processus en cours. En choisissant d'organiser la « pacification » du Tchad sous ses auspices, l'OUA à travers les rencontres de Lomé et de Lagos, a pris parti pour le renforcement et la consolidation du GUNT et donc de l'autorité de Goukouni, contestée encore récemment à Paris par le Président du Togo, quelques jours avant la Conférence des Chefs d'Etats africains et français. Le gouvernement issu du 10 mai 81 s'est aussi rallié à Goukouni, convaincu dit-on, de son nationalisme, c'est à dire de son désir

d'autonomie vis à vis de la Libye. Les raisons de l'organisation panafricaine tiennent de la sacrosainte règle instituant l'OUA à savoir l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme et partant donc, un soutien à toute force politique reconnue et perçue comme garant de l'unité territoriale. D'où l'isolement des combattants érythréens, ou des « Somalis » de l'Ouganda dans l'actuelle Ethiopie de Mengistu. Reste un outsider qu'on a cru définitivement réduit à l'impuissance. Le colonel Kamougué, expliquait, il y a une semaine que le chef des FAN, Hissène Habré ne participera pas au processus de réconciliation en récusant son nationalisme, ajoutant qu'il « avait fait trop de mal ». Comment ne pas penser alors qu'Hissène Habré demeure un obstacle à la réunification des forces souhaitée par le GUNT ? Après la promesse qu'il a faite de taire les armes par suite du retrait libyen, ses soldats ont repris l'offensive, repoussant victorieusement les colonnes du CDR d'Acyl Ahmat hors des villes orientales, autrefois investies par les militaires libyens. Adré, Guéréda, Oum Zoueir jalonnent les « victoires » militaires des FAN. Faut-il en conclure qu'à défaut du pouvoir entier, Habré chercherait la partition ?

## KADHAFI

Quelque soit la réponse à cette question, on admettra qu'une telle entreprise exige un financement et une logistique qu'il trouve déjà auprès de l'Égypte et du Soudan qui se trouve particulièrement mise à l'index. Numeiry manque d'argent pour réorganiser son économie et passe par les fourches caudines du FMI au moment même où il accorde abri, hôpitaux et armes aux FAN. L'hypothèse la plus vraisemblable demeure un soutien américain par « ricochet » à Habré. L'administration Reagan esquisse une stratégie militaire dans la région du Golfe persique et moyen-orientale en général. Après la « perte » de l'Iran et l'intervention soviétique en Afghanistan, le Pakistan et l'Arabie Saoudite sont devenus des pièces maîtresses des visées géopolitiques américaines. La contestation de Camp David par une partie du monde arabe implique en toute bonne politique un scénario de rechange testé discrètement auprès des émirats et de la CEE. Israël rechigne après la vente des Awacs à l'Arabie Saoudite, obligeant le Secrétaire d'Etat à une valse hésitation entre Tel-Aviv, le Caire et Ryad.

A ces difficultés s'ajoute la rivalité est-ouest qui anime les arrières pensées soviétiques et américaines. L'armée américaine a repris les installations soviétiques de Berbera en Somalie et prend pied en Égypte et au Soudan pour en faire des pays acquis à l'idée qu'ils se font de la liberté. Dans ce contexte, les manoeuvres militaires de l'opération « Bright Star 2 » inquiètent le libyen Kadhafi qui n'est pas prêt d'oublier le camouflet américain au-dessus du Golfe de Syrte. Bien plus, il apparaît aux yeux des américains comme le danger n° 1. Washington et Paris démentent avoir comploté

sous Giscard en vue « d'éliminer » le chef de la Jamarhiya. Haig dit à qui veut l'entendre qu'il est urgent de s'attaquer au problème Kadhafi de façon efficace, prudent, mais sans équivoque ». Haig ne chôme pas en déclarations où il va répétant que Kadhafi est le principal responsable du « terrorisme international », y voyant la barbe de Khomeiny, le colt tout chaud de Carlos, le Keffieh d'Arafat et le kalachnikov sahraoui. La réaction aux manoeuvres « Bright Star 2 » n'a pas tardé : l'Éthiopie, le Soudan, le Libye, co-signataires du « traité tripartite de défense » du 19 août 1980, se sont conviés à Addis-Abeba. Qualifiant « Bright Star 2 » de « menace grave » à leur sécurité, de « manoeuvres agressives et provocatrices », ces 3 pays entendent trouver une riposte coordonnée en cas d'attaque soudano-égyptienne. L'URSS et les USA, encore une fois par le jeu du conflit est-ouest, déplacent l'enjeu de la Méditerranée, en y incluant la Mer Rouge et le coeur de l'Afrique, nous plongeant à nouveau dans le climat des années 50. L'intoxication orchestrée par les « SR » du SDEC en Afrique dont le but était une confrontation franco-libyenne au risque d'une déstabilisation du gouvernement issu du 10 mai, montre bien qu'en core une fois, les africains demeurent l'objet d'un enjeu dont les implications stratégiques ne requièrent pas toujours leur propres voix.

Blaise N'Djehoya

## Nostalgie : l'Afrique au coeur

PLAIDOYER POUR UN  
CONTINENT BLESSE

« L'Afrique noire est mal partie » écrivait René Dumont. Elle est partie quand-même, répliquait aussitôt Mamadou Dia ancien président du Conseil du gouvernement du Sénégal. Cette controverse passionnée qui se situait vers les années soixante, à l'aube des indépendances, saluait l'entrée sur la scène mondiale d'un continent longtemps « chosifié » par la nuit coloniale.

Une nouvelle ère se profilait à l'horizon. Le soleil radieux de la liberté qui nous éclairait, nous empêchait de voir les embûches placées sur notre chemin : c'était l'époque des grands précurseurs, qui reprenaient dans notre inconscient collectif l'esprit des ancêtres : N'Krumah, Nasser, Lumumba, Ben Bella, Sékou Touré, Modibo. Leurs discours nous galvanisaient et nous donnaient envie comme ces révolutionnaires Russes de 1905, de changer le monde immédiatement.

Leurs attaques meurtrières contre le système colonial tombaient comme des boulets de canon et ouvraient pour la première fois des brèches au coeur du vieux fortin capitaliste mondial.

Des croyances qui avaient bercé des générations d'européens s'en allaient balayés comme fétus de paille par les « vents de l'histoire ».

Nous étions solidaires de tous les peuples qui se battaient d'un bout à l'autre de la planète, les fureurs salvatrices du peuple de Saint-Domingue nous parvenaient entrecoupées de bruits de bottes de l'impérialisme « yankee ».

Bandoeng n'était pas loin dans les mémoires, et Cuba nous laissait béats d'admiration : un petit pays qui avait chassé l'ogre américain et de plus une révolution authentique sous les tropiques, une vraie révolution populaire dans la fiesta et qui semblait tourner le dos au dogmatisme des glaciés soviétiques. Le souvenir de Frantz Fanon nous poursuivait ; cet arrière petit fils d'esclaves qui avait démontré dans un prodigieux effort d'analyse et de mémoire, les fils ténus qui avaient enserré dans la nuit des milliers d'êtres privés de parole.

Inoubliable Fanon des « damnés de la terre », du FLN et de la violence purificatrice.

Du bout de son file lointain, la voix puissante de Césaire nous parvenait par ses appels incessants à la révolte.

L'Europe progressiste échaudée par des années de stalinisme et en plein désarroi idéologique, retrepait sa foi militante dans une dimension tiers-mondiste. Les peuples de la zone des tempêtes avaient enfin brandi le drapeau de la révolte et le brasier semblait se répandre dans le monde entier ; La compétition idéologique est-ouest s'était transposée sur le continent africain. Nous étions convaincus que dans cette lutte planétaire, l'Afrique avait son mot à dire. L'Europe matérialiste, fatiguée par des siècles de rapines, de révoltes et d'expansion, ne pouvait prétendre à l'éclosion de l'homme nouveau, ni à une nouvelle vision des rapports entre l'homme, le politique, le Destin et Dieu.

Nous étions convaincus qu'un nouvel humanisme se préparait plus brillant encore que le siècle d'Erasmus, et de la renaissance et que le continent où s'était levée à l'aube des temps l'immémoriale sagesse qui avait modelé, au fil des générations l'esprit africain avait tant à apporter au monde. L'ombre de Mao Tsé Toung le poète paysan du Yunnan si proche de nous par la pensée grandissait.

La Chine du Ying et du Yang, pays plusieurs fois dépecé et humilié par l'Occident avait accompli une prodigieuse révolution sans rien renier de sa sincérité. L'Afrique, comptable de tant de souffrances et du plus grand génocide de tous les temps était capable à nos yeux d'apporter à notre pauvre monde les ferments de sagesse et de foi qui lui manquaient tant.

Vingt ans après ces merveilleuses années que reste-t-il de cet héritage ? Bien peu sinon de vieux mythes en passe de devenir

poussiéreux. La plupart des acteurs qui avaient assisté à l'accouchement du continent ont été emportés par le tourbillon de l'Histoire : Nasser est mort traumatisé de la défaite de 67. N'Krumah est mort en exil loin des siens, Ben Bella sort d'une longue captivité. Modibo Keita est mort en prison vraisemblablement assassiné par ses géoliers. Sékou Touré s'est peu à peu mué en dictateur usé par la pratique du pouvoir.

La révolution africaine a dévoré ses propres enfants. Aujourd'hui la scène politique du continent paraît bien vide. Restent les sinistres petits soldats qui jouent à la politique et les politiciens corrompus frappés d'une incroyable paresse cérébrale, l'Afrique des experts, des bailleurs de fonds, des aides subtilement dosées, des FMI, de la malnutrition, de la faim, et des « pronunciamientos » permanents. Triste destin d'un continent où s'allument partout des foyers de tension.

L'Égypte hier étendard de la renaissance arabe s'est transformée en protectorat américain.

Au Tchad, les factions se sont battues jusqu'au bout, ne laissant d'autres alternatives à leurs peuples que le dénuement et la mendicité.

Au Sahara Occidental, des frères que tout devrait rapprocher se tuent pour quelques arpents de désert et de phosphates.

En Guinée Bissau la voix de Luiz Cabral s'est tue.

Des sinistres dictatures comme celle de Mobutu sévissent aujourd'hui au Zaïre pays aux potentiels économiques immenses et où le peuple meurt de faim.

La Guinée de Sékou Touré est devenue un bague où au nom de la « ligne révolutionnaire juste » et sous le couvert de complots imaginaires d'authentiques fils de

pays sont torturés et assassinés.

Qui se souvient encore de Telli Diallo ? Premier secrétaire de l'OUA voyageur infatigable de l'unité du continent mort de sévices dans sa prison de Guinée ? De Keita Fodeba ministre de la défense de la Guinée créateur des ballets d'Afrique Noire, de Barry III tous disparus dans la tourmente d'un monde inachevé ?

Qui se souvient encore de Pierre Mulélé héritier de Lumumba amnistié par Mobutu qui avait envoyé son ministre des affaires étrangères Bomboko le chercher à Brazzaville et qui fut fusillé dès son arrivée à Kinshassa.

Qui se souvient encore de Ernest Ouandié, de l'UPC fusillé par le régime de Anidjo ?

Qui se souvient de Khaled Mahdjoub livré par Kadhafi et fusillé par Numeiry ?

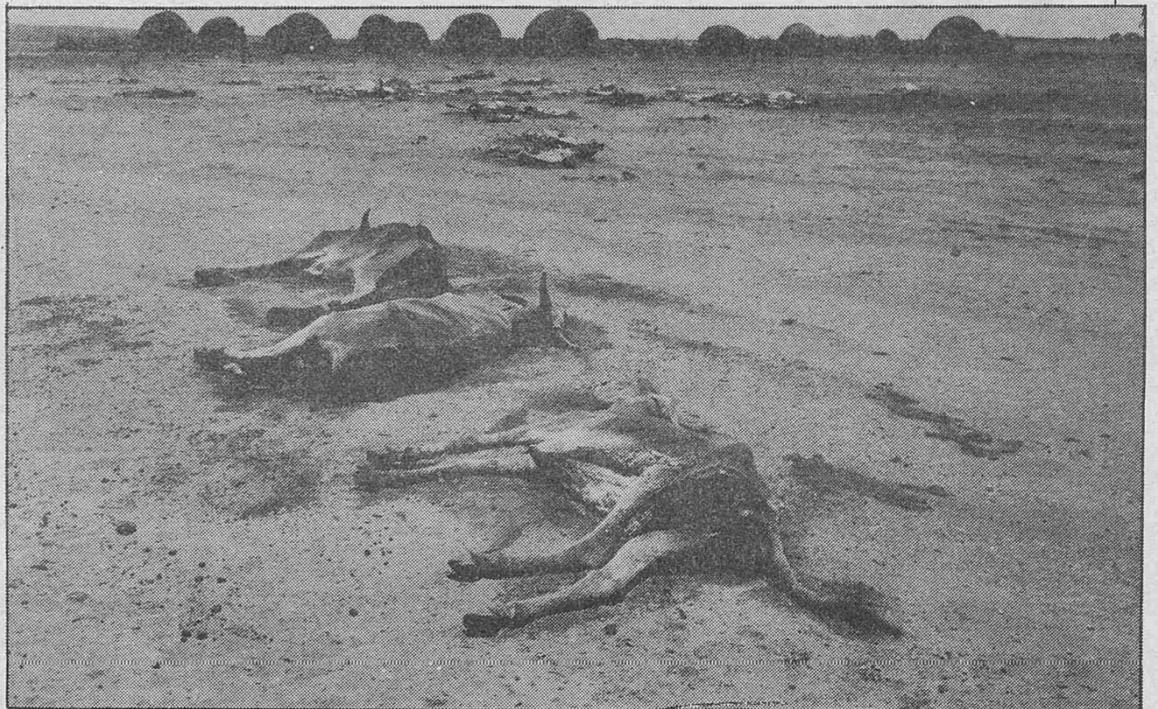
En Afrique du sud des millions d'hommes et de femmes sont prisonniers dans leur propre pays. Des centaines d'enfants à Soweto sont tombés sous les balles de l'Apartheid ; crime digéré par un monde déboussolé qui décidément ne finit pas de consommer et de digérer.

Dans cette grisaille du quotidien restent encore quelques lueurs d'espoir dans le continent. Des dictateurs sanguinaires et bouffons ont été chassés, le Zimbabwe est devenu libre.

Le Sénégal et la Gambie ont décidé de s'unir dans une Confédération, c'est un événement en Afrique même s'il faut dénoncer par ailleurs, l'occupation illégale de la Gambie par l'armée sénégalaise, la parole sera donnée espérons-le aux deux peuples concernés.

Pour tant d'occasions ratées avec l'histoire pour l'espoir pétrifié, nous avons envie de crier : nous avons mal à l'Afrique.

Mac Odou Ndiaye





Le 18 février 1980, la Sonacotra « prenait à partie » Jacques Bidalou, juge d'instance. « Libération » titrait alors en première page : « La Sonacotra expulse le juge ». Le jeudi 3 décembre 1981, au Tribunal d'instance du XV<sup>ème</sup> arrondissement de Paris (16 rue Peclot), juste retour des choses, le juge Bidalou va demander des comptes à la Sonacotra. « Sans-Frontières » est allé le trouver pour faire le point.



Nos revendications :

- Départ des gérants racistes
- Baisse de 100 F des loyers
- Changement du règlement intérieur
- Reconnaissance du Comité de Coordination
- Retour de tous nos camarades expulsés

Comité de Coordination des foyers SONACOTRA en grève.



Un juge pas comme les autres reprend l'initiative

## BIDALOU AGAINST SONACOTRA

Le temps est loin où, suivant la coutume germanique, le plaideur qui avait perdu son procès pouvait provoquer son juge au combat judiciaire. L'issue du combat décidait de la validité de la sentence. Avec la civilisation des moeurs, le juge s'est sacralisé et n'est plus restée que la « procédure de prise à partie », procédure qui permet de se retourner contre le juge qui a commis une faute lourde dans son instruction ou ses jugements, pour lui demander des dommages et intérêts.

### BIDALOU : RAPPEL

« Je rappellerai tout d'abord que j'ai été suspendu de mes fonctions de juge d'instance à Hayange, le 16 juillet 1980, par un simple arrêté du ministre Peyrefitte, alors que je siégeais dans une audience concernant la Sonacotra et des résidents. C'est par ce coup de force inhabituel que s'est provisoirement terminée une bataille de procédure qui durait depuis huit mois. Huit mois pendant lesquels une quarantaine de résidents sont restés logés dans un baraquement en bois. Huit mois pendant lesquels j'ai essayé de « tenir » le litige pour favoriser la conciliation et en espérant la reprise en charge du problème par les autres acteurs sociaux. Huit mois pendant lesquels je n'ai pu que constater la tricherie érigée en système de gouvernement au détriment de l'application de la loi.

Pour ma part, en combattant le mouvement de précarisation des droits, je m'en suis tenu strictement à la légalité et la Sonacotra le sait bien. Cela dit, pourquoi attaquer aujourd'hui la Sonacotra ?

Au lendemain de ma révocation, le 8 février dernier, par le Conseil Supérieur de la Magistrature réuni en section spéciale, j'avais envisagé un certain nombre de procédures contre tous ceux qui avaient nourri

mon dossier disciplinaire. C'est la seule voie qui s'offrait alors pour obtenir ma réintégration, ma réhabilitation et réparation du préjudice subi.

Après l'élection de François Mitterrand, l'heure étant à la remise des comptes à zéro, comme disait Mauroy, j'ai espéré autre chose.

Mais aujourd'hui, je suis obligé de reprendre l'initiative. Le Ministère de la Justice vient en effet de faire un choix que je n'admets pas. Au lieu d'encourager devant le Conseil d'Etat la cassation de la décision de révocation, au lieu de

m'appliquer enfin la loi d'amnistie, il a préféré nommer un autre magistrat sur mon poste d'Hayange. Il entérine ainsi les impostures de Peyrefitte contre le fonctionnement démocratique de la justice. Reprendre l'affaire Sonacotra, c'est pour moi le moyen de rappeler concrètement ce qu'était la justice de Peyrefitte.

La Sonacotra m'a pris à partie le 18 février en m'accusant de faute lourde professionnelle, par la violation délibérée des règles de droit. L'audience était fixée au 26 mars devant la Cour d'Appel de

Metz, mais le 17 mars, la Sonacotra s'est désistée de sa plainte, so-disant dans un souci de conciliation. En fait, je devais le 19 mars, passer au Journal télévisé d'Antenne 2 avec F. Mitterrand (et Balavoine) et la Sonacotra a tout simplement eu peur de la publicité.

C'est l'Etat qui a alors pris en charge la répression, puisque c'est dès le 6 avril que la procédure de suspension a été mise en route. Il reste que puisque la Sonacotra n'a pas eu le courage de faire la preuve de ses accusations publiques, elle me doit réparation.

Quant à l'issue du procès qui commence le 3 décembre, je dirai bien sûr que j'ai confiance en la justice de mon pays, mais je dirai aussi qu'on ne voit pas pourquoi la justice dans ce pays prendrait un cours nouveau puisqu'aussi bien la connivence et le carriérisme restent aujourd'hui encore dans la Magistrature, des valeurs protégées. Sans l'intervention des justiciables, le changement aura bien du mal à passer.

De toutes façons, pour moi l'action en justice est d'abord une action symbolique. Le tribunal est d'abord un « lieu de parole » qui permet de poser les problèmes. Tout dépend ensuite de la stratégie judiciaire qui sera déployée. Il est évident, par exemple, que si tous ceux qui s'estiment lésés par les méthodes judiciaires de la Sonacotra interviennent comme ils l'ont le droit, dans mon procès, celui-ci prendra tout de suite un relief particulier. J'y vois même la possibilité de déboucher enfin sur la véritable négociation générale entre la Sonacotra, ses locataires et les pouvoirs publics, celle qu'il y aurait dû avoir dès 1975, et qui aurait évité tant les conflits pénibles que chacun connaît, que la dégradation des moeurs judiciaires.

### DEGRADATION

Cette dégradation, c'est un point crucial aujourd'hui. Car lorsque Peyrefitte, Bonnet, Stoléro, d'Ornano faisaient voter des lois, c'était pour valider les pratiques illégales qu'ils avaient su préalablement coordonner. Maintenant, on se persuade du changement en changeant les lois, mais saura-t-on conduire l'application de la loi hors des chemins piégés de l'habitude ?

Propos de Bidalou

## Les rapports du Procureur

C'est en toute indépendance que Jacques Bidalou statuait dans les affaires Sonacotra d'Hayange. Le dossier disciplinaire devait lui révéler que dans ses rapports secrets au Garde des Sceaux, le Procureur Général de Metz entendait fortifier cette indépendance :

### EXTRAIT D'UN RAPPORT DU 14 NOVEMBRE 1979

« ... Engagement incompatible avec l'exercice normal de ses fonctions, mépris de toute argumentation qui n'est pas la sienne, attitude incessante de provocation, telles sont les composantes du comportement de ce Magistrat aux structures paranoïaques marquées, totalement inaccessible aux conseils et aux recommandations, qui paraît manifestement souhaiter l'épreuve de force. L'opinion s'émeut et s'inquiète, les Pouvoirs Publics s'interrogent, le Barreau proteste solennellement, les services de Police mêlés à ces événements, éprouvent une légitime lassitude et un sentiment de découragement. Plus grave en-

core, le débat, notamment en raison des interventions irrégulières et désordonnées du Juge de Hayange, a été porté sur la place publique et, d'ores et déjà, politisé. Les derniers événements ont d'ailleurs motivé une réunion extraordinaire du Conseil Municipal de Hayange et ont été évoqués à la séance du 12 novembre dernier du Conseil Général de la Moselle. Les institutions judiciaires sont discréditées, les magistrats déconsidérés. J'estime quant à moi, que M. Bidalou ne peut pas continuer à exercer ses fonctions judiciaires à Hayange ».

### EXTRAIT D'UN RAPPORT DU 6 MARS 1980

« ... Les extravagances et bouffonneries du juge d'instance de Hayange, de plus en plus « engagé », ne manqueront pas de provoquer, s'il n'y est mis fin rapidement, des conflits et des affrontements plus sérieux encore et susceptibles de compromettre gravement le bon fonctionnement des institutions judiciaires et

ternir dans notre région l'image de marque du corps judiciaire tout entier ».

### EXTRAIT D'UN RAPPORT DU 4 JUILLET 1980

« ... M. Bidalou bafoue les institutions judiciaires et trouble gravement l'Ordre Public. Il ne peut davantage demeurer investi des fonctions de Juge d'Instance. Sa suspension nous paraît s'imposer avec la plus extrême urgence.

P.S. : A l'heure où ce rapport est établi, la comédie judiciaire, animée par M. Bidalou, se poursuit inlassablement depuis le 1er juillet 1980, sous la forme d'audience permanente « non-stop ». Loin de le dissuader ou le décourager, les interdictions prononcées renforcent, au contraire, ses positions abruptes et délirantes et accentuent encore ses dérèglements qui déconcertent et inquiètent de plus en plus les pouvoirs publics, les justiciables et l'opinion ».

Depuis un an déjà, la question des jeunes dit immigrés occupe le devant de l'actualité. Isabelle Taboada Léonetti, chercheur au CNRS, propose ici des éléments de réflexion, qui permettront à chacun de faire le point. Après le dialogue des jeunes paru dans Sans-Frontière il y a 15 jours, cet article continue la série sur ce qu'on appelle la 2ème « Génération ».



Photo D.R.

Un immigré n'est pas seulement et pas nécessairement un étranger. C'est surtout quelqu'un qui vit difficilement.

L'opinion d'une sociologue d'origine immigrée sur les jeunes

## DEUX OU TROIS CHOSES SUR LA DEUXIEME GENERATION

Une chose me frappe : chacun emploie ce terme de « jeune immigré de seconde génération » comme s'il allait de soi, alors que chacun lui donne un sens différent ; jeune étranger, fils d'immigré, jeune d'une autre culture... pour certains c'est même devenu une autre façon de dire « jeune arabe ».

A y regarder de plus près, l'expression « immigré de seconde génération » veut-elle dire quelque chose ? On est immigré quand on vient d'un autre pays, et on est de la seconde génération quand on est né dans le pays d'immigration ou qu'on y a grandi. Alors, comment peut-on être immigré dans le pays où l'on a toujours vécu ? Immigré sans avoir vraiment émigré ?

Une jeune immigrée est en fait un enfant qui a hérité de ses parents les caractéristiques de l'immigré.

Quelles sont ces caractéristiques ? C'est là que les choses se compliquent. Car on pourrait croire en premier lieu que ce qui définit un immigré-jeune ouvrier - c'est sa nationalité, c'est-à-dire le fait d'être étranger. Or, il faut bien reconnaître que tous les étrangers ne sont pas considérés de la même manière. Dit-on d'un jeune américain qu'il est immigré ? Non. Pas plus d'ailleurs que de la fille d'un diplomate marocain. Pour être appelé immigré il faut être

venu en France pour des raisons économiques, appartenir à un pays moins développé et à une classe

sociale défavorisée. En conséquence de tout cela, on s'attend à ce que le séjour de l'immigré soit temporaire, c'est-à-dire à ce qu'il reste, lui et ses enfants, tant qu'on aura besoin de lui. Les permis de séjour et de travail, et toutes les tracasseries administratives se chargent de lui rappeler à tout moment que son statut est précaire et qu'il n'est là que de passage.

Cela semble clair : l'immigré est un *travailleur étranger* vivant en France temporairement.

Mais, comment expliquer alors que l'on appelle immigré aussi celui qui manifeste son intention de rester longtemps en France, allant même parfois jusqu'à la naturalisation ?

Un instituteur me parlait d'une classe difficile, dans laquelle il y avait beaucoup d'étrangers », et citait notamment un petit algérien turbulent. Or, je connaissais cet en-

assez éloignés culturellement de la France - surtout dans les régions rurales -, ils conservent des spécificités dans leur mode de vie (langue, habillement, coutumes) et leurs valeurs qu'ils transmettent à leurs enfants. Pour certains donc, le jeune immigré se reconnaît surtout à des caractéristiques culturelles.

Pourtant, cette explication ne semble pas satisfaisante non plus. Beaucoup d'enfants d'immigrés aujourd'hui, nés ou scolarisés en

on les voit davantage et on parle plus d'eux ?) « A rien », disent les jeunes portugais, « mais nous, nous savons que nous sommes immigrés, et nos copains aussi, qui nous appellent les « Portos ».

Alors, finalement, qu'est-ce que c'est qu'un jeune immigré ? Et pourquoi continue-t-on à les appeler comme ça (et à s'appeler eux-mêmes comme ça) alors que la plupart du temps ils n'ont pas immigré eux-mêmes, et n'en ont pas toutes les caractéristiques ?

Beaucoup sont nés en France, la plupart ont une culture urbaine qui les différencie peu sur le plan du mode de vie et des goûts - des autres jeunes, la majorité dit vouloir rester en France, le pays qu'ils connaissent le mieux ; c'est-à-dire leur pays après tout, au moins autant que le pays des parents.

Je crois qu'il faut en revenir à la première explication. Un « jeune immigré » est un enfant d'immigré économique, et on attend de lui, sinon les mêmes caractéristiques (nous avons vu qu'il ne les avait pas) du moins les mêmes comportements, sur le plan de l'emploi comme sur celui du projet de migration. C'est-à-dire que l'on s'attend à ce qu'il « immigré » en France, comme ses parents, quand l'économie aura besoin de main d'œuvre non-spécialisée, et à ce



Alors à quoi reconnaît-on un jeune immigré ?

fant, ses parents sont naturalisés depuis longtemps. Pour l'instituteur, la nationalité n'avait rien à faire ici : « ça, c'est sur le papier, ça n'enlève rien au fait qu'il est comme les autres immigrés. Ses parents sont de culture algérienne, ils vivent à leur manière, et le gosse a du mal à s'adapter à l'école ».

Ainsi, un immigré n'est pas seulement et pas nécessairement un étranger, c'est surtout quelqu'un qui vit différemment. Lorsqu'ils sont originaires de pays

France, parlent le même français que leur voisin de palier français, s'habillent des mêmes jeans et blousons, écoutent les mêmes disques de rock, et mangent les mêmes macdonalds...

Alors, à quoi reconnaît-on un jeune immigré ? « A sa gueule » disent les jeunes maghrébins. Et les Antillais aussi, qui eux sont français depuis des générations. (Ce serait le racisme anti-arabe qui ferait que, maintenant les jeunes maghrébins sont plus nombreux,

## DEUX OU TROIS CHOSSES...

qu'il reste chez lui en période de chômage ou de crise. Le problème que la seconde génération pose, si problème il y a, c'est que ce jeune a déjà « immigré », avant qu'on le lui demande, que « chez lui », c'est ici aussi, et qu'il a envie de choisir lui-même le pays où il vivra, et le moment où il le décidera.

### UNE SITUATION NOUVELLE

Les enfants d'immigrés se trouvent aujourd'hui dans une situation que n'ont pas connue les générations précédentes de l'immigration.

Pendant longtemps la France a eu une attitude assimilationniste envers ses immigrés ; par vocation humaniste héritée de la révolution française, par intérêt démographique (les français ne font pas assez d'enfants) et à cause de son goût centralisateur et homogénéisant qui lui a fait avaler successivement migrants de l'intérieur et étrangers. (Corses, bretons, antillais ou polonais, italiens, belges etc).

Auparavant, les jeunes Polonais, Italiens, Espagnols, ou même Algériens (l'immigration algérienne est très ancienne : en 1954 il y avait déjà presque autant d'Algériens que d'Espagnols par exemple étaient tacitement invités à s'assimiler sans histoires à ce qui apparaissait comme une grande nation, la France. La plupart s'y sont conformés, parce qu'ils étaient décidés à s'y installer et à y prendre racines, ou peut-être aussi faute d'autre alternative.

Depuis quelques années cependant - et cela coïncide curieusement avec les débuts de la crise économique des années 70 - on entend parler de la « revalorisation de la culture des immigrés », du « respect des différences » etc. Cela correspond bien aux revendications des immigrés, soutenues par certains partis de gauche ; pourtant j'avais eu l'impression que le gouvernement à l'époque s'était pressé un peu trop de reprendre, et même de précéder, les thèmes de la réhabilitation culturelle, et cela m'avait laissé un malaise.

Car, insister sur la culture immigrée et sur les spécificités des immigrés, c'est aussi insister sur leurs différences, marquer fortement une distance, et justifier en quelque sorte les traitements différentiels dont ils sont l'objet ; c'est aussi rappeler et mettre en avant le caractère temporaire de l'immigration en ne perdant pas de vue le retour.

Il y avait, me semblait-il, dans cette subite sollicitude envers la culture et l'identité des immigrés, beaucoup d'ambiguïté. Les effets n'ont pas été sans danger, surtout chez les enfants qui, par l'âge et la situation, sont amenés à se poser avec plus d'intensité des questions sur leur identité et sur leur devenir. En effet, ils se trouvent aujourd'hui face à un discours sur l'identité de la seconde génération qui a toutes les apparences du rejet. A s'entendre répéter qu'on est différent et qu'il faut le rester parce qu'on va peut-être partir un jour, on finit bien par comprendre qu'on n'est pas désiré.

En même temps, les conditions sociales et économiques des pays d'émigration sont telles (en Algérie, au Portugal, au Maroc...) que rares sont ceux qui peuvent envisager sereinement le départ vers le pays des parents. Les enfants se sentent ainsi « condamnés » à vivre dans un pays qui ne semble pas vouloir d'eux, et destinés à rester indéfiniment dans le statut précaire qu'ont connu leurs parents.

Nous, les précédentes « secondes générations » d'immigrés, ne savions même pas que nous l'étions. Les médias, les chercheurs, ne s'intéressaient pas à nous, et chacun vivait individuellement son histoire familiale et professionnelle ; on se débrouillait comme on pouvait avec ses appartenances nationales et ses penchants pour l'une ou l'autre culture. Moi, par exemple, je continue de ne pas aimer la cuisine au beurre à la française, et pourtant, les charcuteries du pays qu'achète ma mère me soulèvent le cœur... J'ai mis longtemps à comprendre qu'à travers beaucoup de mes réactions face à mes deux pays et à ma famille s'exprimait la mise en place d'une identité culturelle ; et aussi, qu'il ne s'agissait pas de bizarreries personnelles mais d'un phénomène partagé par d'autres enfants de migrants que chacun - à sa manière - vivait tout seul.

Les générations d'aujourd'hui vivent une autre expérience.



Photo Mustapha

Devenus un « objet de recherche », ils ont acquis une existence en tant que groupe social : les « seconde génération ». Aucun d'entre eux - s'il lit les journaux, regarde la télé, ou fréquente éducateurs, assistantes sociales etc - ne peut l'ignorer. Avant même qu'ils font partie d'un ensemble de jeunes qui posent problème ; avant qu'ils aient pu formuler leurs doutes ils savent qu'ils auront des problèmes d'identité.

Il y a un aspect négatif à cet envahissement du discours des « spécialistes » qui est de précéder, ou même de créer des problèmes chez ceux qui n'en auraient peut-être pas eu, qui se seraient peut-être assimilés tant bien que mal, sans se sentir obligés de revendiquer une identité immigrée dont

certain - qui n'aspirent qu'à se débrouiller dans la vie - n'ont que faire :

Pour les autres, ceux qui les ont de toutes façons, les problèmes, il me semble que le travail des sociologues et autres chercheurs peut leur faire gagner bien du temps. Les analyses de ceux dont c'est la profession de les faire, peuvent permettre à chacun de situer plus rapidement son expérience personnelle et ses avatars quotidiens - racisme, chômage, conflits familiaux - dans un processus social collectif. La connaissance de la logique de ce processus permet aussi de mieux définir les véritables enjeux de ce que l'on fait.

Par ailleurs, parallèlement à cette prise de conscience des enfants d'immigrés dont on souhaite moins l'assimilation que par le passé, il y a eu aussi des changements dans le champ idéologique international. Des minorités ethniques se sont mises à parler, et on les a entendues : les « Black Panthers » et leur découverte violemment affirmée que l'on pouvait être beau aussi avec les cheveux crépus, les rasta et leur reggae, les Corses et leurs bombes... Voilà que chacun réalise que l'on peut être d'un pays et aussi autre chose, et que la nationalité est une notion bien étroite, et peut-être dépassée.

Là où nous, les anciens « jeunes immigrés » trouvons des solutions individuelles au choix qui nous était offert entre l'assimilation et la marginalité, les jeunes aujourd'hui ont un choix plus large, dont celui de créer, ensemble, des identités sur mesure.

Isabelle Taboada - Léonetti.

J. Taboada - Léonetti a publié :

- Les réunionnais en France - (éd. Entente, 1976)

- Femmes immigrées (la documentation française, 1978)

- Identité musulmane, identité de femme, (les temps modernes, Mai 1980)

## Un petit blanc bien sec

### Danemark : les immigrés votent

Pour la première fois dans l'histoire du Danemark, les immigrés vont participer aux élections communales et départementales. Ils sont 52.000 Turcs, Yougoslaves, Pakistans et Français à bénéficier de ce droit accordé en mars dernier par le parlement. Tout immigré pouvant justifier de trois ans de résidence peut non seulement voter mais aussi se présenter à ces élections.

Au Danemark ces élections sont d'une grande importance puisque les assemblées municipales et départementales qui vont être élues gèrent les deux tiers des dépenses publiques. Le ministre de l'intérieur vient de déclarer « qu'ils représentent 2 % de la population ou 100 % notre attitude aurait été la même.

Ces gens payent leurs impôts font partie de notre société, en partageant les avantages et les inconvénients. Pourquoi dès lors les écarter de tout processus démocratique. Ce sont des citoyens à part entière comme les Danois de souche.



### Sonacotra : Un nouveau patron !

A l'occasion de la réunion du Conseil d'Administration de la SONACOTRA du 18 septembre 1981, M. Hervé de Charette a présenté sa démission de sa fonction de Président de la SONACOTRA, à la demande du Secrétaire d'Etat chargé des immigrés. Il a été remplacé par M. Ramon Casamidjana, jusqu'ici cadre supérieur d'une entreprise privée, et spécialiste des problèmes de l'immigration.

Le nouveau Président de la SONACOTRA sera chargé, dans le cadre de la nouvelle politique de l'immigration, et d'une politique globale de l'habitat social, de faire de cet organisme un respectueux de leurs droits et de leur spécificité propre et préoccupé de leur insertion dans la cité.

### Associations : FONDA arrive

La fondation pour la vie associative (FONDA) a tenu la première rencontre de ses membres associés le samedi 14 novembre à Paris. 227 associations étaient représentées à cette journée.

Après une présentation de la FONDA, les cinq comités d'études et de liaison créés au sein de la fondation se sont réunis. Le comité « étrangers », animé par Roby Bois, a constaté le nombre restreint d'associations immigrées et de solidarité présentes, mais a décidé néanmoins de continuer son travail. Ce comité poursuit un double objectif : explique aux associations membres de la FONDA l'importance de la question immigrée et débattre avec elles la place qu'elles font aux immigrés dans leurs activités et structures d'une part, et stimuler dans la population immigrée la vie associative.

Pour tout contact : ROBY BOIS-CIMADE - 176 rue de Grenelle  
Tél. : 550 34 43



Photo Amadou

## Les Jeunes créent le « Centre Abdelkader »

### VITRY : ATTENTION A L'EAU QUI DORT

Le dimanche 8 novembre au matin, une trentaine de jeunes de la cité Couzy à Vitry s/Seine investissent le bâtiment en préfabriqués sis 26 rue Camille Blanc. Le temps qu'ils prennent connaissance des deux salles chauffées avec WC et lavabos en parfait état, d'autres jeunes débarquent victorieux, projecteur et films super-8 sous les bras. C'est signé d'avance. Les « copains de Kader » frappent à nouveau. L'Association de Solidarité français-immigrés, qui tient tous les dimanches matin une permanence juridique pour les « sans papiers » dans ce même local laissé à l'abandon par la municipalité (ou par le Parti, on ne sait pas trop), parle aussitôt d'utilisation abusive, voire de manipulation à leurs insu. Les « copains » n'ont cure de l'image de marque de l'association vis-à-vis de la municipalité, et au cours d'un débat houleux certains d'entre eux prennent même ses militants pour des gens envoyés par la mairie. Or, à Couzy on n'aime pas les « maudits communistes ». Cependant, les jeunes des environs continuent d'affluer alors qu'on projette « zone immigrée » et le film sur la mort de Kader. Des merguez grillent sur un barbecue, des dizaines de baguettes de pain sont coupées en quatre par les lascars qui, la veille, avaient organisé une collecte fructueuse dans la cité où des « vieux » ont parfois mis jusqu'à 50 F. Si les parents ne se sont guère déplacés, ils soutiennent entièrement l'initiative. Ils ont même incité certains jeunes rentrés manger à la maison, à retourner au local. Dégoûtés par la ruée sauvage des mômes sur la bouffe gratuite à la fin d'une projection, ils ont tout d'abord baissé les bras devant la « bestialité des arabes » : « les français vont encore nous prendre pour des dégueulasses. W. Allah, ils auront raison ! ».

Mais ils reviendront pour le débat avec les avocats venus discuter des possibilités d'action pour les jeunes des cités en prison. Les « copains de Kader » ont toujours le verdict de Créteil, en travers de la gorge. Et chose surprenante, leur motivation a bien plus de constance qu'au lendemain de l'assassinat de Kader. Il est vrai qu'ils ne comptent plus que sur eux-mêmes.

Plus question du mimétisme révolutionnaire pour se faire bien voir par les gauchistes qui, cette fois, auront été complètement dépassés par les événements. Les jeunes poseront même un lapin aux militants en les envoyant au tribunal de Créteil pour un procès... bidon !

Me Laval et Mignard ont créé la surprise en arrivant sur l'invitation des jeunes. Après un exposé sur la justice de classe, ils conseillent de ne pas se couper du « mouvement démocratique ». Il faut aller le chercher, là où il est. « D'accord, mais sans désertor le terrain ». Les personnalités doivent se déplacer comme vous. Vendredi, nous sommes allés voir Madame Paulette Nevoux, députée socialiste du Val de Marne. Elle a eu peur de venir aujourd'hui, mais elle a promis de venir dans la semaine. Quelques lascars en ont marre. Ils interpellent les avocats « qui ne servent à rien » et se cassent. Mais la discussion continue et aboutit à un accord de principe sur un travail d'approche globale de la délinquance sociale. « En évitant les crimes crapuleux, la grande criminalité et le viol, nous considérons la petite délinquance dans sa finalité sociale, comme un délit politique. En conséquence, la grande majorité des prisonniers sociaux sont des prisonniers politiques. Défendons les comme tels, en posant le problème de la société dans son ensemble. » Rendez-vous est pris pour plus tard.

Il se fait tard. Les jeunes se mettent à nettoyer leur nouveau local de fond en comble, mettent une nouvelle serrure et s'installent pour la nuit, couvertures à l'appui. Le chauffage marche à fond. Après une nouvelle projection entre copains, le local est baptisé « Centre Abdel Kader » et des dispositions de sécurité sont prises. La drogue et les partouzes seront interdits, « sous peine de coups » stipule une affiche signée « la direction : les jeunes ». Ils s'imaginent tous la Une du Travailleur, le journal local : « Nous exigeons la fermeture du Centre Abdel Kader, repère de drogués et de violents ». Une pétition « minimum » est rédigée. « Ils (les préfabriqués) sont suffisamment isolés pour que les activités ne dérangent pas les voisins, mais assez proches pour permettre aux jeunes et à leurs familles d'y participer ». Des activités sont prévues : échecs, houe, cours d'arabe, de créole... Des fêtes sont prévues pour « réinsérer » ceux qui sortent de taule... Le boulanger raciste qui avait braqué son fusil contre un jeune quelques jours plus tôt, en est arrivé à reconsidérer sa position. Il a même signé la pétition ! Les inspecteurs enquêtant auprès des commerçants et des habitants, confirment le bon accueil réservé à la création du « Centre Abdel Kader » par la population. Seuls les communistes font salement la gueule : ils se retrouvent isolés malgré leurs multiples opérations de charme. Pour l'instant, ils n'osent rien faire. Mais comme dit Mustapha : « attention à l'eau qui dort ».

Mognis

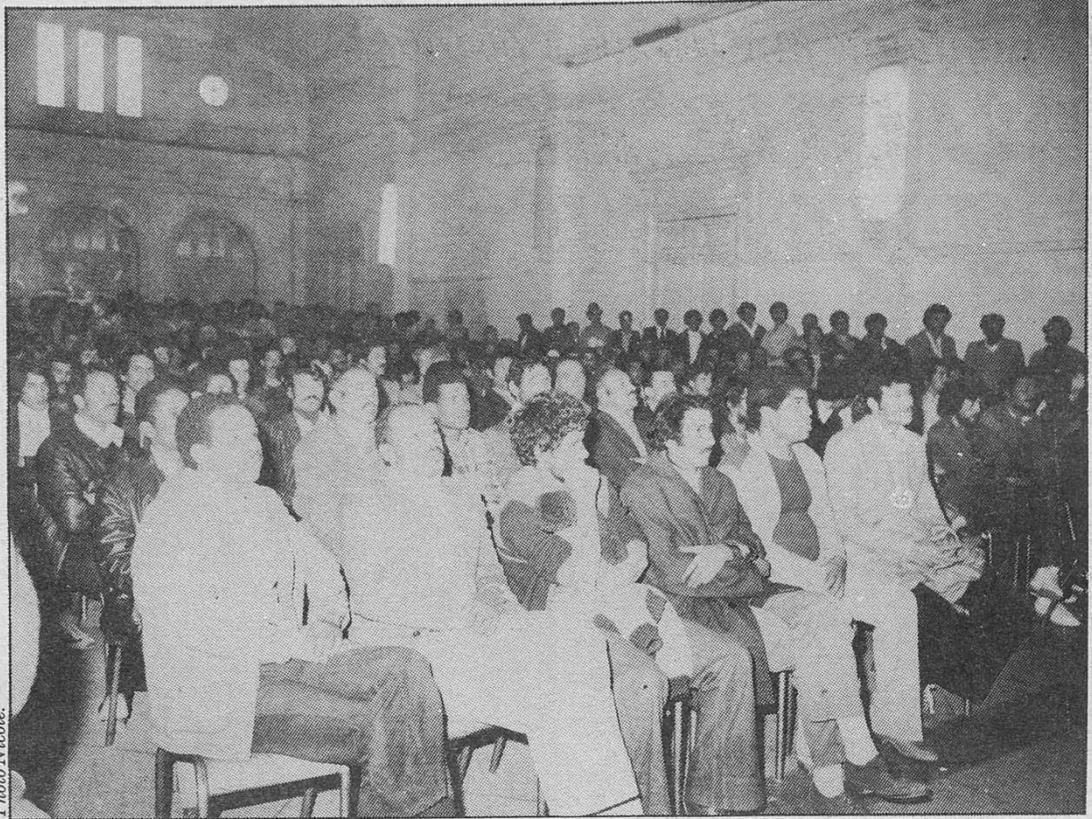


Photo Nicole.

Dimanche 15 novembre, rassemblement des Sans-Papiers au Pavillon Populaire à Montpellier.

## Rassemblement des « sans papiers »

# MONTPELLIER : VAINCRE L'ISOLEMENT ! »

Six cents travailleurs immigrés étaient présents au rassemblement des « sans papiers » organisé par l'ASTM (Association de Solidarité avec les Travailleurs Migrants), les UL-CGT et CFDT et le MRAP, le dimanche 15 novembre à Montpellier. La majorité des travailleurs venaient du département de l'Hérault et du Gard.

Ce rassemblement a été organisé pour faire le bilan de la régularisation depuis le début septembre.

Au 15 octobre 1981, 477 récépissés ont été délivrés, 898 dossiers déposés dont 316 transmis à la Direction Départementale du Travail, et 186 travailleurs régularisés.

1390 travailleurs « sans papiers » se sont présentés à ce jour au guichet unique.

Trente quatre dossiers ont été déjà examinés par la commission mise en place par les pouvoirs publics comme le prévoit la circulaire du 11 août ; la plupart ont reçu un avis favorable. Les fonctionnaires de la préfecture ont annoncé qu'une soixantaine de dossiers devaient être examinés d'ici la fin de l'année par cette commission ; ce sont les cas litigieux qui portent soit sur le séjour, soit sur le travail.

Pour le séjour, il s'agit généralement d'une absence de plus de six mois hors du territoire français ou d'un manque de preuves de domicile en France pendant l'année 80.

Au niveau du travail, cela concerne surtout des contrats de complaisance ; la DTMO fait une véritable enquête pour savoir s'il y a réalité d'emploi stable. On

retrouve de multiples trafics de contrats organisés par les employeurs.

L'ASTM et les syndicats siègent dans cette commission mais avec une voix consultative. Les trois organisations ont depuis juillet 81, rassemblé près de six cent dossiers, qu'elles ont remis à la préfecture avant l'ouverture du guichet unique, intervention début septembre. Si l'esprit même des circulaires paraît relativement souple, les travailleurs subissent les mêmes « tracasseries » administratives, la même loi des patrons, le chantage au contrat.

De plus en plus d'employeurs refusent de signer les contrats même si les travailleurs sont employés chez eux depuis plusieurs mois, voire des années. Mohammed par exemple, employé par un artisan marocain (spécialiste de la sous-traitance de main d'oeuvre) se voit refuser la régularisation alors qu'il travaille chez lui depuis des mois. Alertant les organisations syndicales et l'ASTM pour se défendre, il est embarqué dans une voiture conduit à l'extérieur de la ville, frappé, menacé de mort et abandonné ; son passeport est détruit. Plainte a été déposée avec constitution de partie civile par les organisations. L'affaire est devant la justice. Abdesselam qui travaille pour le compte d'un artisan français depuis deux ans, s'est également vu refuser la signature du contrat et menacer d'être licencié.

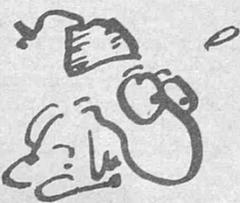
A la suite de notre intervention auprès de l'employeur, il a été frappé à coup de pelle et grièvement blessé. L'affaire est également entre les mains de la justice. Ces deux cas, parmi tant

d'autres, illustrent bien la lenteur de l'administration, qui, bien qu'alertée n'est pas intervenue : ce qui a permis dans le premier cas au patron de prendre la fuite, et dans le deuxième cas de continuer tranquillement ses activités alors que les médecins ont délivré un arrêt de travail de trois mois. En ce qui concerne les trafics de contrats, on sait que sur Montpellier les contrats se « vendent » entre cinq et dix mille francs et nous pouvons constater que les trafiquants, pourtant connus, n'ont pas été inquiétés à ce jour. Par contre les travailleurs reçoivent de lettres de la DTMO leur annonçant un avis défavorable en ce qui concerne leur contrat, car les mêmes employeurs font trop de contrats. D'autres personnes, profitant de cette situation, se transforment en employeurs pour « la vente » des contrats. C'est le cas à Béziers, où une douzaine de contrats ont été « vendus ». Après information, les sans papiers se sont rendu compte qu'ils avaient à faire à un escroc, et ont réussi à le faire arrêter par la police en flagrant délit ; l'escroc est sous les verrous.

La procédure actuelle de régularisation lie le séjour au travail et une fois de plus les travailleurs en font les frais. Un des buts du rassemblement du 15 était donc de permettre aux travailleurs de mieux connaître leurs droits, de s'organiser pour mieux vaincre leur isolement. Plusieurs groupes musicaux sont venus apporter leur soutien à cette manifestation, liant ainsi les revendications à l'expression culturelle.

Correspondance  
Daniel et Marie-Ange

FUNCTIONNAIRE...  
CALVAIRE...



## Témoignage sur les sans-papiers

# AU GUICHET DE VALENCE



Photo Hammoudi

La délégation des sans-papiers lors du congrès du PS à Valence

**Préfecture de Valence, le lundi 16 novembre, file d'attente au guichet des étrangers. Suite à la réunion des « Sans-Papiers » de la veille, on a décidé d'accompagner les travailleurs dont les dossiers ont été refusés aux divers guichets d'accueil du département (préfectures ou mairies) sous divers prétextes tous arbitraires.**

Cinq ou six personnes attendent déjà.

Nous prenons la queue et attendons ; un marocain de Romans a toutes les peines à se faire entendre. Le chef de service « vous êtes rentrés quand ? »

Le travailleur, déjà titulaire d'une APS, dont la remise a dû lui valoir le même interrogatoire :

- Excusez-moi monsieur, je ne parle pas bien le français.

- Votre passeport.

- Voilà monsieur, je viens pour la prolongation.

- Mais vous êtes rentrés quand ? Le tampon est illisible.

- Depuis plus de deux ans. Je ne sais pas.

Le chef de service qui vient de découvrir dans le fatras de papiers que lui a remis le travailleur, le certificat de promesse d'embauche daté du 17 septembre 1980, est soulagé :

- Ah, voilà vous avez dû rentrer le 21 ».

Pourquoi cette date, l'essentiel pour l'employé est d'avoir eu le dernier mot. Le marocain tend désespérément son APS dérivée le 24 août pour qu'on la lui prolonge, ce qui est normal puisqu'il va bientôt arriver à la fin des trois mois de séjour autorisés par cette APS. Le chef de service :

- Vous n'avez pas le droit, vous n'avez pas de contrat.

- Mais monsieur, excusez-moi peut-être ...

- Taisez-vous, c'est moi qui parle, vous n'avez pas le droit d'avoir des papiers.

- Mais monsieur, j'ai la femme ...

- Ah en plus de ça, vous emmenez votre femme. De quel droit ?

- Mais excusez-moi monsieur, la femme je l'ai mariée ici ».

Le chef de service tout rouge et en hurlant :

- J'en ai assez. Je ne vais pas passer le réveillon avec vous. Au suivant.

Le marocain en question après avoir remercié le chef, va se poster tranquillement à côté, en attendant un retour du chef à des meilleurs sentiments, pour tenter à nouveau sa chance.

Le suivant est un Tunisien habitant dans la Drôme, venu demander le renouvellement d'un titre de séjour qui lui a été confisqué par les services de police lors d'une incarcération de quelques jours à la suite d'un accident de la circulation à Clermont-Ferrand.

Là encore, dialogue de sourds, le chef n'arrétant pas de couper la parole au travailleur qui tour à tour bégaye, s'excuse, remercie et maintient toujours les mêmes explications.

Les réponses du chef de service sont un tissu de contradictions :

- Je vous dis qu'on a écrit pour votre carte de séjour ».

Et la minute d'après :

- Si vous avez été détenu à Clermont, qu'est-ce que vous venez nous demander à nous, ici ? »

L'entretien se termine aussi positivement que le précédent par un « on ne peut rien pour vous, je n'ai pas de temps à perdre », et un merci poli certes, mais beaucoup plus sec cette fois-ci du travailleur qui a l'impression d'avoir perdu une journée de travail ; il venait de Montélimar à 40 kms de Valence.

Dans la queue, des soupçons non dissimulés, chacun appréhendant son tour.

Arrive un travailleur Turc venu pour un visa ; il s'est trompé de guichet. Il sera renvoyé assez séchement, mais nettement plus poliment, car c'est l'instituteur de l'Association Turque, bien connue à Valence.

Un coup de fil soustrait provisoirement le chef au guichet.

Il est remplacé par une jeune vacataire, à qui un jeune étudiant Algérien en médecine vient demander les modalités d'obtention de la carte de travail, puisqu'il est interne à l'hôpital psychiatrique Monteleger.

La jeune fille presque intimidée par le beau langage du jeune étudiant, fera diligence pour aller quérir les renseignements demandés. Le Chef est revenu. Ouf, c'est à nous ! Mais j'allais oublier la minute de détente gratuite, offerte aux candidats à la régularisation au guichet du service des étrangers. Deux policiers, apparemment en permanence dans les services, passent pour la troisième fois la mitrailleuse à la main. Que font-ils dans ces services ? Les « sans papiers » sont-ils des terrorites en puissance ?

« Ah si l'on embarquait tout ça » s'exclame en ricanant l'un d'eux en passant devant la queue. Inutile de dire que la boutade n'a fait rire qu'eux.

Le chef de service m'a aperçue. « Ah, excusez-moi, madame. Il ne faut pas faire la queue. Quand vous venez, vous venez directement à mon bureau »

Il me montre la porte du bureau pendant que je lui réponds : « C'est parfois très instructif de faire la queue. Je viens avec cinq dossiers, quatre sur cinq ont été classés ; il ne font pas partie du petit tas de dossiers qui sera examiné par la commission. Or, ce sont tous des dossiers qui relèvent de ladite commission : pas de contrat mais travail et présence en France en 1980. Jusqu'à 25 fiches de paie pour l'un d'entre eux. Si ce n'est pas là une justification d'emploi stable, qu'est-ce qu'elle sera ? »

Mon attention est attirée par une pile assez importante de dossiers. J'apprends qu'ils ne relèvent pas de la commission, car il s'agit de travailleurs entrés en France après le 1er janvier 1981. Vont-ils rester en attente jusqu'à une prochaine invitation au retour ?

Ah ! Nous qui avons cru comprendre, en lisant la circulaire du 11 août, et la circulaire complémentaire du 22 octobre, qu'il appartenait, dans tous les cas à cette commission de trancher.

Odile Favrat  
ASTIV—Valence

## AUTOGESTION IMMIGREEE ?

Depuis une semaine, l'atelier de confection Fleurdorge, 29 rue Dussoubs est en grève. Les employés immigrés refusent à l'unanimité les licenciements annoncés, occupent les locaux et parlent d'auto-gestion et de contrôle ouvrier...

Rue Dussoubs, à Paris, dans le 11ème, à quelques mètres de la rue du Sentier et de son « Marché aux Esclaves » (SF n° 34).

Dans toutes les rues avoisinantes s'échelonnent les magasins de confections. Au n° 29 de la rue Dussoubs, Daniel Fleurdorge dirige le sien et les immigrés clandestins qui y travaillent, sans sentimentalisme exagéré : « On arrive à 7 h ou 7 h 30 du matin et on travaille jusqu'à huit, neuf, dix heures du soir, quelquefois plus tard, m'explique un ex-étudiant Turc émigré en France pour fuir la dictature ».

Mais les temps changent, et petit à petit, « Monsieur Daniel » se trouve dans l'obligation de déclarer ses employés les uns après les autres. On finit par trouver un accommodement : pour éviter d'avoir à payer trop de charges, l'entreprise ne déclare payer les employés qu'au quart de leur salaire réel environ, le reste étant remis en liquide aux immigrés, à savoir un salaire avoisinant les 5.000 F. Pas mal ? Peut-être, mais il faut savoir qu'« un pantalon qu'il nous payait 30 F par exemple, était revendu 300 F en magasin, soit dix fois plus cher ».

Il faut voir aussi qu'à chaque fois qu'il nous donnait nos payes, il les accompagnait d'insultes.

Un jour, la femme d'un collègue est morte et il a voulu s'absenter un jour. Le patron lui a dit « moi, je m'en fous de ta femme, si tu pars, t'es pas payé, c'est tout ».

Malgré les accommodements divers, le poids des nouvelles charges, si restreintes soient-elles, s'avère trop lourd pour l'atelier de la rue Dussoubs. Il y a deux mois, Daniel Fleurdorge embauche au noir deux nouveaux employés sans même les prévenir : « Moi, je savais pas, je croyais que M. Daniel avait renvoyé le papier à l'ANPE. Je me suis rendu compte que ce n'était pas vrai la semaine dernière, quand il a voulu me mettre à la porte ».

Daniel Fleurdorge annonce en effet à ses employés vendredi dernier qu'à expiration du contrat - soit en fin d'année - l'atelier fermera ses portes. Quant aux employés aux noirs, ils n'ont plus qu'à déguerpir. C'est le début du conflit. Ses employés vendredi dernier qu'à déguerpir. C'est le début du conflit.

Immédiatement, tous les employés, syndiqués CFDT, décident la grève avec occupation des locaux, jusqu'à renouvellement des contrats. Depuis une semaine aussi, le patron est devenu introuvable, rue Dussoubs.

« Nous allons continuer la grève pour éviter que le patron ne vienne démanteler les machines, m'explique les grévistes. On s'est installés, on mange ici, on dort, on écoute de la musique. Si d'ici un mois il n'y a aucun progrès, on se remet au travail pour notre compte. On utilisera les machines pour payer le loyer et pour manger ».

On s'installe. Premier exemple d'auto-gestion immigrée même s'il ne s'agit encore que d'un projet, la grève de la rue Dussoubs suit son petit bonhomme de chemin...

Marc Weitzmann.



Les sans-papiers du boulevard de la Bastille ont édifié des tentes devant le siège de la Société EHO

Sans papiers sur le trottoir

## RIEN DE NOUVEAU A LA BASTILLE

La situation ne semble guère évoluer au n° 2 du Boulevard de la Bastille, où les employés d'EHO couchent toujours sur le trottoir, depuis trois semaines maintenant. Presque tous malades à présent, l'un des grévistes s'est vu refuser une hospitalisation à l'hôpital St-Antoine, parce qu'il ne pouvait pas la payer (« on veut bien vous prendre, a déclaré une interne, mais il va sortir d'ici un quart d'heure, sans soins »)... Plus rien d'étonnant avec cette affaire absurde dans laquelle tout le monde semble paralysé. Le soutien des partis et syndicats de gauche et d'extrême gauche va s'amenuisant, si on excepte la CFDT ; L'Inspection du Travail ne semble pas particulièrement pressée, les pouvoirs publics non plus.

Quelques questions tout de même, auxquelles il faudrait bien finir par répondre : Pourquoi aucune démarche n'a-t-elle été entreprise à l'encontre de Guy Bénichou, patron d'AD Services

qui dirige plus ou moins légalement EHO et GDR ? Impossible de prouver qu'il employait des travailleurs clandestins, répond-on à l'inspection du Travail. Faux : sans chercher beaucoup, j'ai mis la main sur un ancien travailleur clandestin d'EHO, chef de secteur à l'époque qui se dit prêt à témoigner en procès.

Pourquoi laisse-t-on agir impunément une milice armée à l'intérieur des locaux ? Qui sont exactement ces « miliciens » ? Comment se fait-il qu'ils aient été sur place avant même l'arrivée des grévistes ? On se semble pas très bien mesurer le danger potentiel que représente, pour une démocratie, l'existence de milices privées. D'autre part, s'il ne s'agit que d'employés de l'entreprise, depuis quand laissez-vous des citoyens s'organiser en milices. Désapprouverait-on les milices d'autodéfense pour mieux accepter les milices briseuses de grèves ?

Photo B. Chapuy

## Entretien avec un gréviste tunisien de Sochaux

**Dans la région montbéliardaise, Peugeot, on connaît. Il y a les hôtels Peugeot, les Magasins Peugeot, les restaurants Peugeot, les autobus Peugeot et même les flics Peugeot. Le lion qui règne sur Sochaux en toute majesté, est pourtant en train de perdre son image de marque.**



Un meeting des grévistes Peugeot Sochaux

# PEUGEOT: UN MOUVEMENT A MAJORITE IMMIGRE

### Chérif Ali arrête sa grève de la faim

Fatigué et affaibli après une troisième grève de la faim, qui cette fois a duré 2 semaines, Chérif Ali a en effet mis un terme à cette grève le 17 novembre loin d'avoir sensibilisé les gens habilités à accorder cette liberté, réclamée depuis bientôt 4 ans ; elle a cependant permis la création et le maintien d'un comité de soutien. Le comité cristallise autour de lui la famille Chérif, des proches, des ami(e)s et sympathisants.

Sa détention reste très contestable sinon scandaleuse, officiellement sa liberté provisoire ne pourrait aboutir, étant donné l'acte d'accusation qui lui ferme toutes portes vers la liberté et qui justifie sa détention jusqu'au procès.

Aujourd'hui la situation est telle que la lumière ne sera faite qu'au moment du procès.



Le comité de soutien se réunit tous les jeudi à 20 heures : 27, Avenue de Choisy Paris 75013

**P**our les immigrés employés par l'usine en majorité Arabes, Turcs et Yougoslaves, Peugeot est surtout synonyme de cadences effrenées, bas salaires, solitudes, répressions, intoxications diverses, etc... Il faut dire que la direction, après avoir ralenti au maximum la production et supprimé rien moins que 10 000 postes, s'est vu recevoir une série de commandes imprévues et contraintes d'augmenter des cadences déjà pénibles.

Les choses changent... Dans les années 70, les français bon teint considéraient les immigrés comme des dingues du boulot, des chameaux qui ne savent pas travailler et ne savent pas ce que c'est qu'une grève. Aujourd'hui, les « bougnoules » sont à rejeter pour la raison exactement inverse, puisque l'actuel mouvement est à 80 % celui d'OS étrangers, « fouteurs de merde qui vont nous faire perdre notre travail ».

Peugeot perd son image de marque... Pas seulement celle de démiurge omniprésent et bénéfique, mais aussi celle d'entreprise calme où règne l'ordre. En effet, depuis 65, il n'y a pas eu de conflit sérieux à Sochaux et les quelques mouvements sporadiques se sont soldés par la victoire de la direction. Aujourd'hui, malgré les lettres d'intimidations les mises à pieds diverses et l'apparition des vigiles et des barbouzes stéphanois, les OS semblent déterminés à mener le conflit à échéance, allant jusqu'à outrepasser les consignes syndicales.

Voilà le témoignage d'un ouvrier de Sochaux réalisé avant l'op-

position ferme des syndicats où l'occupation qui nous permet de voir la ferveur de la lutte pour la dignité, et de mieux comprendre la situation.

**SANS FRONTIERE : Comment la grève a-t-elle vu le jour ?**

**REPONSE :** A cause essentiellement des conditions de travail qui sont devenues inhumaines. Les ouvriers se sont d'abord plaints à la direction qui a tout de suite fait la sourde oreille. Le mouvement est parti de la Carrosserie ; il ne s'agissait au départ que d'un noyau, auquel les syndicats ne se sont pas tellement mêlés. Il a fallu attendre que le mouvement s'étende, pour que la CGT et la CFDT y mettent le nez. Bien entendu, la direction a minimisé l'ampleur du mouvement et a cherché à nous bailloner à l'aide des mercenaires et chefs de services qui nous encadraient lors des prises de paroles, refusant toute idée de négociations. Les grévistes et les syndicats se sont alors organisés pour faire parler d'eux : parades en ville, collectes d'argent, demande de soutien à la population, etc...

Une chose est certaine, c'est que face à l'intransigeance de Peugeot, la seule attitude à adopter, c'est tenir bon jusqu'au bout. C'est aussi notre seule façon de crier les injustices et d'expliquer la détérioration de nos conditions de travail. Peugeot veut nous mettre à ses bottes et veut faire de nous les employés modèles du patronat. Nous, on dit « ras le bol » ; on réagit tard mais fermement et avec détermination.

**SF : Vous entamez la 4<sup>e</sup> semaine de grève. Peux-tu nous parler des**

**perspectives envisagées ?**

**R :** Jusqu'ici, on fait des grèves tournantes avec des débrayages limités, par secteurs et par usines, avec l'aval des syndicats CGT et CFDT, que je n'approuve pas d'ailleurs. Mais on va sûrement réussir à coordonner ça dans un avenir très proche.

**SF : Sous quelle forme la résistance de la direction se fait-elle sentir ?**

**R :** Chaque fois qu'il y a un mot d'ordre de grève, la direction commence par jouer la carte du paternalisme, jouant sur les sentiments, la religion. C'est : « Vous avez une famille, pensez-y. Vous êtes musulmans, votre place est avec nous sur les chaînes pas auprès des grévistes communistes. » Ou bien ce sont les notes au personnel qui expliquent qu'une minorité d'agitateurs veulent faire débrayer pour rien, que de toutes façon, il en faut plus pour faire baisser la production. Si ça ne marche pas non plus, on essaie de faire peur, comme dans cette note aberrante où il est dit que « en droit, la grève suspend le contrat de travail ».

Enfin, si aucune de ces mesures n'a réussi, la direction fait appel à des vigiles, des messieurs qui gagnent en une nuit ce que nous ne gagnons pas en un mois. Ce sont des gens de St. Etienne ou d'ailleurs, à qui l'on fournit une voiture immatriculée dans la région pour éviter toute identification. Encore aujourd'hui, un de ces types a failli tuer un gréviste en sortant son revolver, (parce que les types sont armés) et il a fallu qu'on

intervienne en masse pour le calmer.

**SF : Parle-nous du vote organisé dans l'usine ?**

**R :** Il était très utile surtout pour le moral des ouvriers, car on commence à en avoir marre de voir débrayer toujours les mêmes ateliers, alors que la majorité des OS de l'usine nous soutient. Il faut dire aussi que Peugeot est passé maître dans l'art d'infiltrer les syndicalistes F.O. parmi les grévistes pour influencer sur le cours du vote.

Il faut aussi parler de la CGT qui n'assume pas ses responsabilités, on dirait qu'elle a peur de l'occupation, qu'elle a reçu des consignes pour l'éviter. Il n'y a guère que la CFDT qui se batte avec les ouvriers les plus déterminés.

Il faut espérer que les ouvriers qui n'ont jamais été en grève et qui ont néanmoins voté pour l'occupation vont nous rejoindre sans hésitation et sans tarder. J'en profite pour faire ici un appel à la classe ouvrière en lutte, à tous les ouvriers français et immigrés afin de suivre et de continuer la lutte jusqu'à la victoire et la satisfaction de nos revendications, à savoir : 400 F d'augmentation pour tous, la 5<sup>e</sup> semaine de congés sans perdre les congés d'ancienneté, la suppression du contrôle médical Peugeot, réduction de la durée du travail à 38 heures pour arriver aux 35 heures prochainement, et surtout une baisse des cadences.

Propos recueillis par M.D. et M.W.

## A quand la réouverture du dossier Ben Barka ?

L'émission de télévision d'Alain Decaux consacrée à l'affaire Ben Barka a eu le grand intérêt de rappeler des faits vieux de seize ans, et cela clairement malgré la complexité des événements et le nombre des protagonistes. Pourtant nous avons eu la triste sensation de rester sur notre faim et de nombreuses questions restent posées.

En effet, la conclusion apportée par M. Decaux est quelque peu laconique et nous laisse supposer que cette affaire est exclusivement marocaine (donc n'étant pas du ressort de la justice française) et que les quelques protagonistes français n'ont eu qu'un rôle subalterne et ont été jugés en leur temps.

Bien que seize ans se soient écoulés, cet assassinat perpétré sur notre territoire est toujours un point noir de notre Histoire.

Le rôle joué par les services spéciaux français n'est plus à démontrer et pourtant la justice n'a jamais été en mesure de définir les limites de leurs responsabilités.

Certes, la culpabilité de Hassan II, Dlimi, Oufkir et comparses est prouvée mais en tant que démocrates nous ne pouvons oublier les autres responsables, et ceux-là français, qui ont été cités à l'époque mais jamais jugés. Tout ceci est pour le moins troublant.

Les renseignements généraux qui furent informés dès le lendemain de l'enlèvement de Ben Barka n'intervièrent pas et par là même facilitèrent la fuite des principaux truands mêlés à l'Affaire.

Les services spéciaux français, tel le SDECE, n'ont jamais nié avoir en leur possession un dossier sur ce qu'il a été convenu plus tard d'appeler « l'Affaire Ben Barka ».

Depuis des années, la famille Ben Barka demande la communication de ce dossier. La réponse est immuable : « Secret de la défense Nationale ».

Après 16 ans, cette réponse ne peut plus satisfaire personne, d'autant que certains éléments ont été publiés. Il en va d'ailleurs de même pour les services américains de la C.I.A qui, il y a quelques années, révélaient avoir un dossier communicable de plusieurs centaines de pages sur Mehdi Ben Barka. Pourtant, à la demande du fils de Mehdi Ben Barka, ils répondirent en usant des mêmes arguments que le SDECE.

Une délégation de l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les peuples d'Afrique a été reçue le 26 octobre dernier par Monsieur BADINTER, Ministre de la Justice et Garde des sceaux, à qui nous avons demandé la réouverture du dossier de l'affaire Ben Barka en précisant que l'élément nouveau pouvant permettre de rouvrir le dossier peut-être la communication du rapport du SDECE.

Monsieur BADINTER, sensible à notre démarche, nous a assurés qu'il ferait tout ce que sa fonction lui permettait pour que la vérité soit faite et qu'il communiquerait notre demande au Juge d'instruction chargé du dossier.

Aujourd'hui, c'est confiante en la justice de la France et en son nouveau gouvernement que l'AFASPA demande la réouverture du dossier Ben Barka pour que les responsabilités françaises de cet assassinat soient définies, que la lumière soit faite sur les circonstances de cet odieux attentat et pour savoir ce qu'il est advenu de Mehdi Ben Barka.

Une telle action servirait la justice et contribuerait à dissiper l'ombre que cette affaire porte toujours à l'image de la France.

F.M.

Membre de l'A.F.A.S.P.A.

# BEN BARKA, EL MEHDI...

*Le jour de son enlèvement, El Mehdi Ben Barka avait fait réserver deux places de théâtre. Il voulait voir un spectacle à l'affiche à Paris depuis quelques semaines « Le goûter des généraux » de Boris Vian. Il ne se doutait pas que d'autres militaires, mettaient les dernières*

*touches à la préparation de son assassinat, tant était intolérables pour eux son activité d'opposant marocain, mais aussi sa stature internationale. A travers deux témoignages et une biographie sommaire, S.F. évoque la vie de cet homme trop tôt disparu.*

## L'ITINERAIRE D'UN MAROCAIN

**E**n 1929, la colonisation française du Maroc, pudiquement appelée protectorat, est en pleine expansion.

Le pays est presque pacifié, et à part quelques poches de résistance dans le sud, la Résidence, autorité suprême, dicte sa loi au royaume. C'est aussi l'essor de l'économie coloniale. L'OCP, Office Chérifien des phosphates est déjà créé, on investit, construit, et on embauche à tour de bras.

Le mouvement ouvrier en est à ses premiers balbutiements et la résistance citadine forge ses premières armes en s'opposant au « *Dahir Berbère* ».

En octobre de cette année-là, un petit garçon de neuf ans se présente à l'école primaire de Rabat, et parce qu'il n'est pas fils de notable, on lui refuse l'entrée. Il décide alors « de faire le siège de cette école, et il vient tous les jours, pendant trois mois, s'asseoir devant la porte fermée jusqu'au moment où l'institutrice, émue par tant d'obstination, l'autorise à prendre place au dernier rang, car c'était une école à classe unique, parmi les débutants. Quelques mois plus tard, il était au premier rang parmi les

élèves les plus brillants ». Ce petit marocain s'appelait El Mehdi Ben Barka.

Trente-six ans après, El Mehdi, leader de l'UNFP, Union Nationale des Forces Populaires, et président du comité préparatoire de la première Conférence Tricontinentale, est enlevé à Paris et assassiné. Condamné - deux fois - à mort dans son pays, c'est une figure internationalement connue ; sa disparition provoque une crise franco-marocaine qui va durer des années.

Entre ces deux dates, octobre 1929 à Rabat et octobre 1965, à Paris, la vie de Ben Barka se confond avec celle de l'histoire de son pays, mais aussi avec le mouvement de libération des peuples dominés.

En 1933, il est admis au collège Moulay Youssef et à 13 ans, il commence à militer dans les rangs du mouvement national. Professeur de mathématiques, il est arrêté à deux reprises par les autorités coloniales ; d'abord en 1944, où il est emprisonné pendant un an et demi, et puis en 1951, où il est déporté et interné dans une

ville de l'est marocain jusqu'à ce premier octobre 1954, où le commandant Vincent Monteil vient le libérer en personne.

Ben Barka est alors un des dirigeants du parti de l'Istiqlal, qui regroupe pratiquement tout le mouvement nationaliste, et il participe donc naturellement aux pourparlers d'Aix les Bains, qui aboutissent à l'indépendance du Maroc. Président de l'Assemblée consultative, Ben Barka inaugure en avril 1958, « la route de l'unité » ; construite par des milliers de marocains, venus de toutes les régions du pays, elle relie l'ex-zone espagnole à l'ex-zone française. C'est tout un symbole.

Mais la crise couve déjà au sein de l'Istiqlal, et la rupture publique intervient dès janvier 1959. L'UNFP est proclamée huit mois plus tard, regroupant autour de Ben Barka presque la totalité des forces vives du vieux parti nationaliste : les syndicalistes de la puissante Union Marocaine du Travail, les résistants de l'Armée de Libération Nationale, et les jeunes étudiants de l'UNEM.

Avec l'éviction, en mai 1960, du gouvernement Ibrahim, une nouvelle ère commence au Maroc, celle de la tension ouverte entre le palais et l'UNFP. Youssef et Basri, sont en prison et Ben Barka part pour un exil volontaire pour ne rentrer que deux ans plus tard à la veille du deuxième congrès de son parti, auquel assistent 2 000 délégués.

« La dynamo » de la gauche marocaine, comme l'appelle Jean Lacouture, échappe à une tentative d'assassinat le 15 novembre 1962, et participe à la campagne pour l'élection du premier Parlement marocain ; nous sommes en mai 1963.

L'UNFP qui fait, malgré toutes les pressions une percée électorale, est soumise dès le début de l'été à une vaste campagne de répression. Et c'est de nouveau l'exil.

Le leader marocain, tout en continuant à suivre de près la situation de son pays, s'attache au renforcement du mouvement de solidarité des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine que devait couronner à ses yeux la rencontre de La Havane. Il est enlevé quelques mois après les événements de mars 65.

Au-delà de « l'affaire », il reste l'homme, son action, et sa pensée, d'une brûlante actualité.

Quand il lance, après les émeutes de mars 65, le cri d'alarme reproduit ici même en juin dernier.

Quand il dénonce, du Caire, lors de la guerre algéro-marocaine, l'affrontement fratricide, et rappelle l'urgence du Maghreb,

Quand il demande à Francfort, le vote d'une loi d'amnistie alors qu'on lui propose le pardon, Ben Barka prend date, et on dirait qu'il parle aux Marocains d'aujourd'hui, tellement ces questions sont présentes.

Pour nous qui étions enfants lors de son enlèvement, et pour les millions de ses compatriotes qui n'ont pas eu la possibilité - ni la liberté - de le connaître de son vivant, Ben Barka n'est pas mort.

Kamal Belarbi

## Témoignage : pire qu'un crime, une faute

A l'heure des redressements nécessaires, l'absence de Ben Barka se fera cruellement sentir... Cet homme sorti du peuple, dont l'enfance et la jeunesse avaient connu la pauvreté, n'avait point fermé sa maturité aux souvenirs et vivait en liaison intime avec les ouvriers et les paysans. Doué pour les mathématiques au point de susciter l'admiration au doyen de la faculté des sciences de Rabat, prêt à entrer au Centre de la Recherche Scientifique, où il aurait pu librement développer ses dons, il abandonne tout pour se vouer à la propagande et à l'action. Ce petit homme avait du vif argent dans les veines. Toujours en mouvement, questionnant, expliquant, fixant des plans, soulevant l'enthousiasme des déshérités, partout la haine des autres, il ne vivait que pour l'action.

Il était pour nous la jeunesse : il fut aussi la jeunesse du tiers-monde, un grand espoir, non seulement pour les marocains mais pour tous les opprimés, de quelle race ou religion qu'ils fussent. Sa grande culture et sa curiosité agissante s'unissaient en une harmonieuse symbiose. Après de laborieuses journées de Rabat, nous nous retrouvions avec Bouabid, ou nous deux seuls, non seulement pour des confrontations politiques mais pour entendre une fugue de Bach, un concert de Mozart, quitte entre deux auditions, à se lancer dans une controverse sur Hegel ou sur Sartre. Sa joie de vivre éclatait alors à plein. Il aimait la culture française et son souci d'arabisation lui réservait une large place. Plutôt que de donner à cet homme exceptionnel des responsabilités nécessaires, ils l'ont assassiné. C'était, comme pour le Duc d'Enghien, pire qu'un crime, une faute, dont les conséquences ne sont point épuisées...

Extrait d'un témoignage du Professeur Charles-André Julien



Photo inédite de Ben Barka et ses enfants



**Tout semble figé à la Martinique quand on observe avec des yeux venus d'ailleurs.**

**On a l'impression d'assister à des luttes lilliputiennes ; Les ouvriers agricoles qui essaient de maintenir une certaine combativité, les 12 employés de Manufrance qui depuis une année luttent pour sauvegarder l'emploi les habitants de la région Marin-Saint-Anne qui ne veulent pas que leur espace vital soit détruit ne versent-ils qu'une goutte d'eau dans le marécage politique ?**



-La préparation de la canne à sucre.



histoire de barrage ; quand je vois ce que sont devenues « les Salines » aujourd'hui, je ne vois pas très bien où va le pays. Quand j'étais jeune, on pouvait encore pêcher le mullet, le sud produisait encore du sel. » Ce type de combat pour empêcher la destruction des sites naturels est tout à fait nouveau à la Martinique. Pendant les élections présidentielles, j'ai même rencontré des jeunes qui soutenaient la candidature verte de Brice Lalonde. Nous nous étions franchement engueulés car je trouvais que c'était un combat de luxe.

Les habitants du Sud qui depuis 1977 luttent contre la détérioration de leur espace vital, ne se disent pas écologistes. L'affaire remonte à 1977 : le sud est une région de sécheresse, le gouvernement décide de construire un barrage à Crève-coeur, pour porter de l'eau. Apparemment cela ne peut faire quedu bien à la région, relancer l'économie ; on promet même l'électricité ; Mais en réalité sous ce projet des militants démocrates découvrent toute une stratégie de développement touristique de cette région que certains appellent « La Riviera ». C'est l'affaire « Azamata » une multinationale qui avait décidé de créer un hôtel d'une capacité de 11 000 lits aux Salines. Quand on sait qu'en période de « paix touristique » il y a à peine 3.000 habitants on devine les intentions de ces promoteurs à la « Bahamas ».

Un soulèvement populaire contrecarre ce projet en 1977. Il est aussitôt abandonné pour refluer sous une autre forme en 1981, avec un projet de complexe touristique moins ambitieux (3 000 lits) à l'Anse Cartan, quelques petits kilomètres plus loin. L'envahissement du Sud par le tourisme n'est pas le seul problème que soulève ce barrage. Selon un médecin qui assistait à l'assemblée, le barrage soulève un grave problème sanitaire car on fait venir l'eau du Nord, région infestée de bilharzias. Pour appuyer son argumentation, il cite le cas du premier barrage construit, celui de Manzo qui a entraîné une recrudescence de bilharziose. D'après les animateurs de l'association il existe une autre solution pour résoudre le problème de l'eau, c'est la solution des « retenues collinaires ». Ils affirment que c'est la solution adoptée par tous les grands propriétaires du Sud, et cela avec le soutien financier du Génie Rural.

**LA LUTTE CONTRE LE BARRAGE DE CREVE-COEUR**

**M**arin (La Soupape), un dimanche d'octobre 1981, Mademoiselle Margritte à la soixantaine bien sonnée, mais elle est encore alerte. Comme une cinquantaine d'habitants de la région Marin-Sainte Anne, elle assiste à l'assemblée générale de l'association de sauvegarde pour le patrimoine du sud (Assopasud). Elle intervient : « il faut arrêter cette

L'affaire de barrage est caractéristique de la nouvelle sensibilité de certains martiniquais au problème de l'environnement qui devient inquiétant dans cette île minuscule qui rappelle le n'a que 1.100 km<sup>2</sup>

Pour les ouvriers agricoles, la cause semble entendue, peut-être qu'avec les grévistes de Manufrance et les partisans de sauvegarde du patrimoine, s'ouvrent d'autres espaces de lutte.

**De notre envoyée spéciale Maria Kala-Lobé**

(A suivre)

## 3 - La Martinique quelques années avant l'indépendance DES LUTTES SOCIALES DANS LE MARECAGE POLITIQUE?

Ils ne sont plus que 8 000. Au moment de la départementalisation ils étaient encore 35 000, ouvriers agricoles, ils constituaient alors ceux qu'on appelle d'habitude les « forces vives ». Aujourd'hui cette catégorie sociale très combattive dans le passé est un peu essouffée et vieillie. Le travail de la canne, de la banane, de l'ananas ; travailler sur une habitation semble tellement d'une autre époque, que les jeunes ne s'y engagent pas. Malgré le coup d'éclat des ouvriers agricoles en 1974, les conditions de travail restent dures et précaires et les salaires bas. Alors y travaillent seulement ceux qui n'ont fait que cela depuis leur plus jeune âge (parfois depuis l'âge de 9 ans), homme ou femme.

Monsieur Sauvage est un exemple typique de ces ouvriers agricoles qui tout au long d'une carrière, qui se résume à leur vie, ont été déportés d'une habitation à l'autre d'un bout à l'autre de la Martinique selon le bon vouloir du commandeur ou du gérant.

Lui, il a commencé à 13 ans, à l'époque où on appliquait encore la « journée de piquant » (retenue sur le salaire pratiquée dans le cas où

l'ouvrier n'a pas accompli la totalité de sa tâche). A la création de la CGT en 1936, il se syndique et depuis cette date, il a participé à toutes les grandes grèves. En 1974, il quitte la CGT parce qu'elle ne défend pas assez les intérêts des ouvriers agricoles, et il fonde « l'Union des Travailleurs agricoles de la Martinique » (UTAM) dont il est actuellement le Secrétaire Général.

Il se souvient de sa dernière grande lutte : « ça a commencé à l'habitation Duhamont en février 1974. Il y avait des ouvriers à qui on a refusé du travail. Nous sommes allés expliquer que nous voulions la grève. Sur notre chemin nous avons trouvé « ces vagabonds de gendarmes ». Ils nous ont braqué. Nous avons discuté avec les bêtes. Nous avons discuté avec les ouvriers qui étaient là pour leur dire d'arrêter le travail. Nous l'avons fait les mains nues. C'était la première fois que dans une grève agricole, les grévistes s'expliquent avec les non-grévistes sans les menacer du cou-telas.

Après, nous sommes allées à Chalvet. C'est là que les gendarmes ont commencé à tirer. » Le bilan fut lourd : deux morts.

Monsieur Sauvage est intrassable sur ces événements. Il en tire un bilan positif. C'est la première fois, d'après lui, que les ouvriers furent aussi unis. C'est la première fois aussi que le prolétariat agricole est arrivé à se mettre d'accord avec les intellectuels qui leur étaient solidaires. A travers sa longue expérience syndicale, il a appris à se méfier tout de même de ceux qui veulent se servir du « sang des travailleurs » pour leur politique électorale, ceux qui ont pour fonction la récupération des luttes des autres. « Les partis politiques peuvent nous donner un coup de main mais nous n'acceptons pas la charité des partis. Si par exemple, nous sommes en grève et que les maires ou les partis de gauche viennent nous proposer de l'aide, nous refusons. Parce que nous savons pourquoi ils font cela ? Nous ne demandons jamais « s'il vous plaît » à quelqu'un ».

Comme beaucoup d'hommes de catégorie sociale, M. Sauvage, se méfie beaucoup de la politique. Certes après cette grève sanglante, le SMIC a été décidé pour les travailleurs. Mais il a fallu veiller à ce qu'il soit appliqué habitation par habitation. Les conditions ne sont plus celles de sa jeunesse, mais les problèmes de



Giscard (en culottes courtes) lors de son dernier passage en Martinique

retraite et d'embauche restent entiers : les ouvriers agricoles en 1981 à la Martinique, restent des « journaliers ».

Dans ses propos, se lit une sorte de désespoir. M. Sauvage est conscient qu'aujourd'hui, la force qu'il représentait, celle des ouvriers de la terre (canne et banane surtout), celle qui produisait les vraies richesses, de la Martinique est en train d'être liquidée, si elle ne l'a pas déjà été, par une politique agressive de réduction des espaces cultivables dans son pays. Il est amer sur les succèsifs « présidents français ». « Je ne vais pas aller salir mes chaussures pour aller voter pour qui que ce soit ; c'était De Gaulle, après Pompidou et Giscard qui ont fermé presque toutes les usines à la Martinique ; je ne vois pas ce qu'ils ont fait pour nous. On dit que Mitterrand c'est le changement, mais s'il a l'intention de relever la Martinique, il faudrait commencer par repeindre l'usine du Gallion (Nord du Pays), la réouvrir. Il faudrait arrêter de construire des logements qui déposent les gens de leurs terres. Alors peut-être que j'irai mettre un bulletin pour lui ».

M. Sauvage est presque un homme d'une autre époque, il représente un passé révolu. Mécanisé ou pas le secteur agri-

cole de la canne ou de la banane à la Martinique est une espèce en voie de disparition ; les travailleurs de ce secteur n'ont plus qu'à attendre une mort lente, comme les dockers, dépaillieuses et les amarreuses.

### La lutte pour l'emploi

**L**a grande maison-mère de Manufrance de Saint-Etienne a essaimé des petites de par le monde, l'une d'elles se trouve à la Rue de la République à Fort de France. Cette succursale est à la mesure du pays, elle n'a que douze employés.

Fin novembre 1980, les 12 employés reçoivent leur lettre de licenciement économique, venant de la géante de Saint-Etienne. Les employés ne comprennent rien, la succursale foyalaïse marche bien ; elle est même rentable. Ils décident de ne pas se plier à l'ordre venu d'ailleurs. Ils occupent, continuent leur travail, se paient eux-mêmes. A Manufrance, il existait depuis 1978, une section de la Confédération des Syndicats des travailleurs de la Martinique (C.S.T.M.), la seule confédération indépendantiste du pays.

Depuis un an, six femmes et six hommes mènent un combat exemplaire pour sauvegar-

der leur emploi. Ils ont le soutien des autres travailleurs et de la population. Les clients expriment leur solidarité en continuant à acheter leurs marchandises. Pendant ces douze mois, tout n'a pas baigné dans l'huile, il a fallu apprendre l'autogestion du jour au lendemain. Pour les femmes, vendeuses, femmes de ménage, apprendre à parler en public, organiser la vente, faire tourner la boîte, s'intéresser au chiffre d'affaires, élaborer un projet de règlement intérieur. Allait-on continuer à appliquer les mêmes horaires, les mêmes salaires ? Autant de questions que l'on ne se posait pas avant.

Comme dit Mademoiselle Suzon (dactylo) : « Avant, on se contentait de venir travailler et d'attendre notre salaire à la fin du mois. Aujourd'hui, il faut tout faire soi-même ».

Le patron, « un métropolitain », M. Forez n'est pas resté les bras croisés. Il a essayé par tous les moyens de briser l'unité et la volonté des travailleurs de Manufrance-Martinique ; il n'a pas hésité à affirmer au Procureur de la République que les employés vendaient des armes. Il les a carrément accusés de trafic d'armes rien de moins. Le Procureur fit preuve de beaucoup de prudence dans cette affaire. D'après les gré-

Une prise de vue d'une distillerie de rhum



## Le Tiers-Monde malade de ses riches

Comme vous avez dû le remarquer (du moins, nous l'espérons), cette rubrique a changé de titre depuis la semaine dernière. L'ancien titre (« En direct des nouvelles colonies ») a été abandonné pour plusieurs raisons : techniques d'abord (trop long pour le dessin), « philosophiques » ensuite (l'ironie sous-jacente n'étant, selon certains, pas toujours perceptible selon les articles, et « certaines sensibilités » pouvaient mal le prendre).

Voilà donc un nouveau titre, mais notre but est resté le même : non pas fournir une « réflexion prédigérée » sur les problèmes de développement, mais apporter des éléments pour permettre au lecteur de se forger sa propre opinion.

Cette semaine, nous n'allons pas taper sur les Etats-Unis (il faut bien qu'ils soufflent un peu, non ?), mais regarder un peu du côté du Tiers-Monde lui-même, et plus précisément du côté des classes dirigeantes. Car, s'il est fréquent (et d'autant plus facile que c'est vrai) d'accuser les pays industrialisés de tous les maux s'abattant sur le Tiers-Monde, on entend beaucoup moins souvent évoquer la responsabilité des équipes dirigeantes des pays en voie de développement, pour ne pas parler de « complicité », leur goût du confort personnel passant avant l'intérêt du pays. Sans même parler de la question du respect des droits de l'homme (sur laquelle Sans Frontière reviendra très prochainement), il n'est que d'évoquer les inégalités criantes régnant dans la plupart des pays du Tiers-Monde, une minorité vivant dans un luxe scandaleux alors qu'une partie de la population ne dispose pas du minimum vital.

Les « princes du pétrole » se sont rendus célèbres par « l'argent qu'ils jettent par les fenêtres ». Les casinos, les boutiques du Faubourg Saint-Honoré, et les palais sont ravis de les voir franchir leurs portes. Le mois dernier, a été présentée à Paris une robe commandée par un de ces « pétro-riches » : décorée de 250 émeraudes, 200 rubis et 350 diamants, elle vaut environ 35 millions de francs, « est-ce bien raisonnable ? »

Les pays pétroliers arabes n'ont pas le monopole de ces élites qui ont besoin de prendre l'avion pour venir se faire faire une prise de sang (et quelques courses) à Paris. L'Afrique qui comprend 21 des 31

« pays les moins avancés » du monde, se défend bien elle aussi. Pas la peine d'aller chercher les caricatures sanglantes que furent Bokasse ou Amin Dada, les exemples « se ramassent à la pelle » comme dit la chanson.

Le 6 novembre dernier, l'Assemblée de l'Etat du Bénin (au sud du Nigeria) approuvait une dépense de plus de 700 000 dollars pour couvrir les frais d'enterrement du père du gouverneur de l'Etat (frais d'hébergement, boissons, danseurs, orchestres et noix de kola). DE plus, ce gouverneur a été félicité pour « son sens de l'économie » par un des membres de l'Assemblée appartenant au même parti que le gouverneur : en effet, comme le crédit voté était illimité, il aurait pu dépenser beaucoup plus !

La tentation du luxe n'est pas le fait des seules élites en place : elle a touché aussi ceux qui sont prêts à prendre la relève. Témoin, la mésaventure arrivée récemment à Ange Patassé, le président du Mouvement de Libération du peuple centrafricain (MPLC) : des individus malintentionnés ont fait circuler ses notes de frais parisiennes. Au total, sur quatre mois, 4 millions de francs CFA (80 000 FF) de frais d'hôtel, 3 Millions de FCFA pour locations, achats et ventes de véhicules, et un peu plus de 2 millions de FCFA pour achat de mobilier, soit un solde négatif de plus de 1,5 Millions de FCFA.

Tout cela serait presque comique, si pendant ce temps-là, des millions d'individus ne mouraient de faim. Aussi la question n'est-elle pas seulement celle de l'aide au Tiers-Monde, qui est indispensable, mais aussi celle de l'accès des peuples du Tiers-Monde aux richesses qu'ils pourraient déjà utiliser si elles n'étaient pas détournées au profit des minorités ploutocratiques. Le gaspillage et la corruption aident la faim à accroître le nombre de ses victimes. Et on peut se demander quelles sont les chances de réussite des tentatives de développement effectuées dans ces pays, lorsqu'elles s'opposent aux intérêts de l'élite en place ? Ce qui ne l'empêche pas de se plaindre de l'injustice du « Nord » sans se rendre compte qu'elle en fait elle-même partie.

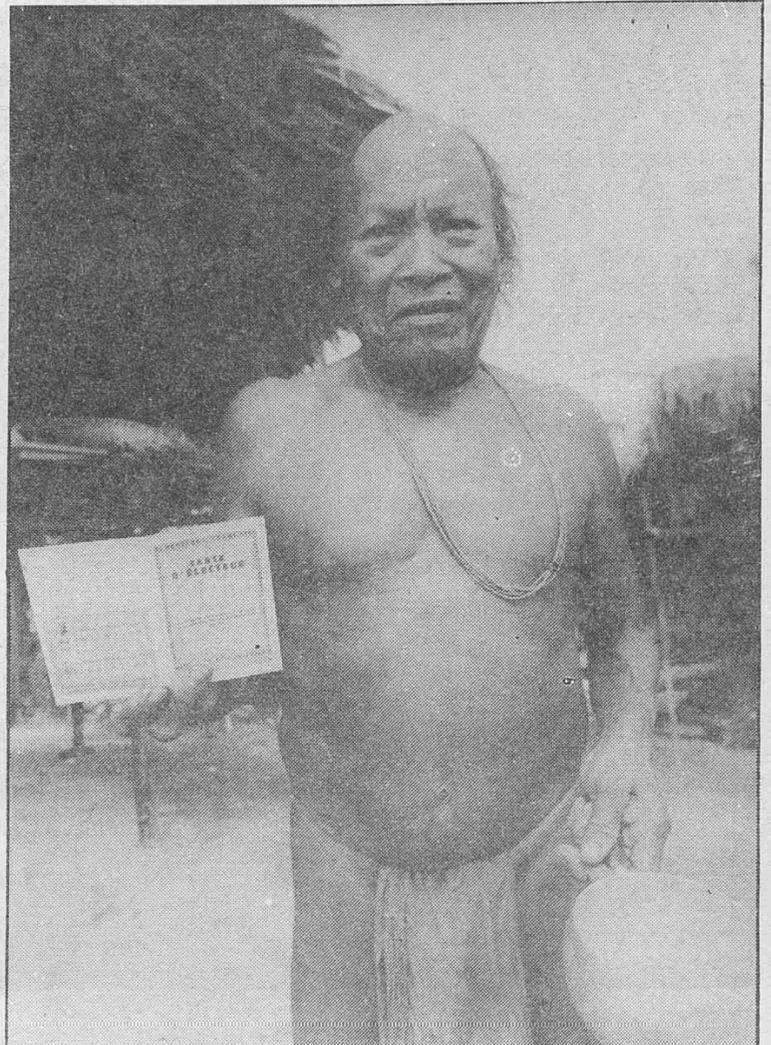
Et pour conclure, sur le thème « les bourgeois (du Tiers-Monde aussi), plus ça devient vieux, plus ça devient... », voici l'annonce d'une naissance : celle de l'« association ivoirienne du minimum quintal », créée à Abidjan et destinée aux hommes pesant un minimum de 95 kg et un maximum de 190 kg !

Les « quintistes » (je n'invente rien) s'engagent à lutter contre « la ségrégation des poids » par le boycottage des avions à trop petit siège, des restaurants à portion trop congrues et des marchands de vêtements n'ayant pas de grandes tailles. Le but de l'association est de « conserver les formes des adhérents ». Enfin, les candidats sont soumis à des tests pour... « détecter les faux gros » (sans doute pour éliminer les immigrés clandestins en provenance du Sahel ?).

Antitrust

Quand l'occident décide de franciser Bonis et Indiens dans un but purement électoral

Quand Henri Coudreau a publié « Chez nos indiens quatre années dans la Guyane Française 1887-1891 », il nous est immédiatement apparu qu'une approche aussi sérieuse du problème guyanais devait être diffusée plus largement.



# GUYANE : IL ETAIT UNE FOIS... APATOU

HENRI Coudreau connaît la Guyane : pour y avoir vécu mais aussi pour y effectuer des missions d'explorations scientifiques, politiques au service du colonialisme français.

C'est dans ces conditions que E.T. Hamy préface son ouvrage très significatif et ose dire ; et il a l'esprit trop net et trop probe, même dans ses plus étranges fantaisies philosophiques ou artistiques, pour que nous l'acceptons facilement comme fils de Sarrasin.

Un ethnocide français en Guyane ? Comme y croire en Europe quand le seul nom de la France reste pour tout un chacun la part salutaire des principes et lois républicaines.

Tuer la race génétique, l'histoire d'un peuple qui est sans doute le pire des crimes de l'humanité. Et pourtant, derrière la « peuplade » de noirs d'Afrique et des « roucouyennes » de Guyane des européens fort de leurs expériences biologiques, réfléchissent à une substitution de race. M. Hamy écrivait : démontrer l'acclimatation possible de la race blanche par le métissage avec les races indigènes ou acclimatées. C'est l'une des tâches que s'est imposée Henri Coudreau.

Moins d'un siècle plus tard des groupes ethniques noirs et indiens porteurs d'une civilisation ont su conserver leur personnalité grâce à

la générosité du pays, également résister à l'impérialisme culturel français.

A la suite de luttes exemplaires contre la France, son représentant local, M. Le Cardinal en mars 1883 avait passé un traité avec Anato, le « gran man » des Bonis (dirigeant).

Henri Coudreau, un imbécile raciste dira en rencontrant l'illustre et célèbre Apatou : « Ne m'attendant pas à trouver ces néo-civilisés beaucoup de délicatesse ni qualités morales, cela me met fort à l'aise, chaque fois que je vois ma théorie confirmée. Un de ces individus qui serait psychologiquement mon égal me paraîtrait une pièce d'histoire naturelle teratologique »

En 1885, la France reconnaît à ces hommes de civilisation différente de celle d'Europe, une « concession » territoriale.

Pour obtenir une paix durable avec les Bonis les autorités françaises invitent astucieusement le capitaine Apatou à se rendre en France. Il y a passa trois années à être trimballé de droite à gauche, va également recevoir une médaille d'or de la société de géographie décernée par le ministre de l'intérieur.

Le héros Apatou, intelligent, s'installe sur un créneau exceptionnel, stratégique, militaire où personne ne peut descendre ou monter le saut Hermina, le premier saut du Maroni sans être vu par

Apatou dont le village est à un kilomètre environ au-dessous de la chute, à un étranglement du fleuve, qui n'a guère, en cet endroit, que 500 mètres de largeur.

La nature généreuse a offert à ces hommes et femmes le droit de devenir des peuples indépendants différents des créoles assistés dans le cadre du statut colonial.

Mais en dehors des rares milieux informés qui sait tout cela en Europe ! En France où les télespectateurs du petit écran savent à peine que Kourou est une enclave militaire française en Guyane. Qui sait que ce pays a choisi « ce petit peuple aux communautés endogamiques « pour le bailloner, il faut que des voix s'élèvent ici en France, que l'opinion soit alertée au moment où le discours de M. Mitterrand à Cancun -Mexico au Tiers-Monde mérite une double attention. A-t-il été sincère ou bien est-ce un tissu de mensonges ?

C'est l'objectif d'une série de témoignages sous le « colonialisme spatial français » en Guyane, que j'entame ici.

Aujourd'hui ces Bonis et indiens vont-ils résister aux forces de l'Occident quand le pouvoir décide de les franciser comme de la piétaille et cela purement à but électoral ?

Raymond Charlotte  
Ancien prisonnier politique  
guyanais

# Première rencontre des Uruguayens en France

## URUGUAY: MISERES ET RICHESSES DE L'EXIL

**Voilà le titre de la 1ère Rencontre sur l'exil uruguayen en France, organisée par le Centre de Documentation et d'Etudes sur l'Uruguay\***

Nous étions assez nombreux, surtout si on tient compte des mille blocages qui comportent vouloir parler librement et « entre nous » de nous-mêmes.

De nos vécus, de nos quotidiens, de nos vies d'exilés en France.

Explorer ensemble notre lieu d'exil.

Parler d'ici et de là-bas.

Etre ici et être là-bas.

Etre partout ... Etre nulle part.

Recherche inacablée de notre identité.

Images des temps venus d'ailleurs et des espaces lointains...

Chemins divers qui portent toujours en eux un déracinement, la perte.

L'écroulement d'un monde ... et alors l'exode.

De nouveaux signes à décrypter. Une autre réalité à vivre.

Se sentir « l'autre »

Ré-apprendre à parler, une autre langue.

Rêver de retour.

Vivre le fantôme du passé ou l'illusion de l'avenir ...

Peut-être parce qu'on n'ose pas vivre le présent.

La recherche d'un avenir, commence toujours avec la reconquête d'un passé » dit Octavio Paz. Vendredi soir, les Uruguayens et Uruguayennes qui étaient là, avons commencé à le comprendre.

Le 1er exposé a commencé par une lettre, venue de « là-bas »

« Je sais que parfois, il faut apprendre à vivre le provisoire comme le définitif ...

Tout ce que tu dis par rapport à l'exil nous concerne aussi à nous : « exilés de l'intérieur ». Car nous vivons un autre pays. Un pays qui ne va pas faire marche arrière, qui va mettre au monde une autre chose, avec d'autres gens, avec d'autres jeunes qui ne seront pas nous. On nous apprendons à vivre dans la nuit, ou quand l'aube pointera nous serons encore endormis »

Car dans l'Uruguay d'aujourd'hui, il y a environ 5 000 prisonniers politiques sur une population de 3 millions d'habitants.

Il y a aussi presque 500 000 uruguayens à l'étranger.

Et c'est cela notre réalité ... et c'est avec elle qu'il faut continuer à se battre.

Un psychanalyste uruguayen, se demandait : « comme réfléchir sur l'exil ? » Car nous poser des questions sur l'exil signifie nous interroger sur notre identité. Au-delà de l'échec politique vécu, au-

delà du désespoir et de la nostalgie, il nous reste la capacité de lutte.

Il s'agit de construire à partir de notre perte, de notre deuil. A partir de la violence de notre différence. Sans oublier les raisons de notre exil : notre vocation révolutionnaire ».

Un professeur d'histoire a insisté sur le fait que « l'exil » existe et a toujours existé, par-delà les frontières de l'Uruguay.

« C'est un phénomène mondial. Il y a dans le monde 18 millions d'exilés. C'est un problème politique, économique et social vécu, surtout par les pays du Tiers-Monde »

L'exil c'est le fruit de notre révolte, c'est une étape qu'il faut vivre à fond, pour découvrir alors les misères, mais surtout ces richesses »

Il y a 728 réfugiés politiques uruguayens en France, selon les chiffres officiels de l'OFPRA qui explique un autre camarade, dont seulement 40 ouvriers »

Et les enfants ? Et les enfants qui naissent en France ? Quelle est leur première langue ? En quelle langue jouent-ils ? Quelle image de cet Uruguay-prison ?

Une psychanalyste d'enfants a expliqué ses recherches et son expérience en tant que mère et psychanalyste.

« Il y a chez nous une attitude ambiguë : le « travail de deuil » vis à vis de notre pays d'une part, et l'envie d'adaptation vis à vis du pays d'accueil de l'autre. Nous vivons le refus de rouler nous adapter à cette réalité nouvelle, hostile, et la nécessité de le faire ... si nous voulons survivre. Nos enfants subissent cette ambiguïté. Ce sont eux qui nous poussent à vivre ici. Parfois nous avons une attitude régressive, alors ils le sentent. Ils ont honte de nous entendre parler mal le français, ou bien ils nous « aident » à faire des démarches vis à vis de la Préfecture ...

Ils apprennent alors à connaître le racisme.

Nous sommes partagés entre deux mondes et nous en sommes conscientes, nous connaissons bien les raisons pour lesquelles nous sommes ici.

Mais nos enfants - dans quel monde sont-ils ? Savent-ils pourquoi ?

Je crois que nous devons commencer à les transmettre notre héritage culturel sans impositions.

Transmettre nos valeurs culturelles dans l'amour. C'est dur pour un enfant aimer un pays idéal ... Les enfants uruguayens de 7 ans disent à sa mère : « Maman, pourquoi aimes-tu ce pays, si il y a tant de prisons et si papa est mort là-bas ? »



« Nous devons désidéologiser l'exil, répondait une copine à un camarade qui mettait comme exemple à suivre le cas de Jenine ... Il est déjà temps de commencer à parler de nous-mêmes, de nous rencontrer par delà les organisations politiques et les structures partisans. Parler de l'exil est quelque chose de politique aussi ... »

Au fond, soudain, j'entends une voix que j'avais déjà entendue quelque part ... Ici, au Chili, en Argentine, chez moi ? ...

« Mais si, arrêtons de penser « en politique » et « en personnel ». Le personnel aussi est politique. Notre vie quotidienne d'exilé fait partie d'un projet politique globale.

Après, elle s'est approchée de moi.

« ... de l'Ambassade ... au Chili ... tu te rappelles ? »

Bien sûr que je me rappelle.

Nous étions 700 latino-américains réfugiés à l'Ambassade d'Argentine au Chili après le 11 septembre ... Elle était la femme d'un camarade tupamaro, torturé jusqu'à la mort par l'Escadron de la Mort. Son corps après, a été retrouvé, méconnaissable, dans une des plages de Montevideo ... Bien sûr, je me rappelle f...

Et c'est aussi cela l'exil.

Mes souvenirs,

Mes rêves

Les retrouvailles.

Le passage du temps.

Mon identité de femme, et ce désir profond et presque physique de vouloir briser les espaces.

Pourtant, je le sais « on ne peut pas se baigner deux fois dans le même fleuve »...

Et « mon fleuve » a changé.

Moi aussi d'ailleurs.

Nous nous retrouverons un jour.

Car il y a présent.

Ana Maria Araujo.

Centro de documentacion y studio de Uruguay.  
6, rue de Babylone.  
75007 - PARIS  
OFPRA - Office Français pour les réfugiés et apatrides

## Silence on assassine



La conférence internationale de la Croix Rouge, qui s'est réunie cette année à Manille, a achevé ses travaux le samedi 14 novembre.

Les délégués ont lancé à cette occasion un appel quasi-unanime contre la torture, et contre le recours croissant aux « disparitions ». La résolution demande aux gouvernements d'agir de manière urgente contre « toute action se traduisant par des disparitions forcées ou involontaires, conduites ou perpétrées par des gouvernements, avec leur connivence ou leur consentement ». Cette résolution, présentée par la Norvège, était basée sur une étude selon laquelle seraient prouvées dans quinze pays. En un an, entre 11 500 et 13 000 noms de personnes disparues ont été répertoriés (entre autres pays), au Nicaragua, en Ethiopie, à Chypre, à Timor Oriental, en Argentine, au Chili et au Guatemala. L'AFP, qui rapporte cette information, souligne que les deux pays qui se sont abstenus sont la Syrie et l'Argentine. Conclusion : il y a au moins deux états logiques avec eux-mêmes ! On connaît en effet les sinistres pratiques des généraux gorilles de Buenos-Aires, mais beaucoup moins celles de leur collègues syriens. En avril dernier, et pour ne citer qu'un seul exemple, les forces spéciales du président Assad isolaient plusieurs quartiers de la ville de Hama et procédaient à une fouille systématique de toutes les maisons ; selon Amnesty International, les habitants auraient été traînés dans la rue, alignés et abat-

Satur Ocampo, 43 ans, arrêté en 1976, pour « rébellion communiste ».

A propos des communistes, le gouvernement indonésien vient de faire « un geste » en leur faveur. Que Reagan se rassure, il est bien mince.

Environ un million d'ex-membres du Parti Communiste indonésien vont être autorisés pour la première fois depuis 1965, à voter lors des élections de l'an prochain. Cependant, ils ne pourront se porter candidats et 500 mille autres ex-adhérents du PC ne seront toujours pas autorisés à prendre part au vote « pour des raisons de sécurité ». Pour ce « grand geste démocratique », on devrait décerner au général Suharto « Le prix international des droits de l'homme » que le quotidien français La Croix vient juste de créer ; il sera attribué pour la première fois le 22 février 1982.

Ce prix sera attribué, annonce La Croix, par un jury international, à une personne ou à un groupe qui aura mis en place une action concrète et efficace, significative de faire respecter les droits de l'homme ou de lutter contre leur violation.

Au Maroc, M. Larbi Ajoul, membre de la commission administrative de l'USFP, vient, à son tour, d'être arrêté. Personne, explique candidement l'AFP, ne connaît les motifs de son arrestation ! Et vous ?

Pour le savoir, et apprendre bien d'autres choses sur le Maroc, vous



tus. A.I. possède les noms de plus de 100 personnes qui auraient été tuées, alors que d'autres sources estiment le nombre des personnes disparues es ce jour-là à 350.

Le Président Marcos, dont le pays accueillait la conférence a été lui aussi consacré avec lui-même.

Lors du discours d'ouverture, il a demandé aux délégués présents, et à tous les organismes internationaux de défense des droits de l'homme de faire preuve de compréhension vis-à-vis des pays comme les siens. A l'entendre, le nationalisme de ces pays nouvellement indépendants serait heurté par des critiques trop vives. **Donc, silence, on assassine !** Les prisonniers politiques philippins du camp de Taguig n'étaient visiblement pas de cet avis, puisque 10 d'entre eux observaient un jeûne de protestation.

Dimanche 15 novembre, une messe a été célébrée devant les barbelés du camp pour les soutenir. Un des grévistes est le journaliste

pouvez vous rendre un colloque organisé par les CLCRM au Sénat le 5 décembre, à partir de 10 heures, sous la présidence d'un député socialiste et du Pr. Jean Dresch.

Quatre interventions brèves, suivies de débats, sont prévues :

- Le matin, sur les événements du 20 et du 21 juin 1981, et sur leurs suites, (Maîtres Jean-Pierre Mignard et Michel Zavrian, qui s'étaient alors rendus au Maroc introduiront et animeront le débat).

- L'après midi, à 14 heures, sur la situation économique du Maroc (Marc Ollivier, professeur de sciences économiques à l'Université de Grenoble).

- A 16 heures, sur la situation du non droit du Maroc (Maître Henri Leclerc)

- A 17 heures 30, sur le sort des « disparus » (Maître Alain Martinet, et Amiral Antoine Sanguinetti).

Khammar El Yazami



# Le Proche-Orient à l'heure du plan de paix saoudien (Fahd) POURQUOI ISRAËL S'AGITE?

**De nouveau la tension règne au Proche Orient avec les déclarations menaçantes des Israéliens envers le Liban, l'incursion de leurs avions dans l'espace aérien saoudien et leur politique dans les territoires occupés où une nouvelle fois les mouvements de grève se multiplient.**

**P**ourquoi ce branle-bas israélien alors que le mot paix n'a jamais été autant prononcé en Europe, aux USA et dans de nombreux pays arabes ? Même l'OLP par l'intermédiaire d'Arafat a parlé de coexistence pacifique. Alors comment peut-on expliquer cette soudaine agitation israélienne si ce n'est qu'elle s'inscrit contre le plan de paix Fahd de l'Arabie Saoudite ?

Accueilli favorablement par les Etats-Unis et l'Europe, le plan Fahd enterme d'une certaine façon les accords de Camp David dont on découvre subitement les limites et les insuffisances pour établir une paix réelle. Israël dont la politique vis-à-vis des arabes reposait sur l'unique axe Tel Aviv-Le Caire a, plus qu'aucun autre pays été désemparé par la disparition de Sadate. Celle-ci a changé les données de la situation dans le Proche-Orient, et surtout contrecarré les desseins des Israéliens qui ont perdu en la personne de Sadate l'unique chef d'Etat Arabe à cautionner leur politique. Le nouveau président égyptien ne tient sûrement pas à poursuivre la même politique que son prédécesseur. D'abord pour ne pas se couper de son peuple qui ne supporte plus les humiliations



israéliennes comme celles infligées à Sadate ; ensuite pour ne pas s'isoler du monde arabe, donc pour retrouver la place qui était la sienne.

Israël en est conscient même si les nouvelles autorités égyptiennes ne manquent pas de le rassurer. Ne craint-il pas, une fois le Sinaï récupéré, que l'Egypte n'amorce une ouverture pour la réconciliation avec la communauté arabe et une politique plus exigeante envers lui ? Moubarek lui-même a déclaré que le plan de paix Fahd « peut constituer une base de dialogue à l'avenir, mais pas en ce moment ». Israël se trouve au fait désarmé face à cette situation : annuler le retrait des troupes israéliennes du Sinaï signifierait la propre mort des accords de Camp David que les Israéliens considèrent et revendiquent comme les seuls garants de la paix dans la région. Par contre restituer le Sinaï à l'Egypte de Moubarek suscite des appréhensions et paraît comme une sorte d'aventure.

Placé devant le dilemme du Sinaï, Israël est d'autre part confronté au succès que connaît le plan Fahd.

Avec Camp David, la paix était israélienne, avec le plan Fahd, la paix est arabe. D'abord, comme nous l'avons dit, le plan Fahd enterme les accords de Camp David mais il confirme la portée du geste de Sadate : les Arabes voudraient la paix. Devant l'opinion mondiale les données s'inversent. Jusque là Israël apparaissait comme l'agressé et les Arabes comme des agresseurs potentiels. Sadate, par

son geste a ouvert une brèche dans cette « façon de voir » et les Séoudiens viennent d'agrandir cette brèche.

Cette offensive de paix arabe, même si elle ne suscite pas l'unanimité dans ses rangs, démasque les véritables intentions d'Israël qu'elle met devant l'opinion mondiale face à ses responsabilités. Pour parvenir à une telle position, proposer un plan

## Cisjordanie : le droit de vivre

Alors que les négociations entre Israéliens et Egyptiens s'ouvraient mercredi au Caire ; la Cisjordanie toute entière s'insurgeait dès le 1er novembre contre l'arrivée de M. Menahem Milson administrateur civil chargé de remplacer l'autoroute militaire de tutelle.

Les habitants des territoires occupés n'ont pas cessé depuis 1967, date de l'annexion par Israël de la Cisjordanie de protester. En 14 ans cette occupation s'est traduite par des arrestations massives ; des expulsions ainsi que par la destruction de plusieurs centaines de maisons et confiscation de terres appartenant à des palestiniens. Dès que les arabes des territoires occupés ont appris l'arrivée de M. Milson ce fut un déferlement de manifestations dans les rues de Cisjordanie. Israël qui pensait par cette mesure détendre l'atmosphère a immédiatement réagi en appliquant dès le 8 novembre une politique visant à l'élimination systématique de tous les foyers d'agitation palestiniens opposés à l'entrée en fonction du gouverneur civil.

Le docteur Samir Kaatbeth de Ramalah, M. Khoury président de l'association des avocats ainsi que M. Dakkak président de l'association du syndicat des ingénieurs sont arrêtés pour avoir participé à une réunion appelant les lycéens et les commerçants à faire grève. MM. Dakkak et Khoury animateurs du « Comité d'Orientation Nationale » instance politique clandestine étaient accusés d'être à l'origine des troubles à Ramalah. Les commerçants ayant suivi massivement les mots d'ordre de grève se sont vus signifier par l'armée d'ouvrir leurs boutiques. Pour ceux qui persistaient

à faire grève la punition ne s'est pas faite attendre, l'armée a soudé les portes de leurs magasins, et ce, pour une durée minimum de 50 jours.

Le milieu étudiant traditionnellement opposé aux autorités a également été très touché par les mesures répressives ; L'université de Bir Zeit a été fermée et tous les délégués étudiants arrêtés. Dans le même temps, les autorités israéliennes décrétaient le couvre feu sur la plus grande partie de la Cisjordanie, alors que la KNESSETH votait le maintien de l'état d'urgence dans les territoires occupés.

A Ramalah l'armée n'a pas hésité à ouvrir le feu sur des manifestants arabes brandissant des drapeaux palestiniens.

L'agitation n'épargne aucune ville de Cisjordanie, à Nazareth les employés municipaux ont manifesté réclamant des fonds parce que la municipalité en faillite n'a pas pu les payer.

Tout ceci découle de la politique discriminatoire de l'état d'Israël vis à vis de la population arabe.

12.000 jeunes palestiniens se voient contraints de quitter leur village ou leur ville parce qu'ils ne trouvent pas de travail, plus de 35 % de la main d'œuvre active travaille en Israël pour des salaires dérisoires. Selon M. Tawfik Ziad maire de Nazareth, un habitant arabe dispose de 1/5ème de l'aide gouvernementale dont dispose un israélien. Les palestiniens ont massivement réagi et contre l'instauration de cette autonomie plus que restrictive, puisqu'elle n'est qu'administrative.

Ils exigent tout simplement le droit à l'Autodétermination.

Fatima Belhedi



de paix où la sécurité de l'Etat israélien, l'ennemi de toujours, est reconnue, les Arabes ont dû travailler à une évolution. Cette évolution a certainement exigé d'eux beaucoup d'efforts et une profonde remise en question. Il suffit de se rappeler leurs positions d'il y a seulement dix ans.

De même, si cette proposition de paix séoudienne a reçu un accueil favorable en Occident, il faut voir là, une première occasion offerte à l'Occident d'en finir avec ce sentiment de culpabilité qui lui colle et qui le pousse à être le protecteur et le garant de la survie d'Israël. Là aussi, les Arabes ont ouvert une brèche dans les rapports passionnels entre l'Occident et Israël. L'accueil favorable du plan Fahd en Europe a irrité les Israéliens qui ont réagi en menaçant tout pays qui le cautionnerait. Aussitôt, les pays européens se sont tus en se donnant un temps de réflexion !

Israël ne veut pas entendre parler du plan Fahd même s'il reconnaît son existence parce que tout simplement, il ne veut pas entendre parler d'un Etat palestinien. Le fond du problème est là. Les Israéliens, comme l'ont montré les dernières élections législatives et les sondages, se sont radicalisés. Faut-il s'en étonner ? Certainement pas, car cette radicalisation trouve ses sources dans l'idéologie de l'Etat juif dont la force repose sur la puissance militaire. Israël fait partie du cercle de pays qui participent à la course aux armements, donc au besoin d'affirmer une domination. Cette supériorité militaire, Israël éprouve le besoin de la tester régulièrement, ce qui engendre les tensions que l'on connaît. Cette manière de se « rassurer » en fait un Etat perpétuellement provocateur et belliqueux.

D'autant plus facilement que ses élans et son souffle sont largement inspirés par les U.S.A. qui encouragent cette politique agressive. Révélatrice à cet égard, est l'assurance des Américains aux Israéliens de garantir « leur suprématie militaire dans la région » pour couper court à leurs protestations suite à la vente des avions Awacs à l'Arabie Saoudite.

Aux huit points du plan Fahd Israël a répondu par l'installation de huit colonies juives du peuplement en Cisjordanie, où la répression se poursuit contre les populations arabes qui dénoncent par une série de mouvements de grève la situation qu'ils subissent. Ces exemples auxquels s'ajoutent les menaces qui pèsent de nouveau sur le Liban confirment le caractère agressif et répressif de l'Etat d'Israël.

Les pays arabes qui se réuniront le 25 novembre à Fès, s'ils soutenaient le plan Fahd, consolideraient leur offensive diplomatique qui isolerait davantage Israël. Prendre le relais de Sadate sans avoir été mêlé à Camp David, proposer une paix qui soit Arabe, ouvrir une brèche dans les rapports entre l'Occident et Israël, et enfin mettre ce dernier devant ses responsabilités. Une occasion à ne pas rater pour donner aux Palestiniens le moyen de construire leur avenir.

M.S.



## Femmes sans papiers : « renvoyables à merci »

**E**n tant que groupe femmes Marocaines, Algériennes et tunisiennes, nous disons que notre participation aux Assises doit contribuer à faire connaître les problèmes spécifiques des femmes immigrées. Notre spécificité de femmes arabes et immigrées ne nous permet pas de nous faire entendre en France à cause des limites que même le gouvernement actuel met à notre droit de circuler de travailler, et de nous exprimer. C'est pour toutes ces raisons, que nous appelons les femmes françaises à nous soutenir dans la lutte que nous menons pour obtenir la régularisation sans conditions des femmes « sans papiers ». Nous espérons à partir des Assises, démarrer une véritable campagne des femmes, qui continue à être les dernières embauchées et les premières licenciées.

### LES FEMMES IMMIGRÉES ET LE TRAVAIL

Les femmes peuvent à nouveau venir rejoindre leurs familles dans le cadre du regroupement familial, mais celles qui n'en bénéficient pas, il est toujours impossible de venir vivre en France. Corvéables à merci, nous sommes aussi « renvoyables à merci ». Cela veut dire qu'une femme seule désirant travailler, n'a pas le droit à la carte de travail ; il en va de même pour une immigrée divorcée. Pour toutes les démarches administratives, on nous demande les papiers du père ou du mari. Le droit au travail pour les femmes immigrées signifie l'obtention de la carte de séjour et de travail ainsi que le droit à la formation professionnelle avec garantie d'emploi. En refusant ces droits minimum à la femme immigrée, on la pousse à dépendre de son père ou de son mari. Etre sans papiers, signifie travailler plus de 15 heures par jour pour moins que le SMIG. Pour d'autres, cela signifie la prostitution. Notre bataille a la faveur du nouveau régime ; c'est d'exiger un véritable droit au travail pour les immigrées clandestines. Pour celles qui travaillent au noir, il est souvent difficile d'obtenir un contrat de travail. Les patrons profitant de la situation, s'adonnent à un chantage sexuel sur les employées. Il s'avère donc que l'ensemble des immigrées sans papiers ne pourront pas être régulières vu ces draconniennes conditions. Pour les filles de la deuxième génération, le problème est le même. Pour elles aussi, nous exigeons la carte de travail.

Extraits du texte de la Coordination des femmes Arabes.

## Femmes et filles immigrées

# QUELLE SANTÉ ?

**Le collectif qui a lancé l'idée d'un réseau sans frontière au printemps dernier, a décidé d'organiser une rencontre les 5 et 6 décembre prochain autour de quelques thèmes concernant la pathologie des migrants, à ses causes et répercussions dans le quotidien.**

**U**ne des commissions concernera les femmes migrantes et immigrées, et plus particulièrement, leurs problèmes d'ordre psychosomatiques et psychiatriques.

### DES FEMMES MIGRANTES ET D'IMMIGRÉS

Plus de hammam, plus de fêtes, plus de sanctuaires, ni de cimetières où se retrouver !

... Isolement

Enfermement,  
Rupture avec le Pays !  
Les parents ... absen-



ce ... éloignement.

Perte du mode de vie antérieur  
Plus de points de repère !

Dépendance à l'égard du mari  
ou début d'autonomie ?

Impossibilité d'accéder à la  
manière de vivre des femmes  
ici ... rêves ; ... fantasmes

Ou bien refus !

Fidélité au rite religieux en  
dehors du contexte traditionnel,

sourire, Résignation, ou Révolte,  
Murs,  
Silence

Flottement entre deux im-  
possibles.

Dépendance nouvelle vis à vis des  
enfants

Et comme lieux de rencontres, le dispensaire, le square, le marché, l'hôpital, les cours d'alpha, la sortie de l'Ecole ...

... Deuxième génération du voyage,

ma fille ...

Impregnation obligée de la culture de la vie sociale française !

Enfants charnières !

Pression familiale

Résistances

conflits avec le père

regard sur la mère.

Pays d'origine,

mythe, ou réalité innacces-

sible ?

Culture d'origine,

rejet, ou fascination ?

Refus du rite religieux.

Langue d'origine, cette in-

connue !

Difficultés scolaires ... Absen-

téisme ...

Rencontrer, retrouver les au-

tres,

Ici à l'école, au lycée, au Ca-

fé !

Vivre comme les copines, avec

des copains.

Ne pas subir le mariage

ne pas être mère à 15 ans.

Résister, s'enfermer !

ou Fuir ?

Porte ouverte sur la drogue, la

délinquance,

la prostitution !

Quels itinéraires possibles, ...

... pour Aujourd'hui ... pour

Demain ... ?

### AUX PROBLÈMES D'ORDRE PSYCHIATRIQUES

De ce voyage à travers les générations et les frontières naissent des blocages d'un nouvel ordre qui s'accroissent ou s'estompent selon les cas.

Certaines femmes n'ont pas choisi de venir, d'autres l'ont voulu pour connaître la France, ou pour fuir la famille. Toutes l'ont réalisé par l'intermédiaire du mariage. D'autres sont nées ici.

Ces situations, chacune les intègre de façon différente : ouverture, découverte et acceptation d'un nouveau mode de vie et de ses effets sur le couple, la famille ... ; Résistance à la nouveauté, maintien des rapports familiaux et sociaux traditionnels pour conserver leur rôle, leur place dans la société, d'où un décalage sans cesse croissant avec les enfants.

De ces résistances de ces tensions, de ces déchirures, bien ou mal dissimulées, naissent des problèmes psychologiques voire pathologiques nouveaux, particuliers à la femme et de migrant.

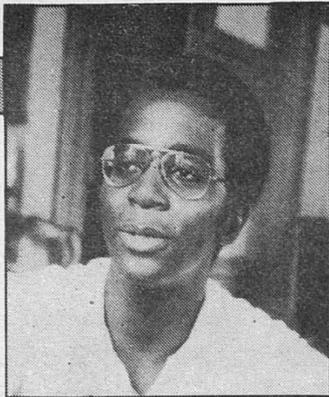
Parfois ces problèmes apparaissent au hasard des circonstances ; cours d'alphabétisation, dispensaire parfois ou par l'intermédiaire d'un enfant. Mais d'une façon générale le Silence domine ! et bien peu de « spécialistes » se sont donnés les moyens d'aller au-delà du constat dans ce domaine un peu délicat, un peu difficile, un peu Tabou.

Nous vous proposons d'approfondir ce sujet avec toutes les personnes pouvant apporter des éléments de recherche et d'analyse sur ces problèmes.

Les points évoqués sont peut-être plus spécifiques aux femmes maghrébines, et nous voudrions aussi parler des autres nationalités et cultures.

Nous aimerions donc en discuter autour du thème : « Femmes et filles d'immigrés et problèmes psychiatriques », lors du colloque du 5 et 6 décembre 81.

Pour tous renseignements, écrire à Claudine, au Relais 59, 59 ave. Daumesnil, 75012 Paris.



**Daniel Maximin, né à la Guadeloupe en 1947, fait partie de ces jeunes écrivains, qui tout en intégrant le message des grands poètes comme Damas, Césaire, veulent écrire d'une « autre manière », « d'une manière impure, parodique, mythique, et documentaire à la fois ». C'est, en tout cas, ainsi qu'il définit le projet de son premier roman « l'Isolé Soleil ». Pour en savoir plus sur lui-même et sur sa vision de la réalité antillaise, « Sans-Frontière » l'a rencontré.**



Entretien avec Daniel Maximin, jeune écrivain antillais

# ...Ils veulent faire notre bonheur à notre place

**SANS FRONTIERE :** Ici, en France, les gens ne savent pas très bien, ce que représentent les Antilles, à tous les niveaux : politique, historique et même culturel. Peux-tu nous en parler ?

**DANIEL MAXIMIN :** Pour moi, les Antilles sont un peuple qui existe non pas comme un problème, une question, un phantasme ou une aliénation, mais comme une réalité. Un peuple qui vit, alors qu'aujourd'hui encore on met en doute son existence politiquement, culturellement, psychologiquement. Aujourd'hui encore, nous nous demandons si nous sommes quelque chose et ce que nous sommes. D'autre part, depuis des décennies le colonisateur a tout fait pour nous persuader que nous ne sommes rien d'autre que des copies de lui-même.

Disons que de l'intérieur comme de l'extérieur, nous aurions une certaine tendance à croire en notre inexistence. Eh bien non ! Ce que je veux vivre et que je veux transmettre à travers mon livre c'est la réalité et la vitalité des Antilles avec leurs drames et leurs espoirs. Notre complexité et le fait que nous nous interrogeons sur notre identité s'expliquent par le fait que nous sommes un des rares peuples

fabriqués presque « ex-nihilo », et fabriqué avec un « composé » de peuples. On a pris trois continents pour faire une île ! La réalité est celle-là : le peuple africain transplanté par l'esclavage ; le monde européen qui a imposé ses structures sociales, économiques et culturelles par l'oppression, et enfin ce qu'on oublie souvent et qui est le lieu de notre histoire, c'est à dire l'Amérique. Parce que le paysage n'est pas un décor mais un personnage central.

**SF :** A un moment, tu dis : « C'est vrai que la géographie a défait notre histoire », mais c'est aussi elle qui a fait notre histoire

**D.M. :** « A défait », est une allusion à l'étroitesse géographique qui est une des raisons pour lesquelles, pendant longtemps, les Antillais n'ont pas cru à leur existence. On pensait, dans l'idéologie de l'époque, qu'il fallait un minimum de dimension pour avoir droit à l'existence en tant que peuple. Et c'est une des raisons, parmi d'autres, qui a fait que nous ayons « raté le train des indépendances des autres pays africains avec lesquels nous luttons ».

Aujourd'hui, je crois que le problème est très différent. L'Antillais est en train de faire la synthèse ? Les Antillais depuis

l'abolition de l'esclavage en 1848, jusqu'à la dernière guerre mondiale ont avancé une revendication d'égalité vis à vis du modèle occidental : ainsi la lutte de l'esclave pour avoir le droit de porter des chaussures, de mettre une veste, pour avoir le droit de parler français...

**S.F. :** Le droit d'aller à l'école aussi ?

**D.M. :** Oui, surtout ! Car l'accès à l'instruction allait permettre de

la génération de Damas, Césaire, Tirolien, celle de la Négritude, s'est accrochée à un autre idéal.

**SF :** Qui était l'antillaise ?

**D.M. :** Voilà ! Qui était plutôt alors la liberté prise non plus dans le sens de l'identité avec l'Européen, mais qui revendiquait l'altérité, la volonté d'être quelqu'un d'autre. Et donc, on a mis en valeur la dimension africaine. Ce qui explique que le message de Césaire était non seulement adressé à la

fraternité : la fraternité des sociétés de la plantation ; de la Nouvelle-Orléans jusqu'à Bahia au Brésil, aux deux extrémités de l'arc Caraïbe.

**SF :** Aujourd'hui, qui sont les Antillais ?

**D.M. :** Aujourd'hui, beaucoup d'Antillais pensent que les Antilles existent, qu'elles sont suffisantes comme peuple et comme pays. C'est une sorte de retour au pays natal qui a mis plus d'un siècle à s'opérer, puisque la première tentative avait été celle de trouver des solidarités extérieures. Et une fois l'île faite, il a fallu, pour avoir conscience de ce qu'elle était, faire un retour sur chacun des continents de nos origines pour voir exactement où nous en étions par rapport à chacun d'eux. Il a fallu cela pour prendre conscience de notre identité.

**SF :** Pourtant un des personnages dit à un moment : « Paris m'a moins aliéné que les Antilles de mon enfance ».

**D.M. :** Il se passait une chose très curieuse aux Antilles en 1960, on vivait une sorte de ségrégation douce. Par exemple, dans mon enfance, quand j'allais faire des courses, il n'y avait pas de queue : on servait les gens en fonction de leur importance.

« Paris m'a moins aliéné que les Antilles »...

vivre cette égalité, d'en faire la preuve par une réussite intellectuelle. C'est ainsi qu'on voyait les vieillards accompagner les petits enfants à l'école. C'était dans leur esprit le moyen d'accéder à « l'humanité ».

**SF :** Et cet état d'esprit a débouché sur la départementalisation de 1945 ?

**D.M. :** Départementalisation qui est donc la fin de ce processus et non pas comme on le dit trop souvent le début de l'assimilation. C'est la conséquence institutionnelle de ce qui était un désir depuis longtemps. La génération de 1945

Caraïbe, mais aussi à l'Afrique. Un autre exemple est celui de Fanon qui va devenir leader révolutionnaire en Algérie.

**S.F. :** Et l'Amérique ? Tu décris à la fin du roman la solidarité entre les Antillais et Angela Davis et les frères Jackson aux Etats-Unis.

**D.M. :** La solidarité avec l'Amérique a toujours été grande, même si on l'exprime peu. C'est une solidarité de gens qui ont subi le même type d'oppression, le même type de colonialisme aux mêmes dates. Ce qui crée une

## MAXIMIN

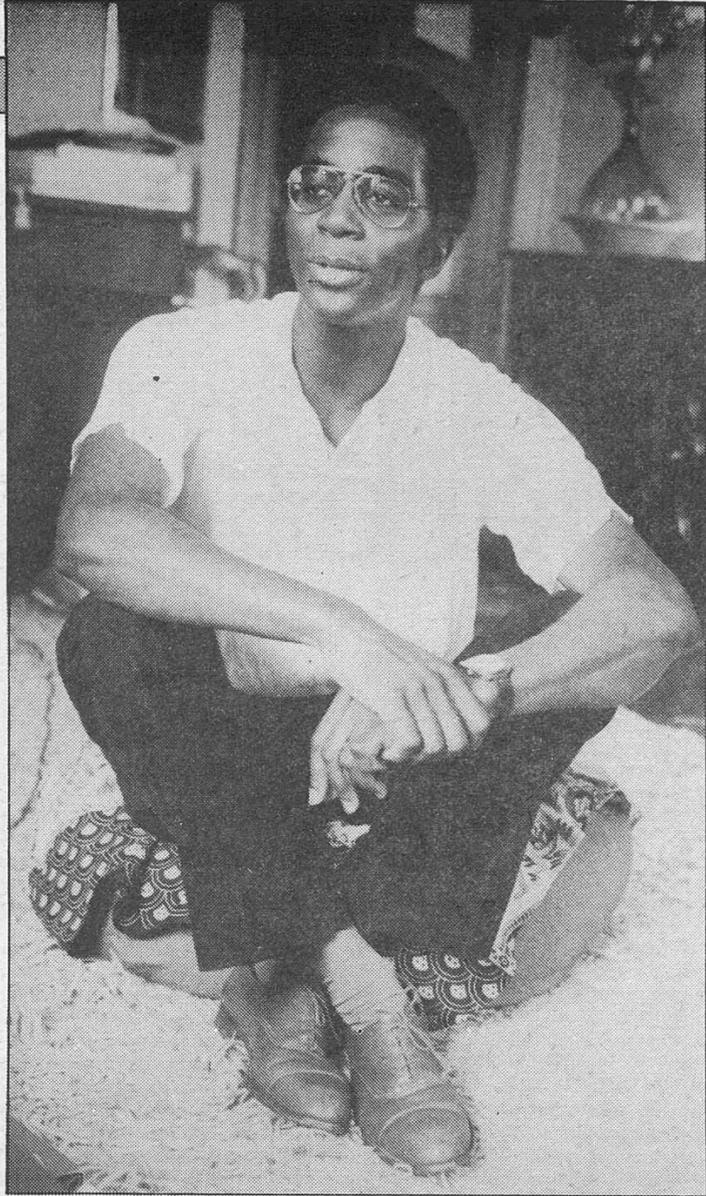
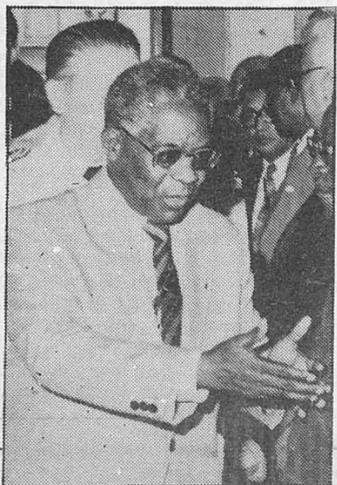
SF : *Donc de leur couleur ?*

D.M. : En particulier de leur couleur : les femmes de gendarmes à Saint-Claude, entraînent et automatiquement on les servait. Il n'y avait pas de scandale. Cela était admis. Ainsi les guadeloupéens regardaient de l'extérieur, derrière les grilles les « bal à blancs ». Et ils n'avaient aucun sentiment de haine, devant cette ségrégation. Personne ne pensait qu'on pouvait être à l'intérieur. Tandis qu'à Paris, un acte de ségrégation, dans le métro ou dans un magasin devient purement inacceptable. De plus, comme immigré, on découvrait un monde différent de celui de la Guadeloupe où n'importe quel blanc est supérieur à un noir ; à Paris il y a des blancs pauvres et opprimés, des blancs riches et oppresseurs. Chez nous, en plus il n'y avait, en apparence que deux choses : la révolte ou l'oppression, le « marronage » ou la tranquille soumission.

SF : *La fin du livre, tu fais dire à Antoine, un des personnages : « Pour le colonialisme, un département d'Outre-Mer est mieux qu'un Etat, donc nous avons raison de vouloir être libres. Seulement nous sommes engagés dans une vraie course de vitesse avec l'impérialisme, parce que, pour lui, un Etat c'est mieux qu'une Nation. Qu'est-ce à dire ?*

D.M. : Ce que dit le personnage, c'est qu'il se rend compte que tous les élans libérateurs, sauf peut-être les élans artistiques qui eux restent libres, se font dans des cadres imposés par le regard de l'autre. Tout ce que nous avons fait, en particulier, nous noirs colonisés, a été de revendiquer liberté et égalité d'après l'image que l'Occidental nous en donnait. Donc, il y a une sorte de jeu de miroirs. Face au héros blanc, on se fabrique un héros noir. Et cela nous poursuit dans nos diverses formes de lutte. Par exemple, au moment où Révolution Française a rétabli l'esclavage, Delgrès et les autres patriotes antillais ont voulu se battre dans les formes avec les armes de l'autre. Ainsi alors qu'Haïti s'est libérée parce que les révolutionnaires noirs ont brûlé les villes, chez nous en Guadeloupe, les deux armées ont fait la trêve pour éteindre les incendies allumés par des rebelles : le combat chevaleresque contre la guerrilla. Et cela continue encore, nous sommes trop souvent à la traîne de l'autre, de ce qu'il nous propose comme voie pour notre émancipation. Nos libérations politiques se sont toujours faites dans un cadre im-

Aimé Césaire,  
poète et leader du Parti  
Progressiste Martiniquais.



posé par la société occidentale au sens large : aussi bien la société libérale capitaliste que la société communiste. Et ceci au détriment des réalités ethniques, économiques et culturelles.

Ce piège, nous pouvons le découvrir, le démonter. Nous, aux Antilles, après la guerre, on nous a dit : « d'abord l'économique » et nous avons accepté de devenir plus « assimilés » en devenant des « départements d'Outre-Mer » avec comme compensation un développement économique nous plaçant artificiellement parmi les plus riches des pays pauvres. Si aujourd'hui, les D.O.M. votent plus à droite que le pays colonisateur, c'est parce qu'ils craignent de perdre les avantages économiques qu'ils ont gagné depuis trente ans par leurs luttes, parce qu'ils avaient placé cela en premier, avant la libération politique et culturelle ; ce que dit le personnage du roman, c'est qu'il faut réaliser l'union entre le projet politique, le projet culturel et le projet économique. Et seule la communauté nationale peut mener de front ces trois combats. Un parti peut mener un seul des combats, le combat politique, et même imposer un changement de statut. L'impérialisme à lui seul, peut imposer une transformation économique par la force. L'Etat indépendant n'est pas la garantie suffisante de la liberté de la Nation. Et ce qui est curieux aux Antilles, c'est que nous sommes « en retard », étant les derniers colonisés ; mais en même temps ce retard peut se transformer « en avance » dans la mesure où nous pouvons tenir compte de tous ces échecs de la décolonisation depuis trente ans.

SF : *Et pour l'avenir, comment conçois-tu ton rôle dans le mouvement de libération ? A un moment l'héroïne de ton livre affirme : « Presque tous les romanciers considèrent les Antillais comme des enfants au moment de prendre sommeil, dans le souvenir des contes et des enfants »*

D.M. : Toute une partie de notre art, je pense par exemple à « Adieu Madras, adieu foulard », est fondée sur la nostalgie. Face au monde d'oppression et d'esclavage nous nous sommes fabriqué un monde mythique. Le conte, l'exotisme, la musique, la relation avec la nature seraient les lieux de notre félicité et de notre révolte. Le rebelle possède tout ce que nous semblons ne pas avoir. Il faut lutter contre cet art de compensation. Mon roman je l'ai voulu multiple, c'est l'histoire de personnages qui écrivent et discutent de la manière de présenter notre histoire et qui changent parfois certaines scènes en fonction des événements actuels. Tout cela pour dire qu'il est toujours important de ramener les choses au présent. Même le passé est un instrument du présent et non pas un refuge ou un moyen de régler un problème actuel. Il faut assumer l'histoire pour la dépasser. Beaucoup de romanciers du Tiers-Monde ont peur d'assumer la réalité, alors soit le peuple est un noyau révolté soit il est à genoux avec en face le dictateur ou bien le héros qui va le réveiller, comme dans « Gouverneurs de la rosée ».

SF : *Mais cela ne se passe pas ainsi chez Césaire ?*

D.M. : Césaire est un des premiers à poser cette question de la distance infime entre le rebelle et le dictateur ; Lumumba hésite à demander des armes à Moscou. Christophe, lui tire carrément au canon sur les paysans pour les remettre aux champs, et le rebelle est carrément seul et incompris. Il a fallu du temps pour se débarasser du schéma christique d'un être exemplaire qui se dévoue pour tous. C'est la remise en question de cela qui peut nous faire avancer aujourd'hui. Une des plus grandes découvertes, à mon avis de notre fin de siècle se résume dans l'expression de Foucault « l'indignité de penser pour les autres ». Tous nos malheurs viennent de ce que les gens veulent faire notre bonheur à notre place, et cela sur tous les plans.

Propos recueillis  
par Aline N'Goala

## CULTURE

## Courneuve Un centre culturel pas comme les autres

Heureusement une recette miracle « la deuxième génération arrive à point. Une recette que l'on veut pimenter : on fait dans le « loubardisme. Lyon fut une bonne affaire. J'ouvre la radio une émission sur France Inter sur les loubards immigrés. Je regarde la télé : aux dossiers de l'écran : ces mêmes loubards, et le dimanche matin à Mosaïques encore ces mêmes délinquants. « Les malheureux - Ils voulaient s'ensortir », mais... ».

Je ne nie pas la délinquance très forte, je ne revendique pas une bonne image de marque pour le jeune immigré. Mais n'est-ce pas noyer le poisson dans l'eau et comme certains jeunes rencontrés à la Courneuve l'on dit : « Basta, on n'est pas des objets d'exhibition ». A la Courneuve on sait de quoi on parle.

Une cité de 4000 logements. Sarcelles à côté c'est le « Club Méditerranée ». Paris banlieue Nord une vie enfermée dans le béton. Beaucoup d'immigrés, mais ils ne sont pas les seuls. « Fresnes ou Fleury la Santé » est souvent une annexe de la cité, mais pas pour tous ; enfin quoi c'est une HLM comme tant d'autres avec ses joies et ses misères.

Un jour, un illuminé loue une grande salle et veut fonder une Société Anonyme de spectacle au cœur des « 4000 ». Le besoin se fait tellement pressent qu'il trouve des actionnaires, même parmi les jeunes. Chacun y va de sa poche ; mais les orientations du fondateur sont en opposition avec (les jeunes actionnaires devenus majoritaires) hic ! qui décident de faire de l'animation et non du lucratif. Le Théâtre Yuro de la Courneuve ouvre ses portes en Septembre sous forme de Fédération d'Associations.

Pour certains, le Théâtre Yuro apparaissait comme un repaire de Rockers. J'y suis allé un soir de concert reggae.

Le Théâtre est une expérience nouvelle, même dans la composition du public pas seulement des riverains. D'ailleurs si j'ai rencontré quelque blousons j'ai aussi aperçu des personnes plus âgées même une mère immigrée. J'y ai trouvé aussi beaucoup d'initiative et plein de projets, car les organisateurs ne veulent pas recréer une M.J.C. D'ailleurs il en existe juste une en face de leur immense local. « Des animateurs parachutés, qui nous désresponsabilisent, nous n'en voulons plus ; nous voulons nous prendre en charge, ne pas créer un centre culturel dans le béton, mais éclater celui-ci qui nous étouffe ». Actuellement, modestement ils organisent des concerts, c'est le plus facile avouent-ils mais des ateliers musique, existent déjà, ainsi qu'une section théâtre. « Nous voulons aller vers les gens de la cité notamment les femmes, entre autres les Maghrébines ».

Les enfants ne sont pas oubliés : un Les enfants ne sont pas oubliés : un

projet d'animation « L'oeil de la rue », est en cours ; pour les jeunes du Théâtre tout doit être prétexte à un dialogue. La rénovation du béton s'impose.

Des difficultés, ils en ont eu, des provocations, des bâtons dans les roues aussi : ainsi l'ouverture du théâtre avait failli être différée pour raison de sécurité. Ceux que l'on voudrait des loubards sont venus des HLM environnants restaurer les installations toute une nuit. Le matin tout fut prêt pour l'inspection.

L'animation traditionnelle ils en ont assez. L'un des jeunes est particulièrement virulent. Les clubs, les M.J.C., les colonies de vacances, la taule : il y est passé. Un policier, car ils ne sont jamais très loin un jour lui avait refait son procès publiquement lors d'une altercation devant le local. Aujourd'hui, il aime ce qu'il entreprend.

Le théâtre est une initiative avec les copains et il y croit dur comme



du fer. « Mais c'est pas la peine de faire un papier sur ma vie : donnez-moi de l'argent, je ferai mon bouquin moi-même », dit-il devenu méfiant.

Minuit le concert est terminé : Didier, Hocien et Jimmy bouclent les grandes portes. Demain il y aura encore beaucoup de travail.

Qui a dit que les banlieues manquaient d'initiative. Il suffit d'y faire un tour. Peut-être pour vous le 4 décembre car un gala de soutien avec Idir y aura lieu, et les prix des places défient toutes concurrence. Les concerts de qualité à prix raisonnable. C'est aussi leur but.

Bachiri Khedidja

## Coktail illustré

### Cinéma et TV : mariage ou divorce

Les jourées cinématographiques art et essai cinéma TV d'Orléans, se déroulent du 17 au 24 Novembre. Outre les films en compétition elles présentent cette année une rétrospective de la production Pathé (les années 50), une sélection du jeune cinéma international et réuniront le 21 novembre autour d'un colloque cinéma-télévision (le mariage ou le divorce), de nombreux professionnels de l'audio-visuel. Pour tous renseignements, APAE 561 16 15 ou 563 45 64.

### Carmen Jones en France

On vous annonce que « Carmen Jones », d'Otto Preminger, avec Dorothy Dandridge, Harry Belafonte, Paul Barley, 27 ans après sa sortie aux USA, le film légendaire qui fut en 55 l'événement du festival de Cannes, sortira enfin sur les écrans français en 82.

### Marco Polo en musique

Après bien des palabres, c'est finalement E. Morricone qui composera la musique de la superproduction « Marco Polo ».

### Votre enfant m'intéresse

Au cours de la réunion plénière du 26 octobre, la commission de l'aide à la diffusion s'est prononcée en faveur de l'attribution d'une subvention de 100 000 F au film de J.M. Carré, « Votre enfant m'intéresse », distribué par les films du Grain de Sable. Elle a également adopté le principe d'une subvention de 70 000 F au film de Daniel Kamwa, « Notre fille », diffusé par Forum Distribution.

### Colloque: les Entreprises en Afrique

Les 20 et 21 novembre se tient un colloque « Entreprises et Entrepreneurs en Afrique, XIX et XX<sup>e</sup> siècles », organisé par les universités de Paris XII et VII. Pour tous renseignements, contacter C. Coquery, Vidrovitch au laboratoire Connaissances du Tiers-Monde, UER Géographie-Histoire, Paris VII 2, place Jussieu.

## LIVRES

Juan Carlos Onetti: «Les bas-fonds du rêve»

# Un périple desespéré

*Femmes petites et dures ou longues silhouettes sans âges, hommes piégés, avançant à tatons dans une nuit épaisse : les personnages de Juan Carlos Onetti sont tous des damnés. Comme dans les tragédies antiques, tout est donné au départ.*

L'homme est irrémédiablement perdant et s'il traverse parfois un éclair de grandeur, c'est au fin fond de son imaginaire. Un tremblement sur une frontière indéfinie, aux limites du sordide ou du sublime, et qui bascule dans le néant, en une mort lente ou brutale, toujours palpable, toujours vécue.

Pour nous conduire sur ces chemins inutiles, dans une course folle vers le néant, au fil d'histoires

sans morale ni jugement, Juan Carlos Onetti a créé un climat de roman-policier, à seule fin de mieux nous surprendre. Car toutes les pistes qu'il nous propose sont fausses, tout n'est que tromperie. La vérité, le secret infini des êtres qui se noient, est posé dès le début, au hasard d'un objet. La première des nouvelles contenues dans le recueil, illustre parfaitement ce cheminement tronqué. Toute la vie d'un être est concentrée, enfermée, tel un parfum précieux, dans une petite mallette. Cette valise restera fermée jusqu'à la disparition de la femme et du songe. Elle ne sera ouverte, la femme ne sera révélée qu'une fois inaccessible.

Un piano, une scène rêvée et vécue pour mourir, la dernière victoire d'un vieux champion perdu, deux êtres neufs vampirisés par la ville de Santa-Maria : chaque nouvelle nous ouvre un infiniment possible. Mais elle nous donne aussi le goût amer et constant de la défaite qu'observent paisiblement, les notables et les policiers, tels des divinités antiques.

Car Santa-Maria, cette ville symbolique où se déroulent ces rituels

de la mort, suinte la mesquinerie, la petitesse. Sorte de guillotine provinciale, elle tranche aveuglément qui veut la dépasser. Tout ce qui se construit dans cet univers castre le rêve. Tout semble voué au pourrissement.

Actes mécaniques, constructions absurdes, grimaces de la vie, illusions laborieuses : la dernière nouvelle du recueil, « Aussi triste qu'elle » rappelle l'un des romans d'Onetti, « Le chantier ». On y retrouve une même obsession, celle des ressorts véritables de toute réalisation humaine, celle de la vanité et de la cruauté. Tandis que les personnages féminins sont presque toujours des êtres compacts, menaçants, meurtriers, presque haïssables à force de non-faiblesse, l'héroïne de cette nouvelle est totalement poignante. Non pas, comme la plupart des hommes parce qu'elle ne comprend rien à ce qui lui arrive. Mais simplement parce qu'elle tente d'exister en elle-même, dans une dimension qui déborde largement, les bornes ridicules de l'imaginaire masculin. Cette figure, à elle seule, détruit la misogynie apparente de certains récits. Inadaptés, incapables d'ex-



ploiter la bassesse de l'autre, quelques êtres se situent un peu en deçà de la glue inévitable, faite de haines et de petites vengeances.

Les bas-fonds du rêve ne sont rien d'autre. Quelques instants de beauté, quelques minutes d'une quête désespérée dans un monde sali jusque dans les profondeurs de ses racines.

La cruauté menée aux limites du supportable, le mystère confondu avec une impudeur totale, la rage de dénuder les êtres, de révéler l'inavouable, sont un cri de révolte.

L'art d'Onetti est de nous montrer ce que sont les hommes tout en suggérant l'immense champ des possibles qu'ils ont ratés. Et ce tableau inoubliable, ce trou béant où s'engloutissent les héros de cette galère, se creuse en nous tout doucement, nous dévoilant nos propres abîmes.

Fabienne Messica.

Juan Carlos Onetti : Les bas-fonds du rêve.

Nouvelles traduites par Laure Guille - Bataillon, Abel Gerschenfeld et Claude Couffon.

(Gallimard N.R.F. « Du monde entier »).

## Romans d'enfance

# L'Algérie, 20 ans après

### L'essuie-main des pieds

De Gil Aych  
(les Presses d'aujourd'hui)

...« Hin bin par exemple, c'est pas la peine si tu prends un bain de pieds chez quelqu'un de dire comme elle dit ta tante Rosette : « Passez-moi l'essuie mains de pieds ».

Le titre dit à lui seul le contenu du livre et chaque titre de chapitre, si on commence par le sommaire comme souvent, est un indicateur : les piments, la salade verte, aubergines et citron, les nouilles... C'est un livre sur l'exode d'une « tribu » juive de Tlemcen. Exode souvent loufoque où la nourriture et les odeurs tiennent avec les discussions politiques en famille toute la place. La guerre d'Algérie a fait fuir la famille par petits morceaux qui s'égrenent dans la région parisienne, en pays étranger où il faut parler le français de France. On recommande d'éviter le mélange typique des judéo-arabes de Tlemcen et d'autres régions d'Afrique du Nord où la langue française - pied-noire - a une syntaxe particulière et un vocabulaire parasité de mots et d'expressions arabes, eux-aussi abâtardis et encore dénaturés par la transcription en lettres latines, pour que les français de France puissent les lire... mais ils n'auront jamais l'accent. Ce livre de Gil Ben Aych est

**Parmi les romans de la rentrée où le Maghreb est souvent présent, trois romans d'enfance. Chacun d'eux se situe à l'époque de la guerre d'Algérie près ou loin de « la colonie », car il s'agit plutôt de l'histoire de ceux qu'on a appelés « les rapatriés ».**

**Des récits d'enfance qu'on n'a pas l'habitude de lire. Trois enfances très particulières, souvent drôles et émouvantes.**

un livre à lire à haute voix avec l'accent sinon, qui sera sensible à ce texte, à cette grammaire si propres à la langue des juifs tlemceniens ? L'auteur devrait faire une lecture publique de ce dernier chapitre où la grand-mère qui se croit toujours à Tlemcen, veut aller de Paris à Champigny à pied pour s'arrêter

chez les cousins, les oncles, les tantes, dire un petit bonjour... Elle refuse de prendre le métro et le bus. Lorsqu'elle arrive épuisée avec son petit fils épuisé lui aussi, elle doit se coucher aussitôt et pour trois jours. Mais le petit-fils raconte cette histoire avec tant de gaieté et de drôlerie comme le narrateur son enfance, que le tragique de l'exode n'étouffe jamais le récit.

### Lilou-Nuage

De Jean-Pierre Thibaudat  
(les éditions de Minuit)

« Lilou-Nuage » c'est le nom de squaw d'une petite fille de l'époque où on entendait à longueur de journée une chanson idiote et populaire : « Bambino, Bambino... Je sais bien que tu l'adores... ». Lilou-Nuage c'est le récit par fragments d'une enfance pendant la guerre d'Algérie, loin de

l'Algérie. L'histoire des guerres coloniales est racontée par un vieux, « le Vieux » un peu fou, dans une langue de soldat-poète, cruel et cynique. L'enfant l'écoute, mais il raconte aussi, en un récit parallèle à cette relation mythique et réaliste à la fois, son histoire quotidienne, et tendre avec Lilou-Nuage, la sauvagette acrobate et fantasque par qui il vit, pour qui il vit. Une histoire d'enfance qui est une histoire d'amour, dans une langue sans mièvrerie, violente et acide.

### Mama la Blanche

De Alain Vircondelet  
(Albin Michel)

« Maman la Blanche »... on entend « D'Alger la Blanche » ; « Dar-el-Beida » aujourd'hui presque 20 ans après l'indépendance.

Dans ce livre dont le texte se lit comme un hymne à la mère, à Alger, la Ville-Matrice, instance maternelle, Alain Vircondelet dit presque par « versets », sa passion pour sa terre d'enfance, sa mère réelle. Les odeurs, les noms qui se sont perdus la « Mouna », le « Créponé » et dont on veut garder la trace ; les gestes maternels sont les gestes domestiques des femmes de là-bas, juives et arabes. Des femmes d'Alger. Et sa mère, comme lui transplantée en 1962 dans le pays du brouillard, garde encore dans ce village des Pyrénées françaises le goût, le rire, l'humour du « pays ».

L.S.



## « Artisans du monde » Pour une autre relation avec le Tiers-Monde

Au 20 de la rue  
Rochechouart, une  
boutique d'artisanat  
d'ailleurs. Une  
vitrine aussi  
« inoffensive » que  
toutes celles des  
autres boutiques qui  
« fleurissent »  
Paris ...

L'intérieur est tapissé d'affiches, de peintures, de tracts. Au fond, un tableau noir nous signale une manifestation à l'ambassade d'Haïti. Sur des étagères, des livres, des documents, des objets parlent d'un autre monde. Du café de Tanzanie et de Nicaragua, des bronzes de Haute-Volta aux tapis hindous, le tiers-monde manifeste son existence.

Artisans du Monde : Centre de promotion de l'artisanat du « Tiers-Monde » ? Pas seulement !

Des livres classés par thèmes et par pays, pour enfants ou pour adultes, des revues, des documents sont là pour faire connaître, comprendre et approfondir la réalité de l'altérité.

Le centre de documentation, situé au premier étage, existe depuis trois ans ; ouvert à tous élèves, enseignants, parents, militants - il a pour but de compléter par des dossiers plus approfondis la démarche entreprise dans la boutique.

Un système de location de montages, audio-visuels, pour des animations actives dans les écoles, les M.J.C., les comités d'entreprises, est disponible. Une équipe est sur place pour conseiller. Elle est prête à se déplacer en association, ou non, avec d'autres groupes d'animation existant déjà.

Une section « Ecole et Tiers-



Alors, artisans du Monde boutique marginale ?

Non, nous répondent les deux permanentes et les bénévoles qui viennent régulièrement donner quelques heures de leur temps.

Nous ne voulons être ni marginalisés, ni récupérés par qui que ce soit. Artisans du Monde existe depuis 1974.

Al'origine : un groupe de personnes qui sensibilisés par les problèmes du « Tiers-Monde », et mécontents de leur traitement par les médias, ont décidé de mettre à la portée de tous ceux qui le désirent une information plus complète et objective sur ces pays. Commencée avec le Bengla-Desh et la Haute-Volta par l'intermédiaire de coopératives et producteurs non gouvernementaux, cette démarche se fait maintenant avec un très grand nombre de pays du « Tiers-Monde » qui sollicitent eux-mêmes cette forme de relations d'échanges.

La boutique une lucarne sur le monde :

La boutique est le moyen physique utilisé pour attirer les gens. On rentre par curiosité, on fouine, regarde, pose des questions et achète peut-être. Ici, l'objet le plus anodin est le support à une documentation. Chaque achat est accompagné d'une information sur le pays, la coopérative d'où il origine. Elle porte aussi sur la géographie physique, économique et politique du pays producteur et le détail de l'acheminement et des coûts du produit ou de l'objet jusqu'à l'acheteur.

(cf. la chaîne des coûts du café du Nicaragua).

Monde » travaille depuis trois ans à une critique des manuels scolaires d'histoire et de géographie, de la 6ème à la 3ème, par auteur et par éditeur. Elle a élaboré un dossier accessible à tous. Elle propose aux enseignants qui le souhaitent des fins de semaine « réflexions/analyse/formation » pour leur signaler le manuel le moins mauvais et définir avec eux une animation étalée sur l'année pour compenser les manques.

De la boutique artisans du monde à la fédération artisans du monde

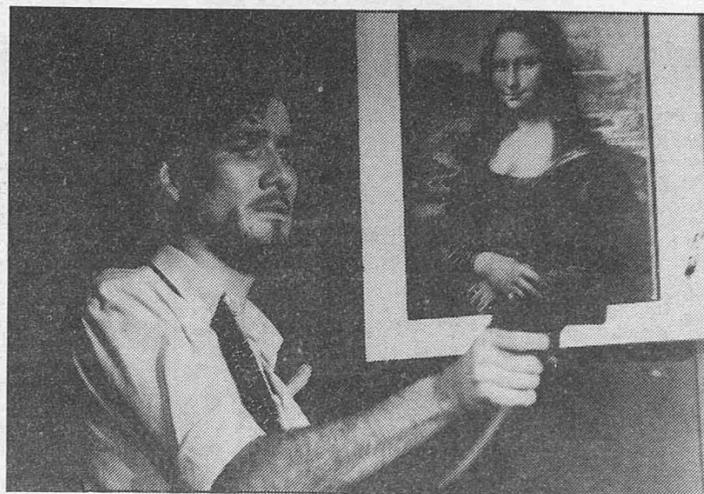
Les 33 boutiques de France se sont regroupées en une fédération régie par la « Loi 1901 » et se définit comme un centre de sensibilisation en vue de promouvoir un changement en profondeur de la mentalité dans les rapports avec le « Tiers-Monde » pour changer la société en France. La fédération Artisans du Monde veut marquer sa solidarité avec le « Tiers-Monde » par des actions concrètes permettant, ainsi, aux producteurs des pays « en voie de développement » d'échapper, pour partie, aux circuits du « grand commerce international ».

Elle veut aussi soutenir les groupes et collectivités qui luttent-ici - contre toute exploitation.

La fédération a pour but ultime que les relations Nord/Sud cessent d'être des rapports de domination à sens unique et que s'instaurent des liaisons entre partenaires basées sur une égalité réelle.

Le rêve de la Fédération : ne plus avoir à faire de l'information sur le « Tiers-Monde » !

Osange Silou



« Vinci avait raison »

## Une certaine gêne

Les jeunes foutent la merde, mon brave monsieur, leur faudrait une bonne guerre et en attendant, la chlag !

Prenant le raisonnement au pied de la lettre, Roland Topor a écrit (en 74) une pièce jugée scandaleuse lors de sa création à Bruxelles en 75. Respectant toutes les règles du drame bourgeois - d'où sa force - la pièce nous conte les déboires du couple Moreau aux prises avec leurs toilettes bouchées. Le drame se noue à l'entrée des Boudins (amis de Boufard invités pour le week-end) et éclate lorsqu'on découvre avec horreur que de mystérieux « zéccrémements zhumains » envahissent toute la maison, jusqu'à la rôtissoire. Qui est le coupable de ces exactions ? Est-ce Guy Boulou (Bernard Buffet) inspecteur de police néanmoins atteint d'une frénétique colique ? Sa femme Josette (Isabelle Eskenazi) nymphomane qui, après avoir flirté avec le maître de maison, dépuçèlera le fils de celui-ci ? Colette Moreau, (Christelle Durand), la maîtresse de maison, pourtant apparemment au-dessus de tout soupçon ? Robert (Christian Sauchon), le fils attardé dont le passe-temps favori semble être de faire dans sa culotte ? Ou bien Inge, la bonne suédoise (Louise Meschini), secrètement éprise de

Robert ?

Telles sont les questions auxquelles s'efforcera de répondre Alain Moreau (Christian Geffroy), commissaire de police traquant l'ennemi intérieur sous le regard immaculé de Mona Lisa, « la seule qui ne chie pas ».

Ce n'est qu'après avoir torturé son fils pour en obtenir des aveux que notre commissaire de héros découvrira la vérité, à laquelle il ne résistera pas. Châtiant les coupables, il fera s'achever la pièce dans le sang et la merde, à l'image d'une société dont il se veut le défenseur.

Si on rit beaucoup au cours de ce spectacle présenté jusqu'au 8-12 par le Théâtre des Insensibles - jeune troupe née en Avril et composée d'anciens élèves d'un cours d'Art dramatique, limogés pour « cause d'insensibilité » (eh oui, ça existe encore !) - on ressent tout de même une certaine gêne : le théâtre n'aurait-il rien d'autre à offrir que le pastiche de l'éternelle agonie de ses formes dépassées ? A trop vouloir enterrer les cadavres, on les ferait presque resusciter ...

Marc Weitzmann

« Vinci avait raison », de R. Topor, par le Théâtre des Insensibles, au Café d'Edgar, 23 heures, m<sup>o</sup> Edgard Quinet.

## Cinéma

### L'Ombre rouge

Et si ce style d'écriture cinématographique qui n'est pas sans rappeler la bande dessinée résultait non pas d'un budget squelettique mais d'une démarche délibérée permettant de mieux fouiller les personnages ?

Ce film traite d'une période qui continue de diviser la gauche et l'extrême gauche : le début du stalinisme illustré par les premiers procès de Moscou et le rôle du premier Etat socialiste dans la guerre d'Espagne. Jean-Louis Comelli ne s'est pas fixé pour tâche de déterminer avec précision la date de la dégénérescence du socialisme en URSS, il laisse ce débat à d'autres ; il s'est contenté à travers ses deux principaux personnages : Anton et les tous deux agents du Komintern, de faire revivre pour nous, les espoirs et les doutes qui animaient les militants communistes de l'époque.

Outre le courage d'aborder un tel sujet au cinéma, il faut souligner que le film ne sombre jamais dans le pensum politique car il est traité à la manière d'une intrigue policière. Un défaut toutefois, la reconstitution scrupuleuse des décors et des costumes de 1937 frise parfois l'esthétisme : d'où un côté rétro. Après « La Cecilia » (1975) et « L'ombre rouge », on attend avec impatience le prochain film d'un jeune cinéaste au talent prometteur.

Frank Roussel

Ceux qui voudront conserver une trace écrite du film, peuvent se procurer le numéro hors-série des cahiers du cinéma, intitulé « Dans les griffes de L'Ombre rouge » il y trouveront à la fois un résumé du scénario et des dialogues, une B.D. de Ted Benoit ainsi qu'un complément historique.



Vus par Peira Cava

## Coup de torchon

de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret, Isabelle Huppert, Jean-Pierre Marielle, Stéphane Audran, Guy Marchand et Eddy Mitchell

Tavernier se situe actuellement parmi nos dix plus grands metteurs en scène de cinéma. Ici, parti d'un polar américain, il a fait un film d'une rare densité psychologique. Il faut dire que dans cette entreprise, il est servi par une brochette d'acteurs qui rivalisent de talent sans pour autant, comme c'est bien souvent le cas, se tirer dans les pattes les uns les autres.

Tout au contraire, ils se complètent, se secondent, se mettent réciproquement en valeur.

Mais l'ensemble est dominé par Philippe Noiret, qui, une fois de plus, fait une création magistrale ; pourtant au départ, son personnage n'est pas « tout fait ». Mais au fur et à mesure de l'action, Noiret le construit devant nous, lui donne réalité, sa réalité profonde qui au début est loin d'être évidente.

Aux côtés de Noiret, dominant la participation féminine : Isabelle Huppert. J'ai, par le passé, écrit beaucoup de mal de cette comédienne. Non seulement je la trouvais profondément antipathique, mais considérais qu'elle jouait la comédie comme une « saucisse ». Eh bien c'est terminé. Je reviens sur mon jugement : à partir de ce film, Isabelle Huppert est pour moi une remarquable comédienne, et en cela elle cesse de m'être antipathique.

Autour de ces deux monstres, Marielle, Stéphane Audran, Guy Marchand et Eddy Mitchell rivalisent de savoir-faire et le font bien.

Allez voir ce film, ne perdez pas une minute, il est plus que bien torché.

## Une affaire d'hommes

de Nicolas Ribowski

C'est un film emmerdant comme la pluie. En plus il neige. Si au moins il avait fait soleil, j'aurais pu bronzer et épater ainsi les promeneurs des grands boulevards en ressortant de la salle.

Trintignant est sinistre comme d'habitude. Brasseur, laid comme un poux et ces deux pauvres hommes de comédiens, font des pieds et des mains (et des bras de fer, comme le montre l'affiche), pour tenter de sauver une histoire où l'on pédale non seulement à bicyclette mais également dans la choucroute.

Pourquoi le G.I.P.S.Y. vient-il parler de tests et de psychologie dans « Sans Frontière » ?

Pour montrer qu'en France, les tests, à l'heure actuelle sont des instruments de ségrégation sociale/raciale.

Nous comptons lutter contre cet état de fait en présentant les tests les plus employés et en donnant les réponses dans le journal. Nous commencerons par les tests d'orientation scolaire.

COMÉDIE DE PARIS  
COMÉDIE DE LA VIE



Les tests, beaucoup d'immigrés y sont confrontés, à l'école, c'est sur le Q.I. (coefficient intellectuel) qu'on enverra de nombreux enfants vers les voies de garage de l'instruction publique ; à l'embauche, de nombreux tests permettront de placer les « non français » dans les postes de travail des plus ingrats et ceci, en se cachant derrière un alibi de neutralité scientifique.

Il n'en est rien quant à cette neutralité, dès leur création, les tests et la cuisine statistique d'une psychologie dite scientifique sont entachés d'une volonté d'exclusion, s'appuyant sur les pires préjugés tant envers les « étrangers » qu'envers les classes les plus défavorisées. Les tests sont de fait au service des classes dirigeantes pour maintenir des différences qu'elles disent innées, naturelles.

Il est indispensable de rappeler brièvement le poids qu'a eu la psychologie dans l'élaboration du racisme.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est généralement salué comme celui de la naissance des grandes sciences modernes, pour ce qui nous intéresse ici, il s'agit des sciences humaines (biologie, évolution, génétique, psychologie) ; c'est bien entendu le siècle qui « inventa » le capitalisme le plus sauvage, ça, on le dit moins souvent et surtout on oublie facilement de lier l'apparition de ces sciences et ce « grand bouleversement économique ».

C'est pourtant en Angleterre et aux Etats-Unis que la cuisine du rejet social/racial va s'élaborer ; il est vrai avec un instrument de grande valeur, à partir de 1905, et celui-ci, bien français de naissance : le test d'intelligence, soi-même.

Les positions racistes existaient depuis longtemps déjà, mais l'essor de ces nouvelles sciences et surtout les interprétations abusives et idéologiques de certains des énoncés allaient permettre aux plus racistes de se servir d'arguments dits scientifiques. Ils allaient pouvoir répandre leurs idées grâce à une nombreuse presse à leur solde et aussi grâce à de nombreux organismes d'état dont les représentants partageaient leurs opinions.

C'est ce rapide historique que nous tracerons dans le prochain numéro.

Gipsy - Boutique de psychologie. Librairie 1984, 22 bd de Reuilly, Paris 12<sup>e</sup>. Permanence : vendredi, ... 20h.

ANNONCES

**LE 28 NOVEMBRE** : Marche nationale sur Paris - mobilisation massive et unitaire de toutes les organisations et associations françaises en solidarité avec les peuples d'Amérique Centrale. Comité Salvador - 68, rue de Babylone - 75007 PARIS - Tél : 555 25 54 de 9 h à 13 h

**M.R.A.P.** : Dans le cadre de la préparation du colloque « expression et répression des différences », une journée de réflexion aura lieu sur « L'homosexualité et le racisme » avec la participation de six organisations concernées, le 28 novembre à 15 h au 1 rue P. L'Hermite dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement - PARIS -

**ALGERIENNES** : Compte tenu de nos faibles forces notre travail de groupe s'est restreint à établir des contacts et discuter dans les citées, à la sortie des lycées, dans les marchés avec des femmes ou des filles de la nécessité de se retrouver et engager un travail.

Lors de nos discussions certains problèmes tels que : papiers, nationalité (jeunes nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1963) chômage, logement, études, poids des traditions, isolement de certaines femmes, santé etc... ont été soulevés. Nous sommes toutes touchées par ces problèmes, c'est pourquoi il est important - car rien n'est fait dans ce sens - de se retrouver d'abord entre femmes, c'est un besoin pour beaucoup d'entre nous, non pas pour théoriser sur la condition de la femme ou pleurer sur son sort mais pour agir.



Vous pouvez vous mêmes nous contacter le samedi de 15 h à 16 h au foyer des jeunes, Rue Lamartine, Nanterre - Ville - 92000 -

**DROITS DE L'HOMME** : La ligue des droits de l'homme édite une série de cinq cartes postales (vertes, blanches, jaunes, bleues, oranges) pour 10 francs les 10.

Pour mener une action commencée depuis l'aube de ce siècle avec l'affaire DREYFUS, poursuivie au temps du Front Populaire, et prolongée dans la Résistance.

Pour tous ceux qui souhaitent se battre pour la justice et pour la liberté, la protection des droits fondamentaux de l'individu.

**LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME**  
27, RUE JEAN DOLENT 75014 PARIS - 707 56 35

protection des droits fondamentaux de l'individu. La ligue des Droits de l'Homme - 27, rue Jean Dolent - 75014 PARIS - Tél : 707 56 35

**CATHOLIQUES** : Rencontres et dialogues en Europe avec un groupe de théologiens africains invités par la Société Africaine de culture (présence Africaine) : M.P. Hebga, S.J., professeur à l'institut catholique de l'Afrique de l'Ouest (Abidjan), N.Ossama, S.J., supérieur du séminaire de Mwolye (Yaoundé), O.Bimwenyi-Kweshi, secrétaire de la conférence épiscopale catholique du Zaïre (Kinshasa). Ils interviendront sur le thème : Pour un concile africain ? l'Afrique et le christianisme d'hier à demain, le mercredi 25 novembre 1981 à 17 h 30 salle des actes.

Rencontre de ces mêmes théologiens avec les étudiants et les enseignants du cycle des études du doctorat en théologie de l'institut catholique de Paris, le lundi 30 novembre 1981 à 20 h 30 salle des conseils.

**PSYCHOTHERAPEUTE - Psychanalyste Maghrébin** reçoit sur rendez-vous - tél : 842 22 72 avant 10 h, après 20 h

**RECRUTE** : Vendeurs de posters appeler Amar Tél : 262 89 22 - Matin - soir

COURS

**FORMATION** : Les mardis de formation - le CRIDEV, 41 avenue Janvier 35100 - RENNES

**Thème le 24 novembre** : Bretagne - Tiers-Monde - Quels liens pour quels développements. Le 1<sup>er</sup> décembre : la Namibie, territoire étage de la République Sud Africaine.

**ARABE** : On vous signale des cours d'Arabe en formation continue. Arabe moderne : débutant et avancé - stage : permet l'accès rapide à l'oral, aux structures grammaticales, à la lecture et à l'écriture. La langue enseignée sous le titre « arabe moderne » permet d'être compris dans tous les pays arabes et de s'adapter à n'importe quel idiome. Durée : 80 heures, à raison de 4 h par semaines.

Nombre de places limité. Méthode audiovisuelle « du golfe à l'océan » (la plus récente du centre de recherches et d'études arabes). De novembre 81 à mai 82.

Pour ces cours, s'adresser : université de Grenoble, centre de formation continue, BP 25 X 38040 Grenoble cédex Tél : 44 82 18, poste 282. Septembre-octobre 1981.

**IMMIGRATION** : Le collectif tiers-monde, artisans du monde organise une quinzaine d'informations à Poitiers, du 30 novembre au 12 décembre 1981 sur les thèmes : immigration - racisme - expulsion - sous le titre suivant : « La mal vie ».

Dans le même temps se dérouleront également à Poitiers, du 7 au 15 décembre, les deuxièmes journées internationales des cinémas de l'immigration. S'adresser au collectif tiers-monde - 163, Grand-Rue - 86000 POITIERS

MEETINGS

**PAIN ET LIBERTE** : Asti de Colmar - 29, rue de Mulhouse 68000 - Colmar.

L'Association « pain et liberté » - A.S.T.I. (association de solidarité avec les travailleurs immigrés) regroupe des colmariens, français et immigrés, qui luttent ensemble pour l'égalité des droits dans une société multiculturelle. Elle tiendra son assemblée générale le vendredi 20 novembre 1981 à 20 h 15 au sous-sol de l'église Saint-Jean à la ZUP Colmar (Rue de Rome). Au cours de cette assemblée générale aura lieu une table ronde, débat public, ayant pour thème : « L'enfant immigré et l'école ».



**SUR-ARMEMENT** : La liberté passe-t-elle par le sur-armement service militaire maintenu à un an, construction de sous-marins nucléaires, reprise des essais atomiques ; le gouvernement que nous avons élu en mai ne s'aventure pas en ce qui concerne les questions militaires, hors des sentiers battus. Au delà des querelles qui opposent les grands partis politiques sur le nombre de sous-marins ou la durée

avoir affaire à celle-ci. Alors faut-il supprimer le service militaire ? Et l'armée doit-elle être composée de militaires de carrière pour ne plus avoir à aller ? Doit-on dénucléariser l'Europe et laisser l'URSS et les USA seuls détenteurs de l'arme nucléaire ?

Face à ces choix, n'y aura-t-il que des ripostes ponctuelles, ou bine existe-t-il une alternative cohérente ? C'est pour tenter de répondre à ces questions que l'association SUNTSE vous invite à ce débat le samedi 21 novembre 1981 à 19 heures - débat contradictoire nous l'espérons, avec la participation du mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté. Salle Saint-Bruno (à l'angle de la rue Pierre l'hermite et de la rue Saint-Bruno, Paris 18<sup>ème</sup>, métro la chapelle ou barbès).

**LE SIONISME** : Hier et aujourd'hui - Quelles chances de paix au proche orient ? : Conférence-débat présidé par : Monsieur Krauss, responsable de la commission antisémitisme du M.R.A.P., avec la participation de : Monsieur Halevy, écrivain et journaliste israélien, Monsieur Cavalié, responsable du mouvement pour la paix, un leader des droits de l'homme, un représentant palestinien. Ce débat sera suivi d'un film : « comme la mer et ses vagues » de Edna Politi qui assistera au débat. Le 22 novembre 1981 - Salle Vasse - de 15 h à 22 h -

ayant pour thème : « l'enfant immigré et l'école ».

Des enseignants français sensibilisés aux problèmes des jeunes immigrés et des enseignants étrangers chargés d'enseigner la culture d'origine participeront au débat. Toute personne s'intéressant à ce problème est cordialement invitée à cette soirée d'échange. Le Comité de l'ASTI.

**RADIO SOLEIL**  
98,2 Mhz  
La fréquence Multi-Raciale  
Tél : 797.00.85

de 20 h à 2 h du matin samedi et dimanche non stop pour toute correspondance et soutien financier  
85 bis, rue Ménilmontant 75020 - Paris

TAULARDS

**COLOMBIEN** 20 ans, incarcéré injustement depuis 5 mois, cherche certificat de logement pour obtenir liberté provisoire, Parrado MNEDEZ Germain 106 860 D1 M2 45

**ANTILLAIS** Je suis Antillais âgé de 20 ans, mes passions sont la musique et la danse, et je désirerais correspondre avec



une jeune fille assez sympathique. Je suis en détention à Fléry Mérogis et cela m'aiderait à vaincre cette dure épreuve. ARBAUT Iro, 102394 D206

**SEUL** Dans cette solitude, je voudrais lier amitié avec toutes personnes qui puissent nous comprendre, je suis brun aux yeux verts et j'ai 28 ans. TOUENTI 109249 G1 15

**18 ANS** J'aimerais correspondre avec JF, je suis en détention depuis un mois et n'ai personne pour me soutenir moralement. Je viens d'avoir mes 18 ans, je mesure 1,73 m, j'aime la moto et la soul musique RABEHI Zaimeddine 6054 Bt 206

**YEUX MARRONS** Français d'origine tunisienne, 1m72, brun, yeux marrons, peintre amateur, sportif, aime la musique, les voyages et écrire. Voudrais avoir des correspondants de toutes régions de France et de tous âges. Rachid LOARABI 106108 cel D2 48

**MAROCAIN** âge 23 ans, cheveux noirs, yeux marrons, taille 1m68, nationalité marocaine, aimerait correspondre avec ami(e)s afin de lier une amitié durable, Mohammed ZERAI 109153 D2 35

**AMITIE** Au teint mat, âgé de 19 ans, cherche femmes ou homme âgés indifférents pour lier amitié ou plus avec femmes et pour soutien moral AB-DERRAHIM Sabbani 5903 cel A 311

**KABYLE** jeune Algérien d'origine kabyle, désireux de correspondre avec hommes ou femmes de 20/40 ans pour lier amitié durable et plus, annonce sérieuse et sincère, réponse assurée à tous et à toutes. Merci d'avance. OUKED Saïd 205101 D4

**ALGERIEN** Je suis jeune Algérien de 26 ans, incarcéré depuis quelques jours, je désire correspondre avec personnes de 18/35 ans de tous pays, toutes races, parlant français. J'espère aussi rompre ma solitude et lier amitié avec tous et toutes réponse assurée. MANI ALI 206179 D4

**FIFTY-FIFTY** Je suis un half américain et half africain, j'ai 21 ans, je parle anglais et français. J'ai mon bac, enfin je cherche une fille pour mariage, qui parle anglais ou français à deux pour le plaisir de la vie assez sympathique et sincère entre 19 et 25 m'importe race si tu est OK avec moi, then write to me very soon, alright, écris-moi vite. Merci. Mohammed Hassan, N. 309 D 1-17 68. Bd Albert Einstein BP 507 44026 Nantes.

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière, 33 bd Saint-Martin, 75003 Paris - c.C.P. 420 900 F Paris »

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement  Règlement

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

MUSIK

**NEW-MORNING** : 7, 9, rue des Petites Ecuries - 75010 - Paris. Jusqu'au 21 novembre : George Coleman Octet

Le 23, *Toshiko Akyoshi lew tabackin big band* (16 musiciens)

Le 25, *Dollar Brand's african group*

Le 27, *Randy Weston*, piano et Big Black, percussions.

Les 28, 29, 30; *Dollar Brand's african group*

**THEATRE NOIR** : 23 rue des Cendriers

Jusqu'au 22 : Joby Valente, *chansons afro-caraïbes* à 20 h 30

Dimanche 22 : à 17 h 00, un concert exceptionnel, *rythmes afro-reggae* avec Azikmen

Du dimanche 24 au Dimanche 29 : du jazz avec *Lou Bennet*, tous les jours à 20 h 30

**BATACLAN** : le 25 et 26 novembre à 19 h 30, pour la première fois à Paris, du reggae en exclusivité avec *"Prince Fari"*.

**PALACE** : 8, rue du Faubourg Montmartre - 75009 Paris

Jeudi 26 novembre à 19 h 30; *John Martyn* pour un concert.

**MUTUALITE** : rue Saint-Victor

En concert le groupe *"Cimarons"* pour du reggae super free.

**INTERCLUB** : 17, 47, rue de Saussures (Mo Rome ou Villier)

Trois jours de jazz du 26 au 28 novembre.

Jeudi 26 : à 20 h 30 : Alain Zinapé trio avec Arnaud Jarland (batterie), Jean-Pierre Bauger (basse) et Alain Zinapé (guitare).

A 22 h : *Circo del Arca* avec Eduardo Kohan (saxes), Igor Francesco (flutes) et Alicia Jara (guitare).

Vendredi 27 novembre : à 20 h 30 *Malo Vallois quartet*

A 22 h : *Lem Quartet*

Samedi 28 novembre : à 20 h 30 : *Lem Quartet*

A 22 h : *Boeuf Mode*

**ESPACE MARAIS** : 22, rue Beautreuil

Le 29 novembre, *piano jazz* avec Daniel Cobbi

**LUCERNAIRE FORUM** : 53, rue Notre Dame Des Champs

Dimanche 22 novembre à 18 h 30 : *Pierre Baudet-Gony* au piano

Lundi 23 novembre : *Pierre Aegerter* au piano donne Beethoven à 19 h 45.

A 21 h : *Yalta del Sur*, tangos et chansons du Rio del Plata jusqu'au 28.

**SARTROUVILLE**, *Devin Coyne*, rock le 10, 20h30, Théâtre (914 23 68)

**ETAMPES** *Lazare Kenmegue*, danses et percussions africaines, le 13, 21h, Théâtre (494 80 90)

**COURBEVOIE**, *Atlantico*, rock tropical, le 7 21 h, Maison pour tous (333 63 52)

*Yaga, reggae, le 14, 21 h, id.*

*Gubitsch-Calo*, musique d'Argentine, le 26 à 21h.

**STRASBOURG**, *l'enlèvement au sérail*, opéra de Mozart, dir. mus : W. Hornsteiner-Cl. Schnitzler. Mise en scène : M. Dittmann Avec : Y. Kenny, D. Bryant, P. Barbacini, F. Stricker, Ph. Devine, H. Muller.

Les 27, 29, 20h15 : le 7-12, 20h15, Théâtre (36 43 41)

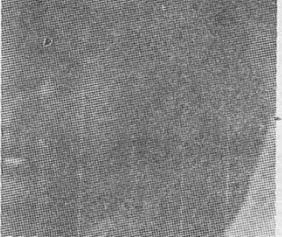
*Chick Corea*, le 23 20h, Palais des Congrès.

**ORLEANS**, *Semaines musicales internationales* (62 51 04). Sept fois Plus, spec. musical de Franck Royon Le Mee, création par le G.M.E. Marseille, groupe dunes, Janos Neguesy, violon électronique, le 27, 20H30, MCO.

**MONTPELLIER**, *Claude Nougaro*, le 23, 21h.

**METZ** : 10èmes rencontres Internationales de *Musique contemporaine*.

**TARBES**: *José Afonso*, le 27 20H30, CC du Parvis à Ibos.



**SAINTES** le 27 Novembre, *Marcel Amont*.

**AIX EN PROVENCE**, 24 Novembre, *Quarteto Cedron*.

**ANNECY**, 24 novembre à la M.J.C. 52 rue des Marquisats, *Louissette Dussault*.

**CLUSES** le 25 novembre, M.J.C. Av. Georges Clémenceau, *Louissette Dussault*.

**ANNEMASSE**, 26 novembre, M.J.C. rue du 8 mai 45, *Louissette Dussault*.

**DAMMARIE LES LYS** : le 28 à 21 h, *José Afonso*

**COURBEVOIE** : le 26 à 21 h à la Maison pour tous, *Gubitsch-Calo* musique d'Argentine.

**SAINTES** : le 26 à 20 h 45 *Leny Escudéro*

Le 27 à 21 h *Marcel Amont*

**CENTRE CULTUREL DU PARVIS A IBOS**. 28 novembre-*José Afonso*.

CINE

**MEXIQUE** : Au Centre Culturel, projection du court métrage *"El Desencarnado"*. Version originale sous-titrée, film 16mm de René Villareal, d'après un conte de Salvador Alizondo.

**YUGOSLAVIE** : Projection le 27 à 20h30 du film : *"Te souviens-tu de Doli Bel"* de Emir Kusturica. Ce film a obtenu le prix "l'Arène d'or" au festival de Pula et le "Lion d'or" au festival de Venise, le prix du jury international des critiques de cinéma. Le sujet du film : les hauts et les bas d'une famille des faubourgs de Sarajevo dans les années 60. Salle du Musée des Arts Décoratifs, 109 rue de Rivoli (1er).

**MAGHREB** : Cent ans de fouilles françaises en Egypte au Musée d'Art et d'Essai, 13 avenue du Pt Wilson.

**YUGOSLAVIE** : Expo des artistes yougoslaves vivant en France. Une occasion de plus de faire connaissance avec la création des Yougoslaves, dans leur effort pour développer les traditions culturelles de leurs peuples et nationalités. Il y aura

**LE DENFERT** : 24 place Denfert (14°)

Vendredi 20 : *Les longues vacances de 30* ; *Vacances royales*.

Samedi 21 : même programme.

Dimanche 22 : *Les longues vacances de 36* ; *Espoir* ; *Prague, l'été des tanks* ; *Vacances royales*.

**AFRIQUE ET CINEMA** : Suite à Marseille de ce festival.

Mercredi 25 : *Lettre paysanne*, de Safi Faye.

Jeudi 26 : *Le troisième jour* de Edouard Saily, poème visuel illustrant l'état d'âme d'un jeune pêcheur tchadien.

*Demain à Mangala*, de Joris Ivens, ce film est un documentaire fiction sur les indépendances africaines.

Dimanche 29 : Solei O, de Med Hondo.

**ANNECY** : Au centre d'action culturelle de la région annecienne/Bonlieu (45 26 85)\*

Le 21 et 24 : *Seuls*, de F. Reusser ; l'Espace 300 à 20h, 22h30.

Samedi 21 : à 14h et 17h : *Moby Dick*, à la Maison Enfance

17h, 20H30 : *Cinéma la Cécile*, Hans Staub photo-reportage.

21h : *Cycle Elia Kazan : Viva Zapata* (MJC Marquisats)

Mercredi 25, à 14h, 17 h : *Le Cinocho, Les Enfants du 67*.

EXPOS

**ORLY** : au centre culturel *Magogh-Triolet*

*"Homage à Léon Gontran Damas"*.

Exposition de photos-poèmes

"Poésie nouvelle où ne manquent déjà et ne manqueront demain aux mains les plus habiles, ni les images vives, ni les émotions poignantes, ni les puissants contrastes d'ombre et de lumière, ni les sévères enseignements..." (Léon Gontran Damas, 1947).



malgré le pourrissoir malgré le défi malgré l'interdit qui suspend sa plume malgré tant et tant de malgré

**MEXIQUE** : au centre culturel. Exposition *Gunther Gerso*, 14 sérigraphies sur les poésies Nahuatl, de l'Arbre Fleuri. C'est au 47 bis ave. Bosquet 75007 jusqu'au 22 décembre.

Livre : présentation du livre de Juan Carlos Onetti, *"Les bas fonds du rêve"*, choix de textes, paru aux éditions Gallimard, traduit par Laure Bataillon, Claude Couffon, Abel Gerschendorf avec leur participation.

**MEXIQUE** : au Petit Palais vient de s'ouvrir une exposition *"Mexique d'hier et d'aujourd'hui"* pour la première fois en Europe, les plus belles pièces découvertes depuis dix ans sur le site du *"Templo Mayor"*, le plus grand temple aztèque détruit par les conquistadores en 1521.

**MAGHREB** : Cent ans de fouilles françaises en Egypte au Musée d'Art et d'Essai, 13 avenue du Pt Wilson.

**YUGOSLAVIE** : Expo des artistes yougoslaves vivant en France. Une occasion de plus de faire connaissance avec la création des Yougoslaves, dans leur effort pour développer les traditions culturelles de leurs peuples et nationalités. Il y aura



des oeuvres de peinture, sculpture, tapisserie et artisanat populaire. Centre Culturel de la RSF de Yougoslavie, 123 rue Saint-Martin 75004 (Tél. 272 50 50)

**INDE** : *Dieux de l'Inde* du sud dans l'imagerie populaire.

Bronzes, peintures, images et bois composent cette très belle expo du musée Guimet, 19, avenue d'Iéna

Tél : 723 61 65)

**ANNECY** : à l'hôtel de ville Seynod, du 16 au 27 novembre

*"La consommation"* par l'UROC.

**VAIRES** : Le groupe terre des hommes de Vaires-sur-Marne, présente une expo sur le thème :

*"Les exclus du quart monde ici Tiers-monde, là-bas, une fatalité ?"*, le 28 novembre à 20 h 45 aura lieu la projection du film *"Genèse d'un repas"* avec la participation du réalisateur Luc Moullet.

Pour tout renseignement, s'adresser à M. et Mme Lavergne, 14 rue du Colonel Moll - 77360 - Vaires-sur-Marne.

THEATRE

**PONT DE ROIDE** : « Franche-Comté »

La troupe « Les Blanches Papiers » présente son spectacle *Ali le rocky*, le 21 novembre à la MJC Pont Roide à 20 h 30, spectacle à ne pas manquer.



**THEATRE DES AMANDIERS**, 7 ave P. Picasso, 92000 Nanterre. Tél. 721 18 81.

19 novembre, 20h30 : le CID de P. Corneille, par le Théâtre Quotidien de Lorient.

A partir du 24 novembre, 21 heures (Dim. 16h) : Perspectives ultérieures, de F.X. Kroetz, par le Théâtre du Regard.

"C'est en fait au niveau du langage que le théâtre de Kroetz est le plus intéressant (...) tout l'art de Kroetz est de donner la parole à des gens qui sont incapables de s'exprimer, donc de se comprendre et à plus forte raison de comprendre le monde, dans lequel ils vivent..."

**THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS**, 76 rue François Miron, IV<sup>e</sup>, tél. 355 27 10

Jusqu'au 31 décembre, 20h30 du mardi au samedi, 14 h. le vendredi, 17h30 le dimanche. (Relâche dim. et lundi soir) : Le Follon, de J. Allwright, C. Barichasse, S. Maggiani, C. Merlin par la Compagnie Catherine Dasté.

"Deux hommes traversent leur chemin : deux musiciens, un percussionniste, un clarinetiste. Tous les cinq, les voilà embarqués dans une histoire d'il y a six siècles, une histoire de fem-

me qui meurt de désespoir d'amour. Par quel miracle sont-ils soudain devenus des personnages si différents d'eux-mêmes ? Quel rapport y a-t-il entre eux ? Est-ce leur double caché, leur ombre, leur rêve ?

**COMEDIE DE PARIS**, 42 rue Fontaine IX<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Blanche) tél. 281 00 11.

Tous les soirs, 23 h : *Le Match*, de J.D. Laval et E. Prat.

"Pourquoi les clowns parlent-ils fort ? Parce que les dieux sont sourds, et pour cause..."

A 20h, (sauf dim. et lundi), jusqu'au 24 : *Sandwich on the blues*, de et par J.C. Bourbault, avec la collaboration du Théâtre du Soleil.

"On peut être roi du rock, aimer les femmes aux cheveux noirs et vivre avec une blonde, vivre pour la musique sans vivre d'elle... Tel est Pierre Dessonges, qui, chaque jour au moment de la pause se souvient de sa vie... Et ça lui est déjà assez pénible d'avoir dû la vivre pour qu'il n'ait pas envie de remettre ça..."

Jusqu'au 28, à 14h30, du lundi au samedi : *Le peintre aux clés d'or*, spectacle pour enfants (6 à 12 ans), par les Bateleurs 2000.

"Il était une fois un vieux peintre, appelé Couleurs, qui parcourait les routes du monde..."

**LA CARTOUCHERIE DE VINCENNES**. Atelier du Chaudron. M<sup>o</sup> Chateau de Vincennes, Autobus 306. Tél. 328 97 04

A 20h30 (Dim : 16h) : *Le Délégué*, par le Théâtre en Pièce, d'après le roman de Mohamed Khair Eddine. « On nous interdit tout : femmes, vin et cochon... Moi, je me rabats sur les cadavres »

**LURCENAIRE FORUM**, 53 rue Notre-Dame des Champs, 75006. Tél. 222 26 50.

**Théâtre noir** :

Jusqu'au 21 Nov. à 18h30 : *Yerma*, d'après F.C. Lorca.

20h30 : *Faut pas faire ça tout seul*, David Mathel.

22h15 : *Elle lui dirait dans l'île*, de F. Xenaris, par le Théâtre Populaire d'Art Traditionnel.

"Il y a trois ans qu'il est détenu dans l'île où les pierres sont rouges du sang répandu..."

**Théâtre rouge** :

18h30 : *Don Quichotte*, d'après Cervantès, par le Panta-gruelique Théâtre.

20h30 : *Les Amis*, d'A. Wesker, par la Compagnie Laurent Terzieff.

**Petite salle** :

18h30 : *Parlons français*, d'E. Ionesco.

**THEATRE DE L'EST PARIISIEN**, 17 rue Malte Brun, XX<sup>e</sup>, Tél. 636 91 02 m<sup>o</sup> Gambetta.

A partir du 24 Novembre, (Mar : 14h30, Mer. : 15h, Jeu. : 14h30, Lun. : 20h30) : *Alhumbettes*, sur un argument proposé par V. Rouche, par le Théâtre Tout Court.

"Sous le nom d'Alhumbettes, un clown, V. Rouche, nous fait revivre son expérience passée d'éducateur dans une institution pour enfants du juge..."

**POESIE**

**ANTILLES** : Le centre culturel de l'Abbaye, 12 rue de l'Abbaye - 75005, organisent une soirée poésie le jeudi 26 novembre. Les poètes suivants seront là et certains liront même leurs poèmes :

- René Depestre (Haïti)  
- Jean Mettelus (Haïti)  
- Edouard Glissant (Martinique)  
- Daniel Maximin (Guadeloupe)  
et Maryse Condé pour animer le débat qui suivra.

**T.E.P.** : Rue Malte-Brun  
Mardi 24 décembre à 20 h 30, le *"clown-poète Québécois"*, Sol de son vrai nom Marc Favreau dans *"Rien détonant avec Sol"*.

JEUX ET MOTS CROISES

par Hartmann

Solution de la grille n° 25

C	A	S	A	B	L	A	N	C	A
L	I	B	E	R	A	L	I	S	E
A	G	I	T	E	S	C	A	R	
S	U	R	I	N	O	H	R	E	
S	E	T	N	A	E	N	E		
I	S	E	U	R	E	A	S		
F	E	U	S	I	S	E	S		
I	N	N	E	A	A	R	O		
E	T	P	E	N	U	R	E	S	
R	I	E	U	S	E	E	R	E	

grille n° 26

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

HORIZONTALEMENT :

- Européen.
- Fleuve d'U.R.S.S. - Blasons.
- Fleuve Suédois. - Coisit.
- Note. - Aliboron. - Saison.
- Ville du Japon. - Forme.
- Maréchal Japonais. - Amas de boue.
- Nationalités.
- Enjoué. - Sigle Nazi.
- Fille d'Oedipe. - Tente.
- Roman de Chateaubriand. - Ville d'Algérie.

VERTICALEMENT :

- Ville du Maroc.
- Embarcation des esquimaux. - Vieille armée.
- Aurochs. - Ville d'Algérie.
- Gallium. - Fleuve Français. - Monnaie Chinoise.
- Commune Belge. - Ville d'Algérie.
- Historien Français.
- Monnaies Roumaines. - Oreille.
- Comédiens. - Métal.
- Aperçu. - Ville d'Algérie.
- Intente. - Ville Allemande.

Solution des trois mots

R	G	A	E	N	O
1	O	R	A	N	G
2	O	R	G	A	N
3	O	N	A	G	R

Anagrammes : placez les pays

			N	
			N	
			N	
			N	



**OLYMPIA** : à 20 h 30 : du rock avec *Mama Bea Tekielski*

**DUNOIS** : rue Dunois

**CENSIER** : au centre culturel rue Censier

# VIDA DE AMARGURA

*Je vous envoie ces documents et un texte les commentant qui, dans la mesure où ils vous intéresseraient, seraient à publier dans la rubrique « SF Mémoire ». Je vous demanderai, afin que soient tenues les promesses que j'ai faites à la famille de la personne concernée, de publier des documents et le texte intégralement et dans l'ordre indiqué en une ou deux fois, sans traduire les passages en portugais. Merci.*

Un jour, X découvre de vieilles lettres dans le grenier. (On finit toujours par découvrir de vieilles lettres dans le grenier). Celles-ci ont été envoyées de Cayenne. Le bague. Ecrites en français, par un portugais, Antonio Pontes.

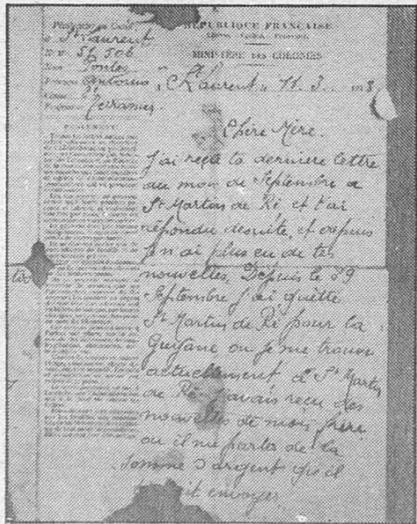
« Ton père a donc été en prison ? » demandera-t-il plus tard à Rosa, sa mère, en lui parlant des lettres.

« Il ne s'agit pas de mon père, mais de son cousin (qui était le frère de ta grand-mère, mon oncle). Avant que la police ne l'ait arrêté, il avait changé sa carte d'identité contre celle de mon père, je ne sais plus pour quelle raison ».

« Il fut donc emprisonné sous le nom de mon père (Antonio Pontes) et a dû signer son courrier comme s'il était ce dernier... », lui répondra Rosa.

Le père de Rosa avait abandonné sa femme et ses deux filles, vivant en France sans jamais (pouvoir ?) leur envoyer d'argent.

Vingt plus tard, il revint au Portugal, « sem nada ».



« Pour nous, il n'était plus rien... » dira encore Rosa et on comprend pourquoi elle s'était tant attachée à son « autre père », rejetant le déserteur, le renégat qui avait tant fait souffrir sa mère.

« Mais ne penses-tu pas plutôt que ton père avait été victime d'un autre type d'emprisonnement ? Lui aussi avait perdu son identité en héritant de celle d'un bagnard. Et finalement tu le retrouvais avec deux pères, chacun dans sa prison : le vrai dans une fausse, celle, non déclarée, de l'immigration et le faux dans la vraie... », dira X à sa mère.



Il y aura un silence et puis Rosa lui parlera des lettres que son oncle envoyait à sa famille au Portugal, elle était très jeune à l'époque. Elle et sa mère parlaient à la ville pour se faire traduire les lettres qu'Antonio (Manuel, en fait), leur écrivait en français, règlement oblige.

« Tu grand-mère, sa soeur, est morte sans jamais l'avoir revu. Elle avait écrit un peu partout pour demander de ses nouvelles, mais jamais rien... » dira encore Rosa. X écrira à son tour. Au ministère de la justice on lui répondra : (...) « J'ai l'honneur de vous faire connaître que les recherches effectuées dans les archives en ma possession ont permis de savoir que Pontes a été transporté à la Guyane le 14 octobre 1933 et que le premier janvier 1937, il figurait encore parmi les présents à Cayenne. »

Aucun autre élément concernant Pontes ne figure dans ces archives... »

« Je suis sûre qu'il vit encore, il n'a pas quatre-vingt ans... » dira Rosa. Les disparus ne meurent jamais que lorsqu'on retrouve leurs corps.

Tel le Portugal espérant le retour de Dom Sebastiao captif des rois mahométans, Rosa attend le retour de Manuel Pontes, son oncle, qui vengera l'honneur de la famille en corrigeant son cousin déserteur comme Dom Sebastiao chasserait les espagnols envahisseurs...

« Lorsqu'au Portugal sa famille et ses amis apprirent quel malheur s'était produit, tous furent extrêmement peinés. La nouvelle alla très vite, et déjà on entendait cette plainte... » dira Rosa avant d'essayer de se souvenir de ces vers entendus alors gamine.

X transcrit avec beaucoup de difficultés le texte que sa mère lui récite. Il ne comprend plus très bien le portugais, la langue dans laquelle Pontes n'avait pas le droit d'écrire à sa famille...

Il réalise que, quelque part, un « bruit »

A 14 de maio em 1930  
Não haja quem me desminta  
Que à luta para a rua saio  
Deram-me uma pancada, eu caio  
Batem-me, não me alevatam  
Agora faço o meu pranto  
Mati sem querer um amigo  
Estou nas horas do meu castigo  
Pelos rosas que amei tanto  
En tempos que lá já vão  
Agora faço o meu pranto  
No fundo desta prisão  
Mãe e primos e manos  
Deem-me o vosso perdão  
Que eu tanto longe dos montes  
Estou preso Manuel Pontes  
E eu morerei de paixão  
Assim para minha mãe  
A que vida de amargura  
Para ela é sempre noite escura  
Dela a mim não me ver  
Sem saber aonde eu estou  
Nem notícias de mim ter  
(...)  
Pêde ô minha filah querida  
Pelo teu pai saude e vida  
Que sempre a ele tenhas amor  
Que ainda poderas ser Ilde  
Ajudada do senhor  
(...)

dans la communication entre les générations, un intolérable brouillage (tenant presque de la manipulation génétique) l'a détourné de sa culture originelle, et il ne peut plus la percevoir, désormais, qu'à travers les filtres, les critères de la société d'accueil.

On ne perd pas sa langue, on vous la coupe. On est châtré de sa culture comme on est dépossédé de son statut de citoyen.

La langue française comme un cancer. Quand est-ce que cette maladie s'est emparée de lui, hier encore X pensait en portugais ?

Comme dans un roman de Kafka il s'est réveillé métamorphosé en français, dans sa tête. Désormais rêves et cauchemars se font dans la langue de Rabelais, le gigantisme d'une société en dévore un autre.

Un autre jour, X s'était entretenu avec la présentatrice portugaise de l'émission Mosaïque, lors d'un enregistrement à Bordeaux. Il lui avait demandé notamment ce qui nous valait, dans le cadre de l'émission, des spectacles d'expression portugaise de qualité toujours aussi médiocre. Luisa, elle s'appelait comme ça, avait une réponse toute prête qu'elle lui récita avant même qu'il n'ait fini sa phrase dont il mettait les derniers mots et le point d'interrogation dans sa poche avant de l'écouter attentivement. Elle lui expliqua que la France est trop proche du Portugal pour que les immigrés éprouvent la nécessité de créer des structures, d'auto-défense socio-culturelles, comme cela peut se faire dans des pays plus éloignés du Portugal. C'est ainsi que contrairement à la colonie maghrébine les ressortissants portugais se distinguent rarement au point de vue culturel ou social.

Done vivant dans un pays à la fois proche géographiquement et culturellement les portugais perdent encore plus vite que les maghrébins le peu de culture originelle qu'ils possèdent, dans la tentative d'appropriation de la culture du pays d'accueil.

Les responsables portugais (ici le mot Responsables est à prendre dans les deux sens, à savoir : comme Dirigeants et comme Coupables) pour qui l'intérêt à court terme réside dans la complète intégration (dans le pays d'accueil) des exclus de la société portugaise (autant de chômeurs d'éliminés) ne font pratiquement rien, en fait le strict minimum qu'autorise leur démagogie, face à une telle situation.

« Fais tout ton possible pour m'écrire en français car si tu m'écris en portugais ça donne des difficultés » écrivait Manuel Pontes en post-scriptum dans l'une de ses lettres.

Exclus puis reclus, des-intégrés le faux Antonio, alias Manuel Pontes est le symbole même de la perte d'identité culturelle.

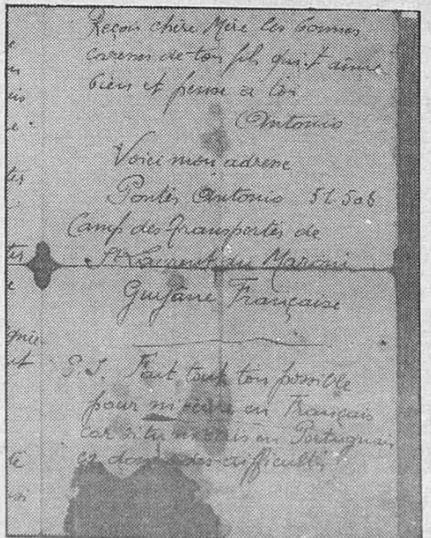
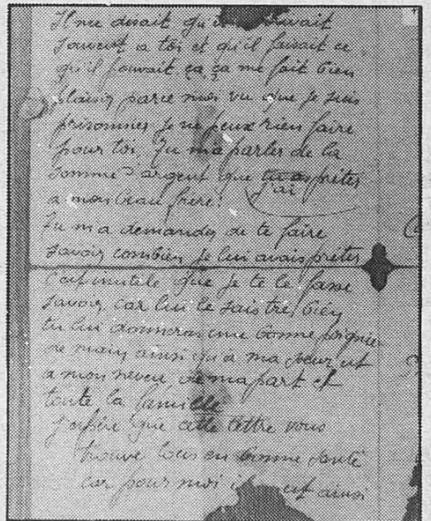
Et l'on comprend combien ce n'est pas seulement sa force de travail que l'immigré, emprisonné ou pas, enterre au fond des tranchées qu'il creuse.

« Je suis sûre qu'il vit encore... » dira Rosa.

Mais, ont déjà été chassés les espagnols du Portugal et de ce monde le père de Rosa pas plus que Dom Sebastiao Manuel Pontes ne reviendra.

« ... Sachez que c'est à cause de ce voyage dans lequel tout se perd », écrivait Camoens à un ami, depuis l'Inde, il y a déjà bien longtemps, lui aussi, je crois, « no fundo esta prisao ».

José Guerreiro



AUX LECTEURS,  
Cette page est la vôtre. Tous vos écrits, essais, mémoires, nouvelles et contes sont les bienvenus